

aFDas
DEMAIN SERA FORMATION

cpnef:sv
COMMISSION PARITAIRE NATIONALE
EMPLOI FORMATION SPECTACLE VIVANT



PLAN
D'INVESTISSEMENT
DANS LES COMPÉTENCES


MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI
ET DE L'INSERTION
*Liberté
Égalité
Fraternité*



Diagnostic-action dans le secteur du spectacle vivant

Rapport final

Mai 2021

Contexte du diagnostic action dans le spectacle vivant

Ce diagnostic action s'inscrit dans le cadre d'un accord conclu entre le ministère du travail (DGEFP), le secteur du spectacle vivant (la CPNEF-SV et les organisations d'employeurs et de salariés) et l'Afdas (opérateur de compétences).

Les résultats de cette étude permettent de proposer des mesures de soutien aux activités et à l'emploi dans le contexte de crise sanitaire, sociale et économique créée par la pandémie de Covid-2019.

Ce diagnostic action est conduit dans le cadre du plan d'investissement dans les compétences dont l'objectif est d'accompagner les démarches de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) des branches professionnelles afin de développer les compétences et sécuriser les parcours professionnels.

Les travaux sont pilotés par la DGEFP, la CPNEF-SV et l'Afdas.

Ils sont réalisés par KYU Associés.

Contact - CPNEF-SV info@cpnefsv.org

Sommaire

1 MÉTHODOLOGIE

2 ETAT DES LIEUX DE LA SITUATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

3 IMPACTS DE LA CRISE SANITAIRE ET PERSPECTIVES SOCIO-ÉCONOMIQUES

4 IDENTIFICATION DES STRATÉGIES MISES EN ŒUVRE FACE À LA CRISE

5 IMPACTS SUR LES MÉTIERS, LES COMPÉTENCES, LES AIRES DE MOBILITÉ

6 PROPOSITIONS D' ACTIONS OPÉRATIONNELLES

7 Annexes

- Données complémentaires sur les recours aux dispositifs de soutien
- Compléments sur les structures
 - Focus régionaux – Ile de France, AURA, Nouvelle Aquitaine, Occitanie, PACA
 - Focus par type de structure
 - Recours aux aides selon le type de structure
 - Focus par domaine artistique
 - Croisements par type de structure et domaine artistique
- Compléments sur les professionnels
 - Focus par métier
 - Focus par statut d'emploi
 - Focus par genre
 - Focus par tranche d'âge

Méthodologie





LES OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

1. **Évaluer les impacts constatés et anticipés de la crise sanitaire, mais aussi sociale et économique**, pour les structures et les professionnels au niveau national et par région, en matière d'activité, d'emploi et de besoins en compétences ou formations
2. **Identifier les stratégies mises en œuvre** pour faire face à la crise, et les besoins en accompagnement pour préserver ou adapter les emplois
3. **Identifier les impacts de la crise sur les politiques RH** des structures en particulier pour le recrutement, le développement des compétences, les mobilités
4. **Proposer des actions opérationnelles** pour accompagner les structures, les professionnels et les jeunes sortants de formation à court terme



MOYENS



Une analyse documentaire large : études sectorielles et régionales, revue de presse spécialisée, communiqués et travaux des organisations, etc.

Le recensement et l'analyse des données statistiques existantes



30 entretiens réalisés



2 enquêtes en ligne : les questionnaires ont été adressés aux **structures du spectacle vivant adhérentes à l'Afdas** et aux **professionnels du spectacle vivant bénéficiaires de l'Afdas**. Les questionnaires ont également été relayés plus largement par le milieu professionnel.



1812 répondants au questionnaire destiné aux structures et 6896 répondants au questionnaire destiné aux professionnels

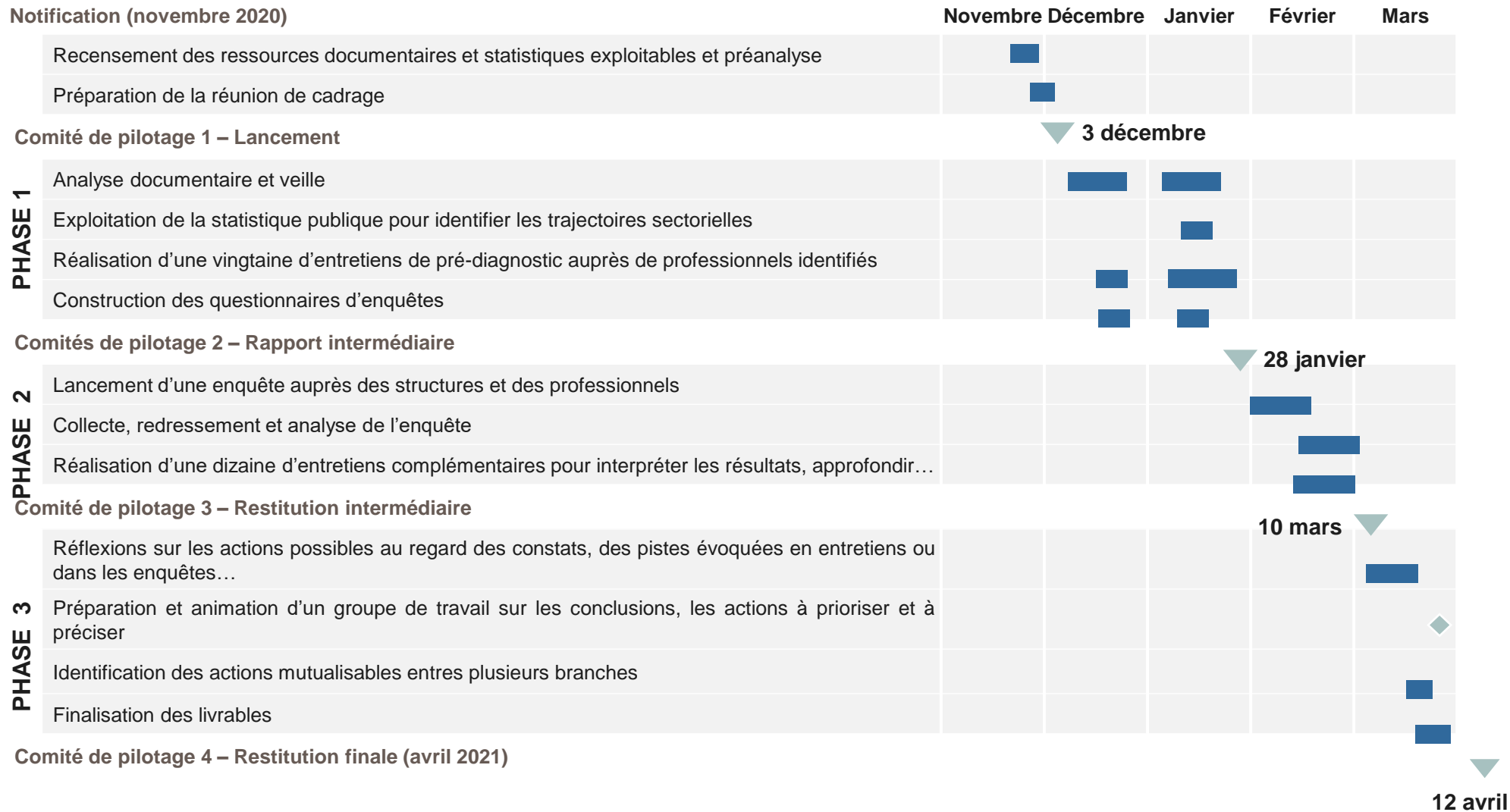


REMERCIEMENTS

La CPNEF-SV, l'Afdas, la DGEFP et Kyu adressent leurs vifs remerciements à toutes les personnes qui ont participé sur tout le territoire à la réussite de cette étude d'une ampleur inédite : professionnels, employeurs, jeunes, syndicalistes, institutionnels, centres de ressources, consultants, écoles...

Phasage

Un diagnostic-action organisé sur un délai restreint pour répondre à l'urgence de la situation.



Entretiens et groupe de travail : liste des participants

Panel proposé par la CPNEF-SV, complété de contributeurs volontaires. Réalisation selon les disponibilités.

Type d'organisation	Nom
Organisations employeurs	SYNAVI - SCC
	PRODISS – SNDTP - CAMULC
	SYNDEAC - SNSP - LES FORCES MUSICALES - PROFEDIM
	SMA
	SNES
Organisations salariés	SYNPASE
	SYNPACT-CGT
	SNAM CGT
	SFA-CGT
	AFDAS
	AUDIENS
	CMB
	ARTCENA
	CNM
	CND
Institutions sociales et centres de ressources	Pôle emploi spectacle / scènes et images
	TNS
	MAGNUM
	Cœur de scène
	Les grands théâtres
	Les nuits de Fourvière
	Triodarts
	La Manivelle Théâtre
	Détonnantes Productions
	Culture Next
	REGIETEK
	Opéra de Paris
	Structures
ARDEC	
Occitanie en scène	
ProfilCulture	
Consultants, agences	La Filière / FOFC
	ACP la Manufacture Chanson / FOFC
	Jeudi Formation
Organismes de formation	

Enquête par questionnaires : méthodologie et représentativité de l'échantillon

Deux enquêtes réalisées simultanément

1. **Après des structures : 1 812 réponses**

Tous types d'activités, branches, domaines, formes juridiques ou localisations

2. **Après des professionnels : 6 896 réponses**

Tous types de profils, métiers, statuts d'emplois ou domiciliations

Les questionnaires ont été adressés aux structures et aux professionnels du spectacle vivant :

- par l'Afdas aux structures adhérentes et aux professionnels bénéficiaires ;
- par le milieu professionnel qui a relayé largement l'enquête.

Limites de l'enquête

Les enquêtes réalisées par questionnaires portent sur un échantillon des effectifs globaux.

Dans le cas de cette enquête, le taux de réponses est satisfaisant, parce qu'il est très élevé et parce que toutes les catégories de structures et de professionnels sont globalement représentées.

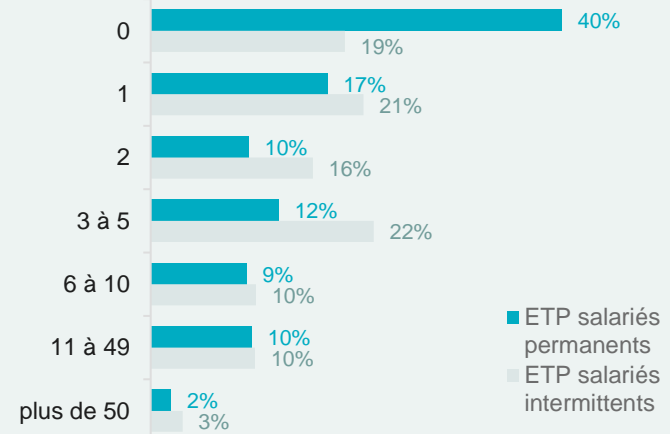
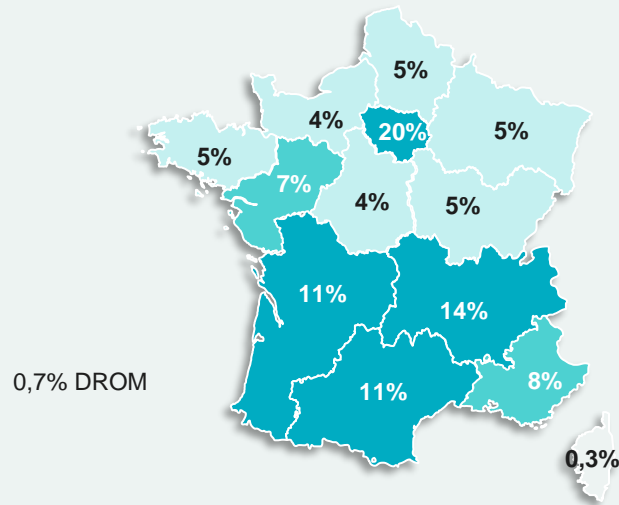
Cependant, bien que représentatifs, les résultats de cette étude sont à pondérer car certaines populations sont probablement sous-représentées dans l'échantillon, sans qu'il soit possible d'effectuer un redressement (faute de chiffrage des effectifs de référence pour chacune des catégories).

En effet, le spectacle vivant est un secteur extrêmement composite, qui rassemble des structures et des professionnels très variés. De plus, la réalisation d'enquêtes en période de crise est particulièrement complexe, les personnes cibles étant mobilisées par d'autres priorités.

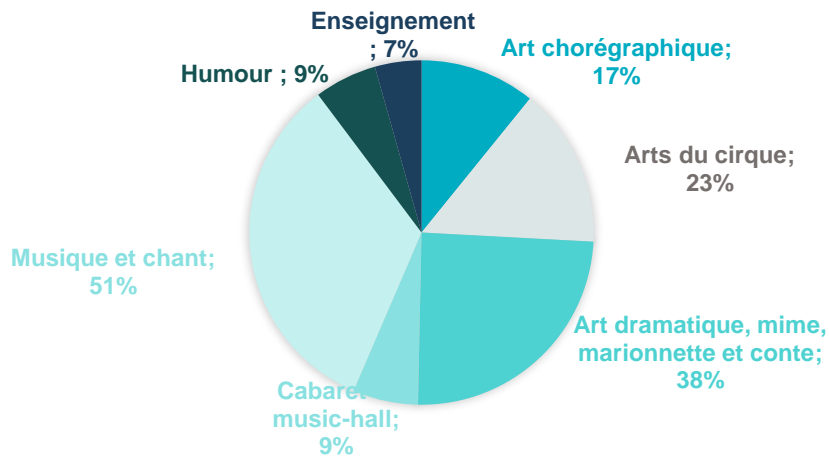
Ainsi, les résultats sont restitués sous forme de tendances et d'estimations

Enquête auprès des structures : 1 812 réponses au questionnaire

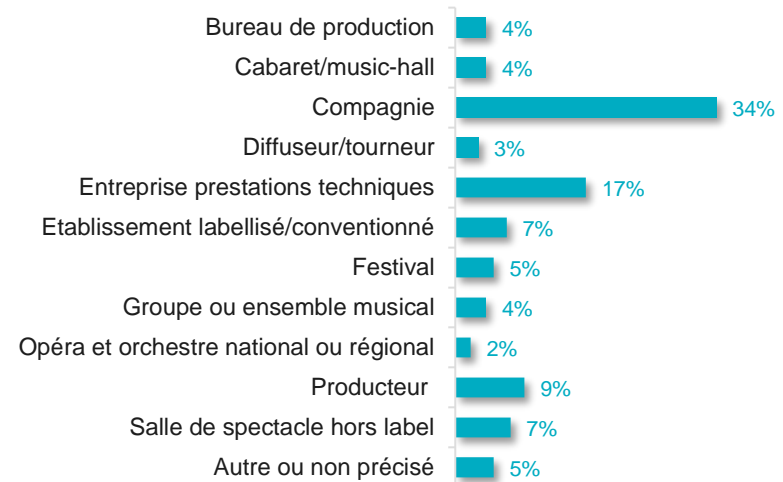
Composition du panel



Focus sur les domaines artistiques – réponses multiples possibles

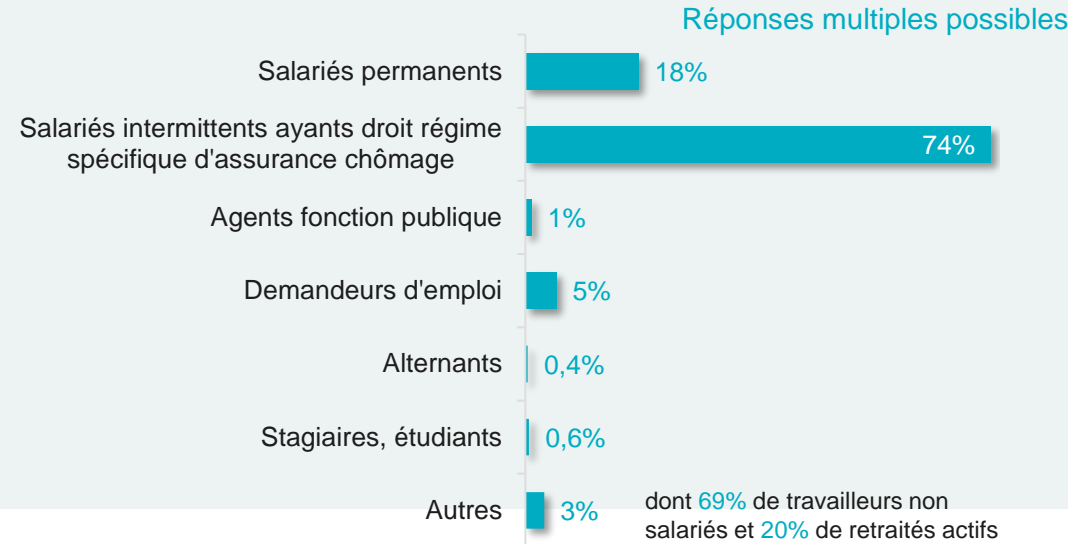
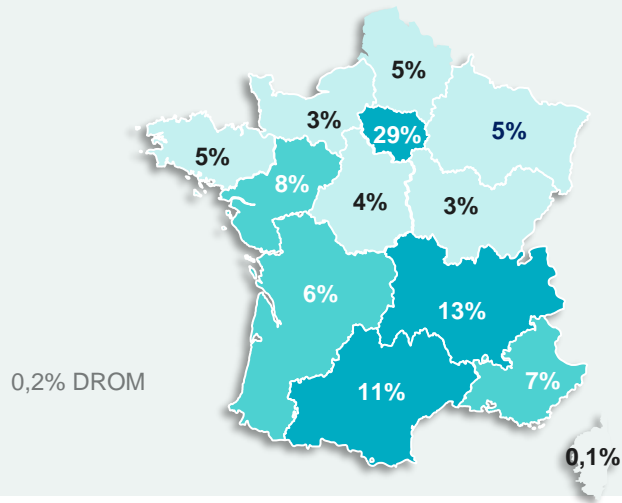


Focus sur les types de structures

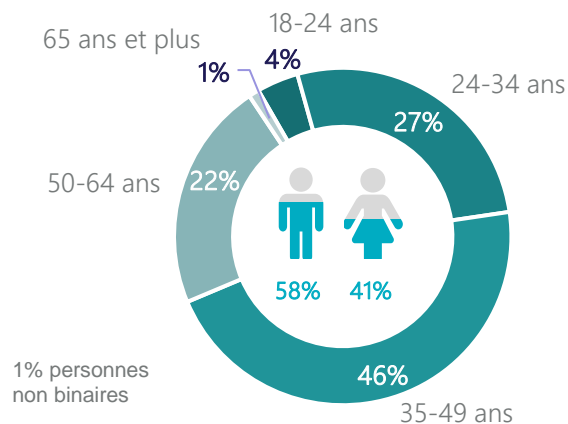


Enquête auprès des professionnels : 6 896 réponses au questionnaire

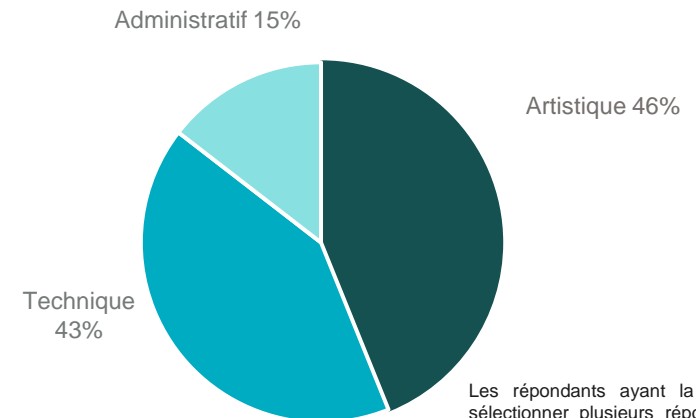
Composition du panel



Profil des répondants



Type de métiers – Réponses multiples possibles



Les répondants ayant la possibilité de sélectionner plusieurs réponses pour les types de contrats et de métiers, la somme des catégories est supérieure à 100

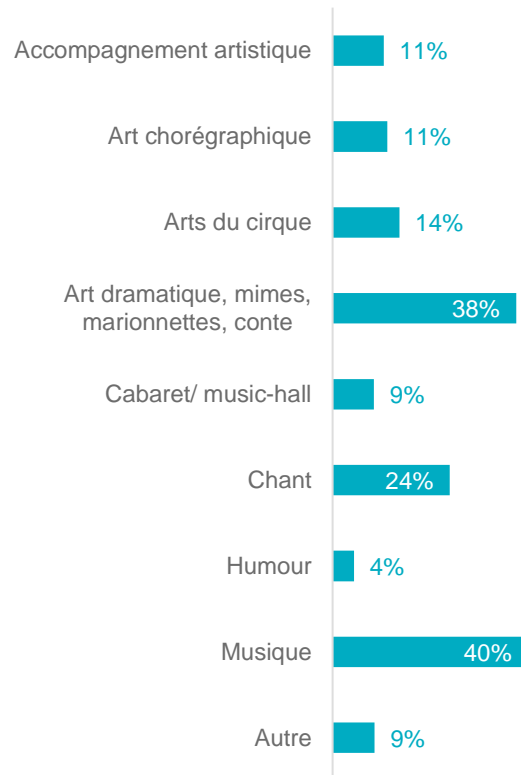
Enquête auprès des professionnels

Composition du panel (suite)

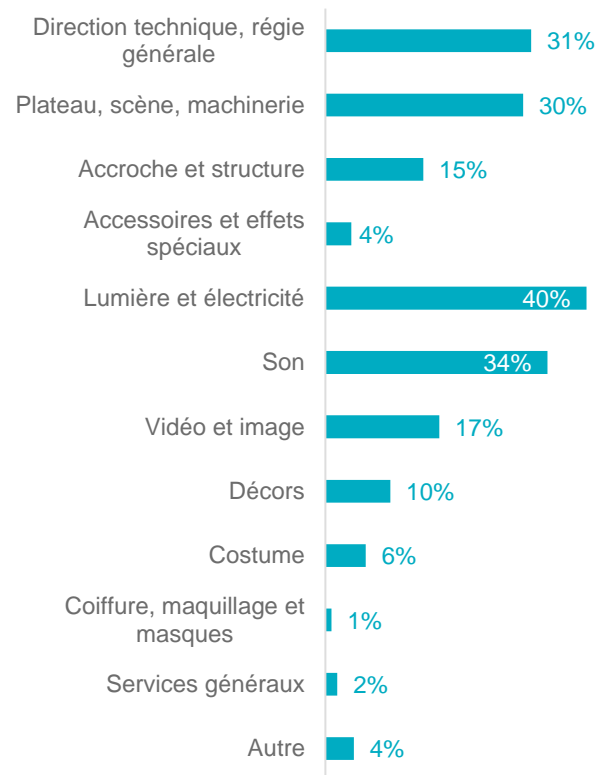
Répartition des répondants selon leur domaine d'activité – Réponses multiples possibles du fait de la pluriactivité

Questionnaire professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas

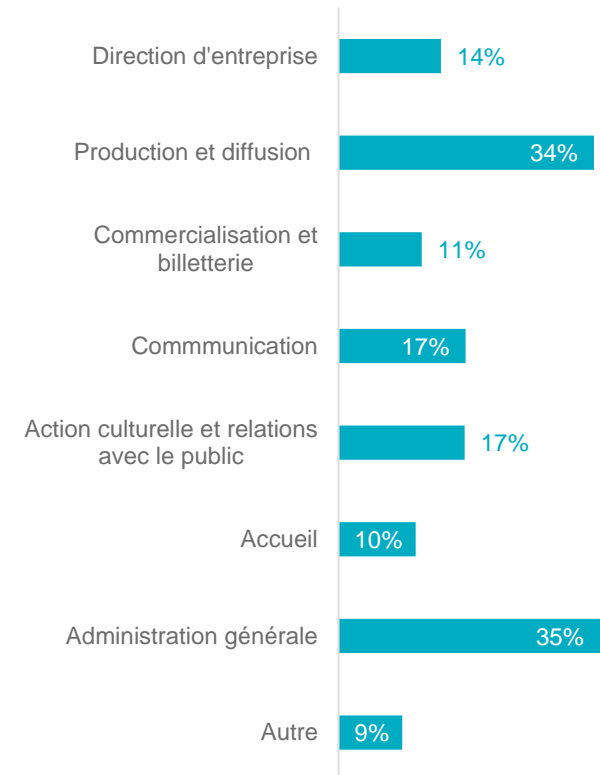
Métiers artistiques



Métiers techniques

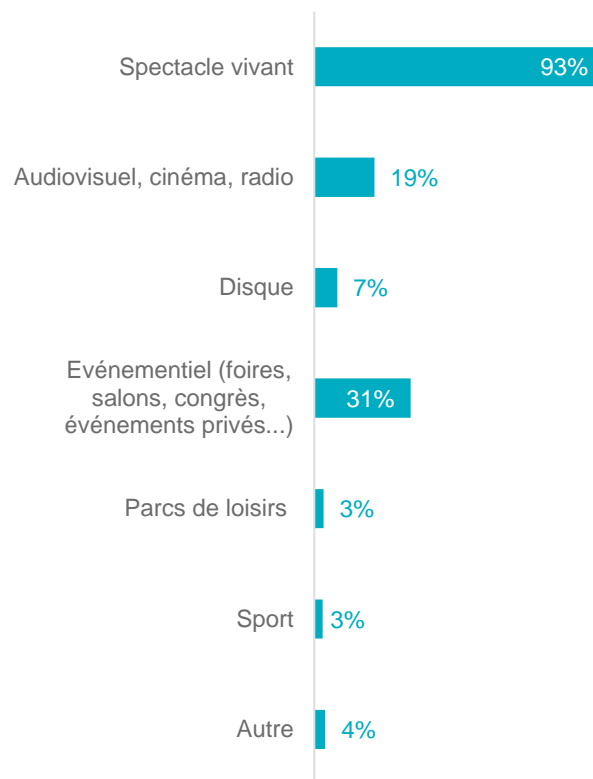


Métiers administratifs



Répartition des répondants selon le secteur dans lequel ils exercent – Réponses multiples possibles du fait de la mobilité professionnelle

Questionnaire professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas



Ressources documentaires

Liste non exhaustive

- Tableau de bord statistique Les employeurs et l'emploi dans le spectacle vivant, données 2017, Observatoire des métiers du spectacle vivant CPNEF-SV Afdas
- Connaissance du spectacle vivant, Caractéristiques et ressources documentaires, 4 décembre 2020, CPNEF-SV
- Impact de la crise sanitaire sur l'emploi des salariés intermittents du spectacle vivant, octobre 2020, Observatoire des métiers du spectacle vivant CPNEF-SV Afdas
- Conséquences de la crise sanitaire dans le spectacle vivant, 30 septembre 2020, CPNEF-SV
- Les métiers du spectacle vivant au temps du coronavirus, juin 2020, CPNEF-SV
- Travaux et communiqués des organisations patronales et syndicales du spectacle vivant
- Analyse de l'impact de la crise du Covid-19 sur les secteurs culturels - Secteur du Spectacle Vivant, ministère de la Culture DEPS, mai 2020
- Prolongation des droits des intermittents du spectacle jusqu'au 31 août 2021, Communiqué de presse, ministère de la Culture, 19 août 2020
- Plan de relance: un effort de 2 milliards d'euros pour la Culture, Communiqué de presse, ministère de la Culture, 3 septembre 2020
- Guide des aides et mesures d'urgence à l'usage des acteurs culturels en IDF, 18 décembre 2020, Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France
- Impact de la crise sanitaire du Covid-19 sur les associations employeuses, Opale/CRDLA Culture, mai 2020
- Observer les impacts de la crise, dessiner l'après, Dossier octobre, novembre, décembre 2020, L'Affût, Agence Culturelle Nouvelle-Aquitaine
- Festivals de spectacle vivant en Nouvelle-Aquitaine: inventaire 2020 et impact Covid -19, octobre 2020, Agence culturelle Nouvelle-Aquitaine
- « Le spectacle vivant face au défi du streaming », Rosita Boisseau et Brigitte Salino, Le Monde, 21 décembre 2020
- « Couvre-feu : 115 millions d'euros pour soutenir le spectacle vivant et le cinéma », Clarisse Fabre et Sandrine Blanchard, Le Monde, 23 octobre 2020
- « La gratuité, un appât pour relancer le spectacle vivant », Rosita Boisseau, Le Monde, 26 septembre 2020
- « Dévasté », le spectacle vivant bénéficie d'un plan de relance ambitieux », Nicole Vulser et Brigitte Salino, Le Monde, 28 août 2020
- « L'incertitude persistante pour le spectacle vivant », Stéphane Davet et Sandrine Blanchard, Le Monde 6 août 2020
- « Les salles de classe, dernières planches du spectacle vivant », Cyril Zannettacci et Annabelle Martella, Libération, 18 janvier 2021
- « Spectacle vivant : les applaudissements sont-ils solubles dans le streaming ? », Sophie Bourdais, Telerama, 8 janvier 2021

Ressources documentaires (suite)

Liste non exhaustive

Art dramatique

- Les grands théâtres font leur déconfinement, malgré la menace d'une seconde vague de Covid-19, C. Azzopardi, J. Boudier, A. Zouiouèche, H. Pozzo, R. Mathé, J.-A. Balcells, H. Cardon, L. Harper, O. Sauvayre, France 2, 19 septembre 2020
- Une compagnie de théâtre face au coronavirus, Maud Cazabet, 22 août 2020

Musique et chant

- « La filière musicale en mode Covid », CNM, 17 avril 2020
- Les musiciens et musiciennes en France, décembre 2019, publication trimestrielle de l'Union Nationale des Syndicats d'Artistes Musiciens de France CGT
- « Streaming, scène, promo de marques... De quoi vivent les musiciens français ? », Télérama, 10 avril 2019
- « Deux artistes de cirque sur trois envisagent une transition de carrière », La Presse, 22 mai 2020 [à reclasser dans arts du cirque](#)
- « Comment la musique peut-elle survivre face à la crise du Covid-19 ? », Télérama, 23 juillet 2020
- « Le monde de la musique durement touché par la crise du Covid », France Inter, 12 novembre 2020
- « Comment la musique tente de résister à la crise du coronavirus? », RFI, 4 janvier 2021

Art chorégraphique

- Fil d'information et d'appui au secteur chorégraphique Covid 19, CND, 20 janvier 2020
- Coronavirus : danser en temps de crise sanitaire, V. Vaget, S. Thibaut, O. Darmostoupe, L. Michel, France 2, 8 septembre 2020
- Pour 2021, les danseurs veulent retrouver la scène: « Un an de carrière en moins, c'est énorme », Bixente Vrignon, France Bleu Pays basque, 25 décembre 2020

Arts du cirque

- « Le blues des artistes de la scène », La Presse, 12 novembre 2020
- « Sondage En Piste, les artistes de cirque en mode survie », La presse, 20 janvier 2020

PANORAMA GLOBAL

1. ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

2. IMPACTS DE LA CRISE SANITAIRE ET PERSPECTIVES SOCIO-ÉCONOMIQUES

3. STRATEGIES MISE EN ŒUVRE FACE A LA CRISE

4. IMPACTS SUR LES MÉTIERS, LES COMPÉTENCES, LES AIRES DE MOBILITÉ

5. PROPOSITIONS D'ACTION OPERATIONNELLES



Crédits : source d'images PPT

Le spectacle vivant avant la crise : un secteur dynamique et attractif

Les indicateurs socio-démographiques du spectacle vivant étaient en forte progression en période pré-crise. Par exemple, de 2016 à 2017, les effectifs salariés étaient en hausse de 7,1 %.

MÉTIERS



Métiers artistiques ~ 115 900 emplois

- Musique et chant ~ 49%
- Art dramatique ~ 26%
- Art chorégraphique ~ 9%
- Arts du cirque ~ 3%
- Accompagnement artistique ~ 7%



Métiers techniques ~ 56 800 emplois

- Plateau, scène et machinerie ~ 23%
- Lumière et électricité ~ 15%
- Son ~ 14%
- Vidéo et image ~ 7%
- Direction technique et régie générale ~ 7%
- Accroche et structure ~ 3%
- Décors ~ 7%
- Accessoires et effets spéciaux ~ 2%
- Costume ~ 3%
- Coiffure, maquillage et masques ~ 1%
- Services généraux ~ 6%



Métiers administratifs ~ 39 000 emplois

- Direction d'entreprise ~ 11%
- Production et diffusion ~ 30%
- Commercialisation et billetterie ~ 9%
- Communication ~ 9%
- Action culturelle et relations avec le public ~ 4%
- Accueil ~ 22%
- Administration générale ~ 15%

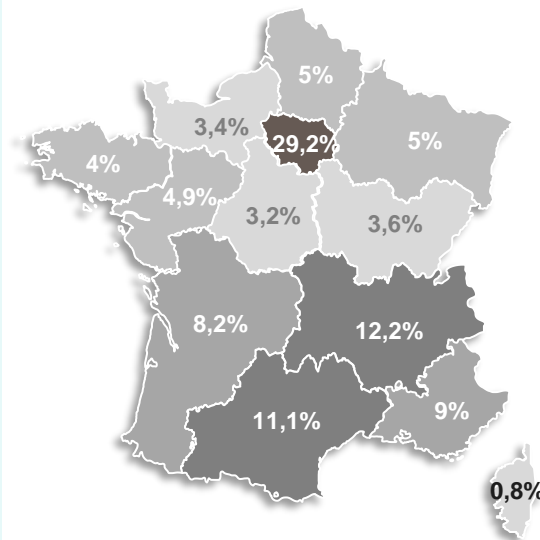
PORTRAIT STATISTIQUE DE 2017

21 220 STRUCTURES*

+ 80 100 employeurs hors secteur professionnel (champ du GUSO) *

Répartition régionale des employeurs du secteur professionnel (hors GUSO) en 2017

CPNEF:SV/Afdas Tableau de bord 2017

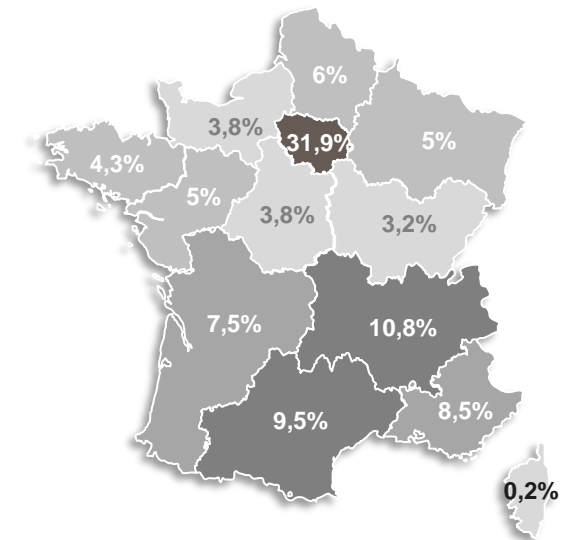


217 150 SALARIÉS*

+ 72 900 salariés hors secteur professionnel (champ du GUSO)*

Répartition régionale des effectifs du secteur professionnel (hors GUSO) en 2017

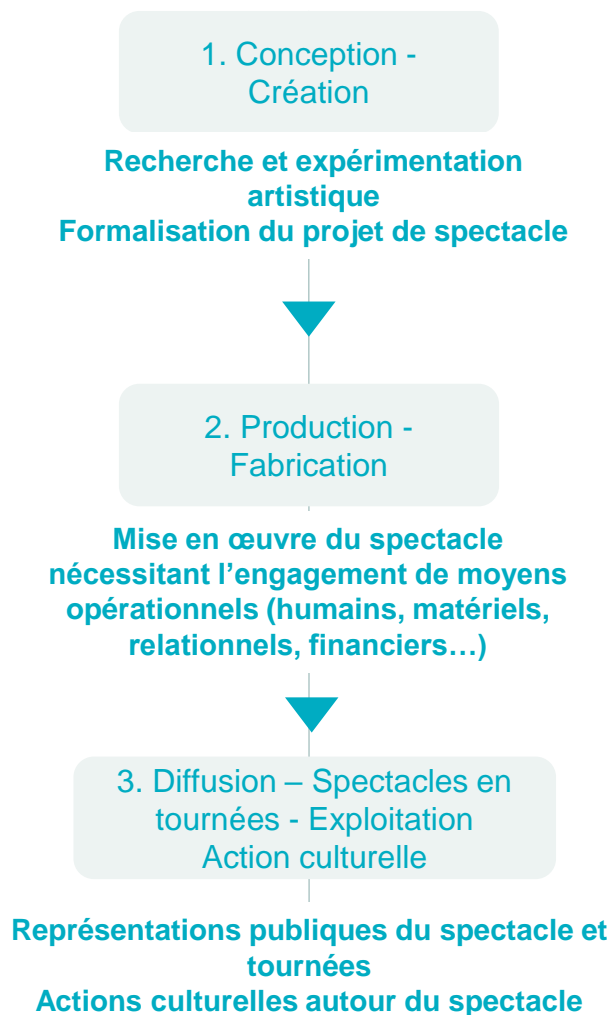
CPNEF:SV/Afdas Tableau de bord 2017



*Données 2017. Source : Audiens/ OPMQ-SV. Hors fonction publique et quelques entreprises

Une structuration de l'écosystème du spectacle vivant en 3 grands segments

De façon simplifiée, l'activité du spectacle vivant se décompose en 3 étapes, au cours desquelles peut intervenir une multiplicité de structures et de professionnels de plus de 200 métiers différents. Certaines structures développent une activité de façon transversale sur les 3 étapes, tels que les producteurs ou diffuseurs.



1

L'étape de **Conception** mobilise essentiellement les métiers artistiques. Elle peut nécessiter des temps longs et ne se conclue pas toujours par un passage en production - fabrication.



Principaux métiers : métiers artistiques (ex. : auteur, compositeur, metteur en scène, dramaturge, chorégraphe), scénographe, direction de la structure.

2

L'étape de **Production - fabrication** est morcelée en un grand nombre de micro-organisations et rassemble un panel de métiers artistiques, techniques et administratifs divers, qui varient selon le spectacle considéré.



Principaux métiers : métiers artistiques (ex. : artistes / interprètes, metteur en scène, chef d'orchestre), métiers techniques (direction technique, régisseur, constructeur-décorateur, costumier...) et métiers administratifs (ex. : administrateur, chargé de production).

3

L'étape de **Diffusion - Tournées - Exploitation - Action culturelle** de l'œuvre est la conclusion des étapes précédentes consistant en une présentation des œuvres face à un public. Elle est structurée autour des lieux d'accueil et de représentation.



Principaux métiers : métiers artistiques (ex. : comédien, danseur, musicien), techniques (ex. : régisseur et technicien son/lumière/vidéo/plateau, habilleur) et administratifs (ex. : chargé de diffusion, administrateur de tournées, responsable de billetterie, agent d'accueil, chargé d'action culturelle).

Le spectacle vivant, un secteur en transformation permanente accompagnant les évolutions sociétales

Depuis une vingtaine d'années, le secteur connaît des évolutions liées notamment aux transitions numérique et écologique. Face aux tensions sociales et économiques, le secteur a également cherché à faire évoluer son modèle.



La numérisation

- **La transition numérique** a déjà un **fort impact sur la création et la diffusion des œuvres, et les tournées**, et nécessite le développement de compétences nouvelles, notamment en matière de communication, de marketing en ligne, médiation culturelle, ou encore de techniques scéniques.
- L'arrivée des **billetteries en ligne** a changé la gestion des salles de spectacle et des scènes, et permet aux petits établissements plus de visibilité sur internet, s'ils en sont équipés.
- Le numérique change également **la relation au spectateur**, en offrant la possibilité d'établir une relation de long terme et suivie avec le spectateur, de toucher plus directement le public sur les réseaux sociaux et d'animer une communauté d'intérêts, ou un réseau d'artistes lié à la scène ou au lieu.



L'engagement environnemental

La question de **l'intégration des problématiques liées au développement durable** est de plus en plus prégnante.

- Le secteur des festivals notamment, s'est engagé dans une dynamique de développement durable et d'éco-conception (intégration de critères environnementaux dans la politique d'achats, par exemple en choisissant du matériel d'occasion, reconditionné ou économe en énergie, intégration de débats sur la transition écologique, etc.).
- Les prestataires techniques au service de la création et de l'événement ont également mis en place un label RSE Prestad.



La diversification des modèles économiques

Face aux tensions économiques (baisse des moyens financiers des collectivités locales, recul du nombre d'abonnements, diminution du nombre de salles...)*, certains acteurs du secteur cherchent à **faire évoluer leur modèle économique** :

- Les établissements et les producteurs (dont les compagnies), se tournent **vers le mécénat, le développement de partenariats ou encore le crowdfunding** pour trouver d'autres sources de financement.
- **Les lieux mêlant spectacle vivant, espaces de répétitions et offre d'activités** plus diversifiée (librairie, restauration, bar, etc.) continuent de se développer.

*Source: Etude prospective régionale Emploi-Formation, KYU, Décembre 2020

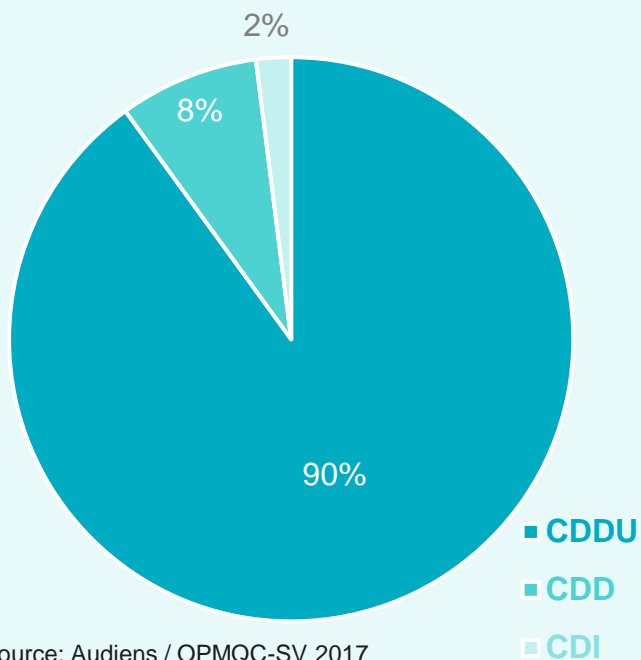
Les métiers artistiques, plus de la moitié des emplois du spectacle vivant

Les métiers artistiques, dont 90% sont exercés par des salariés intermittents, développent leurs compétences à l'aune de la transition numérique notamment.

115 900 SALARIÉS

54% des effectifs du spectacle vivant ont exercé au moins une fois des emplois artistiques

Répartition des emplois artistiques selon le contrat de travail en 2017 (en %)



Source: Audiens / OPMQC-SV 2017

Facteurs d'évolution dans les métiers artistiques



Transition numérique

- Pour de nombreux artistes, l'usage des réseaux sociaux pour la communication, la publicité, la promotion d'œuvres, les plateformes de diffusion ou l'animation de communautés devient incontournable.



Action culturelle

- Les actions culturelles se développent et mettent les artistes et les œuvres en relation avec des environnements et publics très divers, notamment hors des structures culturelles (hôpitaux, prisons, écoles, entreprises, etc.).



Enjeux autour de la gestion de carrière

- La nature des métiers, corrélée à l'âge, au genre ou à la technicité physique des disciplines pratiquées, ainsi que la diversité de propositions de spectacles, mènent à une concurrence accrue entre artistes et ainsi à de plus grandes difficultés à percer et à vivre de son métier. Dans ce contexte, la gestion de carrière artistique et professionnelle est primordiale.



Polycompétence et élargissement du répertoire

- Pour certains artistes auteurs, les pratiques relevant de l'installation et de techniques mixtes, de la vidéo, du multimédia et de la performance se développent. Cette polyvalence est de plus en plus demandée afin de se démarquer dans le paysage culturel et/ou de favoriser son employabilité.
- Les artistes interprètes élargissent leurs champs de compétence afin de prendre en compte les évolutions de pratiques et propositions artistiques (e.g., comédie et capacité à porter un texte pour les danseurs, inversement danse et arts pour les disciplines théâtrales...) et d'améliorer leur employabilité et leur volume d'emploi.

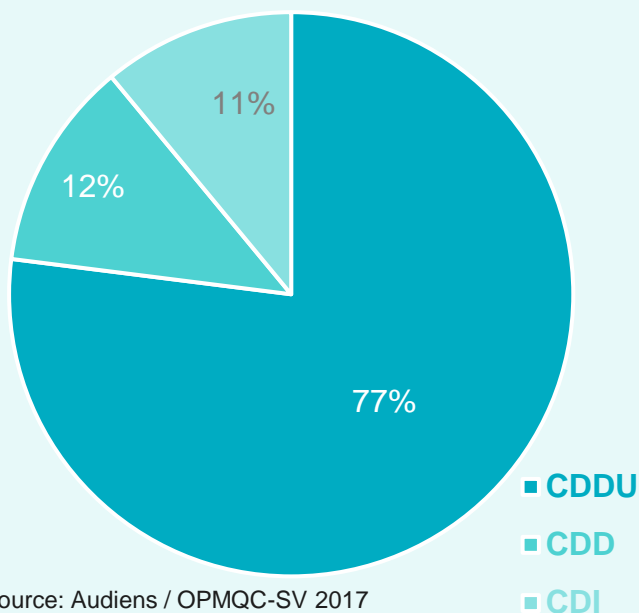
Les métiers techniques, plus d'un quart des emplois du secteur du spectacle vivant

Les évolutions technologiques impactent fortement les métiers techniques.

56 800 SALARIÉS

26% des effectifs du spectacle vivant ont exercé au moins une fois des emplois techniques

Répartition des emplois techniques selon le contrat de travail en 2017 (en %)



Source: Audiens / OPMQC-SV 2017

Facteurs d'évolution dans les métiers techniques



Nouvelles technologies

- Les **nouvelles technologies du son, de la musique** (Musique Assistée par Ordinateur, design sonore, etc.) et de **la vidéo** (interface graphique 2D ou 3D numérique, etc.) demandent aux métiers techniques d'actualiser régulièrement leurs compétences.



Disparition de métiers traditionnels

- Certains métiers traditionnels de la technique sont de moins en moins présents, comme **les cintriers** par exemple, qui ont vu leur métier bouleversé par l'apparition de perches électriques automatisées, ou encore les **métiers rares** dans le **domaine du costume, du décors ou des accessoires**, qui pour autant restent incontournables sur certaines productions.

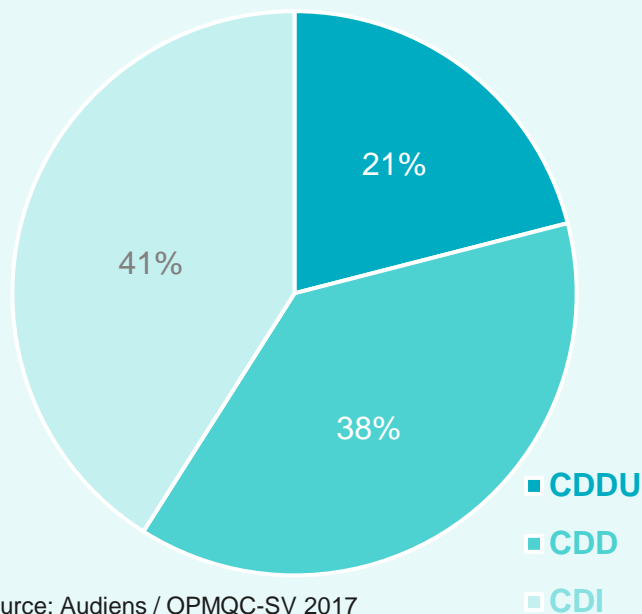
39 000 emplois dits administratifs au sein du secteur

Les métiers administratifs développent de nouvelles compétences, notamment en matière d'éducation artistique et culturelle et de relations publiques

39 000 SALARIÉS

Exemples : chargé de production / diffusion / communication, administrateur de tournées, programmateur artistique, agent de billetterie, responsable des relations avec le public

Répartition des emplois administratifs selon le contrat de travail en 2017 (en %)



Source: Audiens / OPMQC-SV 2017

Facteurs d'évolution dans les métiers administratifs



Complexification des activités de production / diffusion

- Les producteurs font face à une complexification de leurs activités (montages financiers complexes, internationalisation des productions, application de la législation encadrant les amateurs, complexification administrative, accueil d'artistes étrangers, etc.).



Métiers en croissance

- Les métiers des relations publiques se développent et font face à une augmentation des exigences relatives à leurs activités.
- L'animation des réseaux sociaux par les métiers de la communication se généralise.
- L'évolution des structures appelle de nouvelles compétences en management, gouvernance et gestion de projet parmi les membres de direction.



Contexte sécuritaire

- Au sein des lieux de diffusion, les réglementations sécuritaires ont été renforcées depuis 2015 et les professionnels sont donc formés sur ces aspects.

PANORAMA GLOBAL

1. ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

2. IMPACTS DE LA CRISE SANITAIRE ET PERSPECTIVES SOCIO-ÉCONOMIQUES

3. STRATEGIES MISES EN ŒUVRE FACE A LA CRISE

4. IMPACTS SUR LES MÉTIERS, LES COMPÉTENCES, LES AIRES DE MOBILITÉ

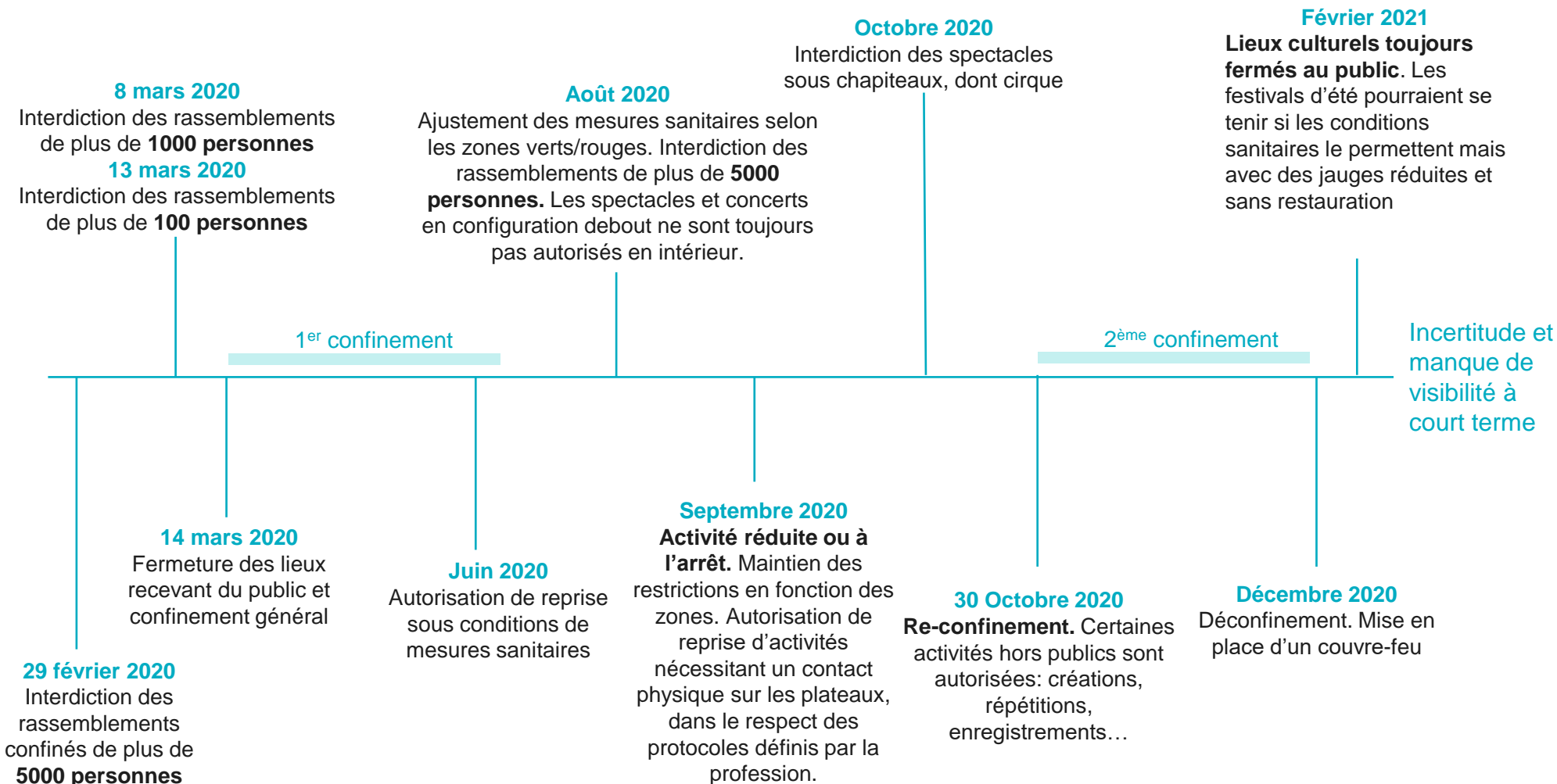
5. PROPOSITIONS D'ACTION OPÉRATIONNELLES



Crédits : source d'images PPT

La crise sanitaire dans le secteur du spectacle vivant

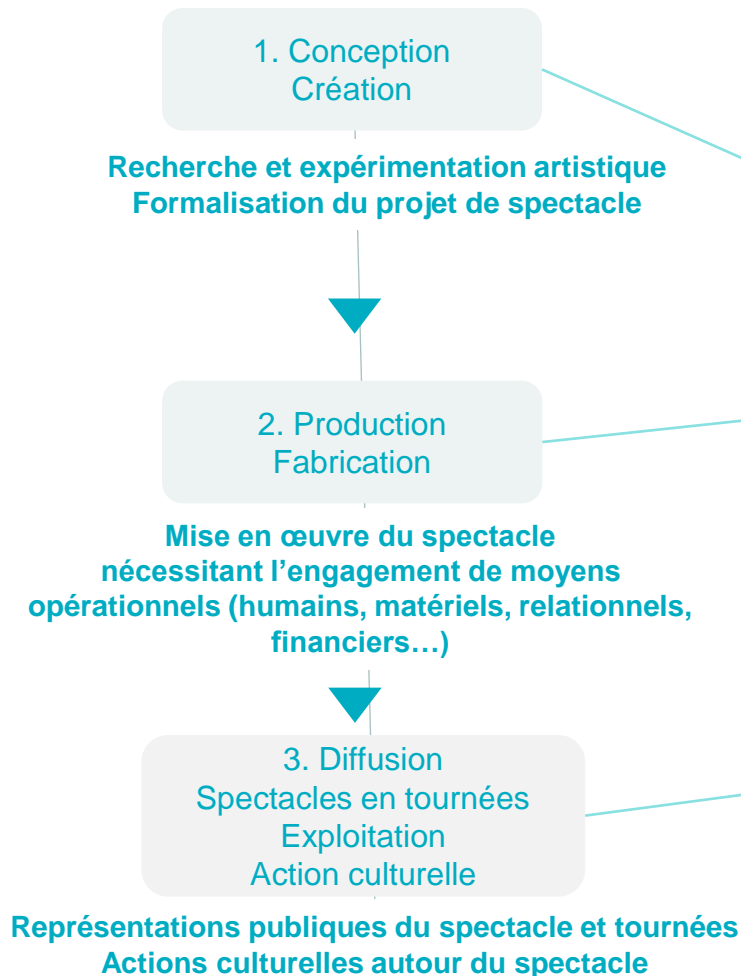
Depuis fin février 2020, les diffusions des spectacles devant public sont fortement ralenties, ou à l'arrêt. Après un 1^{er} confinement généralisé, les représentations ont pu reprendre sous certaines conditions entre juin et octobre, avant d'être de nouveau interdites en novembre.



Source: CPNEF-SV

Les impacts de la crise sur la chaîne de valeur du spectacle vivant

La fermeture des lieux de diffusion du spectacle vivant met à mal un maillon central pour l'activité dans la profession et impacte l'ensemble de la chaîne de la valeur.



La fermeture des lieux de diffusion et de représentation (théâtres, auditoriums, salles de concert, festivals, chapiteaux, cabarets...), et l'arrêt des tournées, empêche la tenue des spectacles et impacte l'intégralité de la chaîne de valeur du spectacle vivant : les productions de nouveaux spectacles ou événements artistiques sont stoppées ou fortement ralenties, ainsi que les actions de communication et de diffusion médiatique. À terme, le processus de création (écriture, mise en scène...) est lui aussi impacté, faute de débouchés et de possibilités de représentations.

1

Impacts sur la **Conception - Création** :

- L'absence du public interroge sur le sens même du spectacle vivant et bouleverse les fondamentaux du métier d'artiste.
- Les périodes d'impossibilité de travail et les difficultés à disposer d'espaces de résidence accentuent les freins à la création et la précarité financière.

2

Impacts sur la **Production – Fabrication** :

- Des difficultés à créer de nouveaux spectacles en réunissant les moyens humains, matériels et financiers se posent (difficultés logistiques liées à la gestion des déplacements interrégionaux des équipes; peu d'espaces en capacité d'accueil des répétitions, avec adaptation nécessaire aux protocoles sanitaires; frais de création, de répétitions et des avances aux auteurs).
- La raréfaction des dates de diffusion due aux fermetures de lieux et aux réductions de jauge, impliquent une forte difficulté de diffusion/tournées des nouvelles créations, et fragilise les montages financiers des productions (demande de coût de cession abaissés, autodiffusion et billetterie largement impactés).

3

Impacts sur la **Diffusion – Spectacles en tournées - Exploitation – Action culturelle** :

- La crise sanitaire a entraîné l'annulation d'un grand nombre de spectacles sans possibilité de report ultérieur (renoncement pour questions budgétaires, artistes ou lieux indisponibles, spectacles plus en phase avec l'actualité de l'artiste...etc.).
- Ces annulations ont conduit à des reports ou tentatives de reports en 2021 ou sur les années suivantes, créant un embouteillage de diffusion qui sera durable.
- Nombre de professionnels font face à de grandes difficultés pour organiser les tournées (France et étranger) et pour accueillir les tournées des producteurs étrangers.

La crise sanitaire : des impacts financiers et humains conséquents

L'arrêt total de l'activité pour la majeure partie des professionnels engendre une dégradation majeure de la situation financière de la majorité des structures et professionnels du secteur, avec des impacts en termes de fragilisation sociale.



Baisse d'activité

La fermeture des lieux de représentation entraîne une **inactivité totale ou partielle massive**, touchant l'ensemble du secteur et des métiers, à l'exception de certains métiers administratifs :

- **73% des professionnels interrogés** ont déclaré avoir effectué **moins de 300 heures** de travail depuis le 1^{er} mars 2020, dont **46% moins de 100 heures**.

L'absence d'activité entraîne une perte de recettes conséquente pour la grande majorité des structures du secteur :

- **96% des structures interrogées** ont subi des **baisses de recettes** en 2020, par rapport à 2019.
- **61% des structures interrogées** déplorent une baisse de leurs recettes de **plus de 60%**, dont **34% de plus de 80%**.



Impacts financiers

Les pertes financières pourraient fortement s'aggraver si les mesures sanitaires ne sont pas levées d'ici à l'été :

- Auquel cas, **48% des structures interrogées** prévoient une baisse de recettes de **plus de 80%** en 2021.
- Parallèlement les impacts sur les équilibres budgétaires se prolongeront bien après la fin de la crise.

Par ailleurs, le contexte de crise conduit à une baisse des moyens alloués aux structures subventionnées :

- **32% des structures interrogées** ont connu une **baisse de leurs subventions** en 2020.
- Et **44%** prévoient une baisse de leurs subventions en 2021.

Au-delà des aspects financiers, la crise entraîne également des baisses d'effectifs salariés :

- **29% des structures interrogées** ont connu des **baisses d'effectifs permanents** en 2020 et **73%** une **baisse de leurs effectifs intermittents**.



Impacts humains

En conséquence, de nombreux professionnels sont actuellement sans emploi : **68% des professionnels interrogés** sont actuellement **en recherche d'emploi**, dont 3% sans indemnisation de l'assurance chômage.



Impacts psychologiques

Au-delà des impacts financiers immédiats, les impacts psychologiques de la crise se font sentir, et les **professionnels interrogés** semblent **épuisés émotionnellement et découragés**, en raison du contexte d'incertitude et de l'impossibilité de pouvoir exercer leur métier :

- **49%** des professionnels considèrent l'impact psychologique de la crise comme l'une de leurs principales difficultés



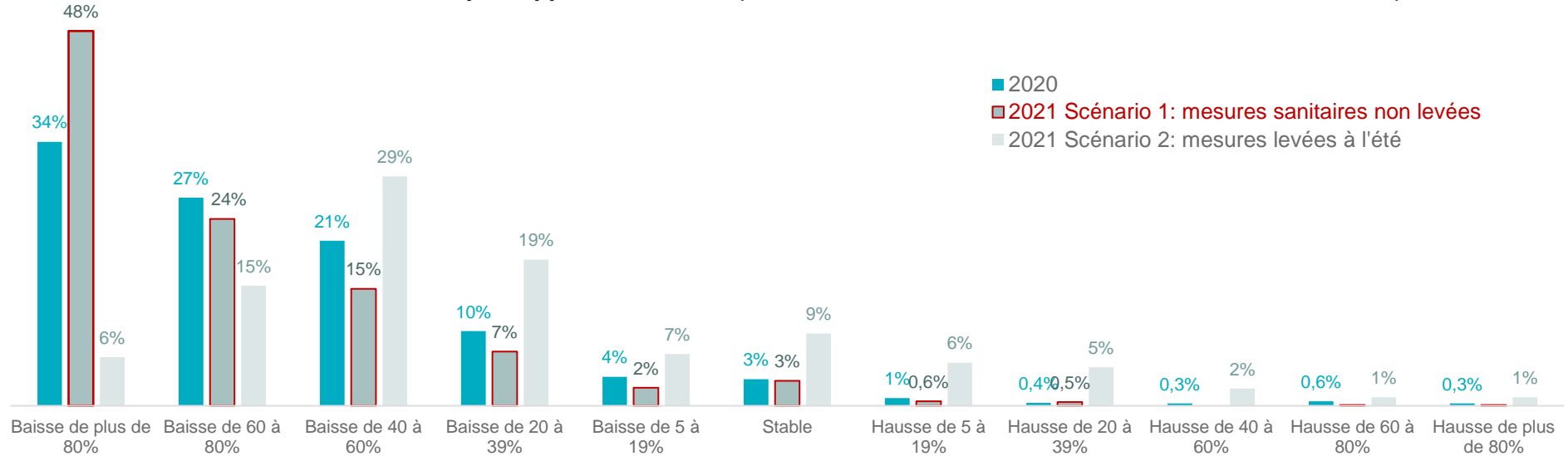
Impacts sur l'activité des structures



Impact sur les recettes et perspectives budgétaires des structures

L'inactivité totale ou partielle massive a entraîné une baisse des recettes pour 96% des structures interrogées

Evolution des recettes des structures par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – Entre 1049 et 1056 répondants



- Les structures du spectacle vivant interrogées ont vu leurs recettes chuter de manière drastique en 2020 : **34%** d'entre elles enregistrent une baisse de leurs recettes **de plus de 80%**, **61%** une baisse de leurs recettes **de plus de 60%** et **21%** une baisse de leurs recettes comprise **entre 40 et 60%**.
- Les pertes pourraient s'amplifier si les mesures sanitaires actuelles ne sont pas levées d'ici à l'été, auquel cas près de **la moitié des structures interrogées envisage une baisse de leurs recettes de plus de 80%** sur l'année 2021. Les pertes de recettes, bien que conséquentes, seraient davantage échelonnées si les mesures étaient levées à l'été, avec des pertes estimées entre 40 et 60% en 2021 pour 29% des structures interrogées, et de plus de 60% pour 21% d'entre elles.
- Certaines structures ont subi des baisses de recettes particulièrement importantes. Ainsi, **69% des cabarets et music-halls** et **56% des festivals** déplorent une baisse de recettes de plus de 80%.
- En moyenne, les structures estiment le temps de retour à une activité équivalente à celle d'avant crise à **un peu plus de 2 ans**, à partir du moment où les spectacles pourront se tenir sans jauge limite, voir 4 ans pour les compagnies les plus fragiles.

Impact sur les moyens alloués aux structures du secteur subventionné

Le contexte de crise actuel semble conduire à une baisse des moyens alloués aux structures du secteur subventionné, puisque 32% des structures interrogées déplorent une baisse de leurs subventions publiques par rapport à 2019.

Comment ont évolué vos subventions 2020 par rapport à 2019 ?

Questionnaire KYU/CPNEF-SV/Afdas - 615 répondants

49% stable
19% augmentation *
32% baisse

Quelle évolution de vos subventions prévoyez-vous en 2021 par rapport à 2019 ?

Questionnaire KYU/CPNEF-SV/Afdas - 601 répondants

41% stable
15% augmentation *
44% baisse

* Certaines structures interrogées ont indiqué avoir obtenu une subvention en hausse en 2020 ou prévoient une hausse en 2021 (hors mesures de soutien à la crise).

Les explications sont notamment les suivantes :

- l'aide peut être attribuée pour un projet lancé antérieurement ou pluriannuel
- l'aide peut être attribuée afin de compenser des difficultés financières mettant en péril la structure (pertes de recettes, engagements non honorés...)
- bien qu'en augmentation, le montant de l'aide attribuée peut être faible et sans proportion avec les pertes financières à compenser
- l'aide est probablement ponctuelle et non pérenne, ce qui ne sécurise pas l'avenir de la structure.

« Nous craignons que les subventionneurs, qui ont tous maintenu leurs soutiens en 2020 malgré les objectifs non atteints, soient moins enclins à maintenir le niveau actuel des subventions si l'activité demeure faible. »

Si près de la moitié des structures subventionnées interrogées ont continué à bénéficier de volumes de subventions stables, elles sont **32% à avoir rencontré une baisse de leurs subventions** et **44% à prévoir une baisse** de ces dernières en 2021.

Les structures dont les modèles économiques dépendent fortement des subventions vont fortement pâtir de cette baisse des moyens alloués et ce sujet inquiète fortement les structures du secteur :

- **32%** des structures interrogées citent la baisse de financement public comme l'une des principales difficultés anticipées pour les prochains mois.
- De nombreux employeurs ont également fait part de leur crainte d'appauvrissement des budgets culturels dans les mois à venir.



Impacts sur les équipes



Analyse globale des effectifs du secteur par une modélisation quantitative

Entre décembre 2019 et décembre 2021, on estime une baisse de l'ordre de 72 000 salariés intermittents* et près de 7 500 salariés permanents au sein des effectifs du secteur par rapport aux réponses à l'enquête des 1 812 structures.

MÉTHODE DE MODÉLISATION

Pour chaque répondant, les informations suivantes sont disponibles :

- ▶ **Décembre 2019** – Effectifs permanents et intermittents
- ▶ **Décembre 2020** – Évolution des effectifs / Déc 2019
- ▶ **Décembre 2021** – Évolution des effectifs / Déc 2019

Séquences de modélisation

1 – Estimation des effectifs des structures référentes

Les hypothèses suivantes ont été prises pour les tranches :

- Entre 6 à 10 : 8 salariés
- Entre 11 à 49 : 30 salariés
- Entre 50 et 299 : 175 salariés
- Plus de 300 : 300 salariés

2. Calcul de l'effectif global du panel

~ 13 038 salariés permanents en décembre 2019

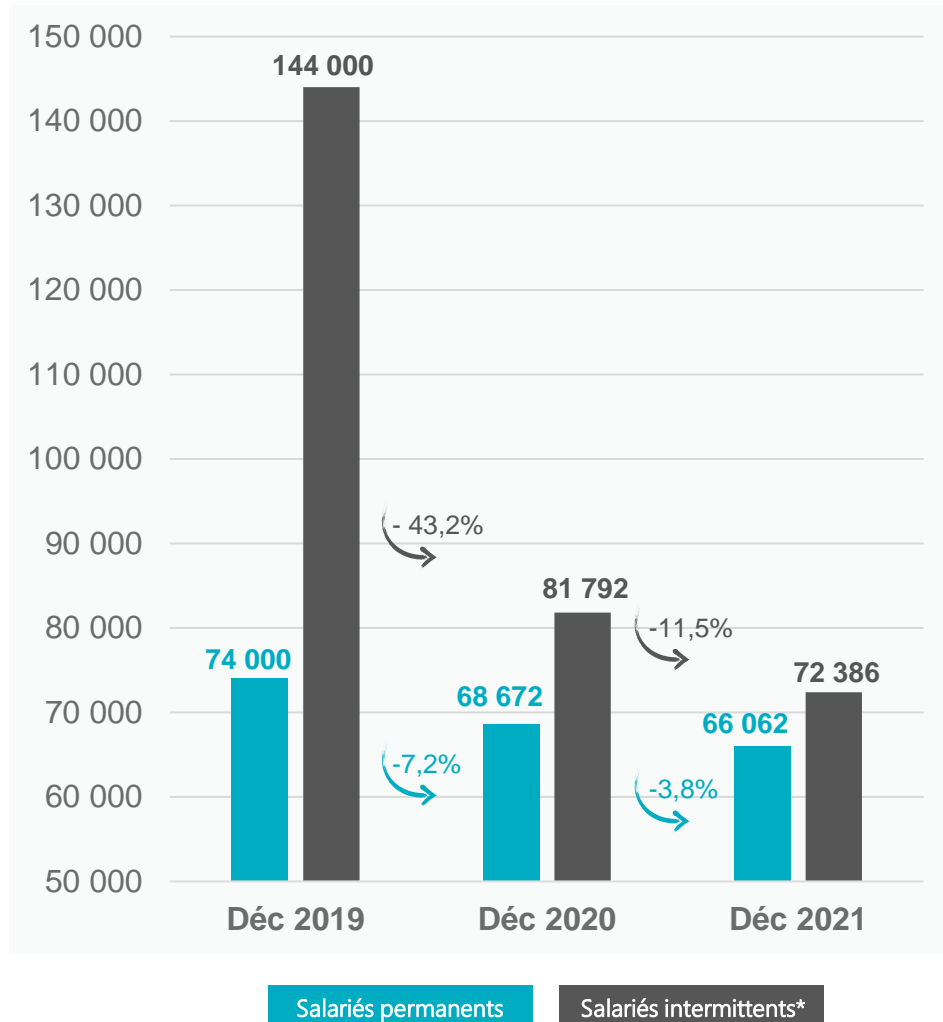
~ 16 746 salariés intermittents en décembre 2019

3. Caractérisation du taux de variation d'effectifs

~ - 7,2 % entre 2019 et 2020, et - 3,8% entre 2020 et 2021 pour les salariés permanents et ~ - 43,2 % entre 2019 et 2020, et - 11,5 % entre 2020 et 2021 pour les salariés intermittents

4. Application de ces taux de variation à l'effectif du secteur

73 832 salariés permanents et 143 321 salariés intermittents en 2017, hypothèse appliquée pour décembre 2019

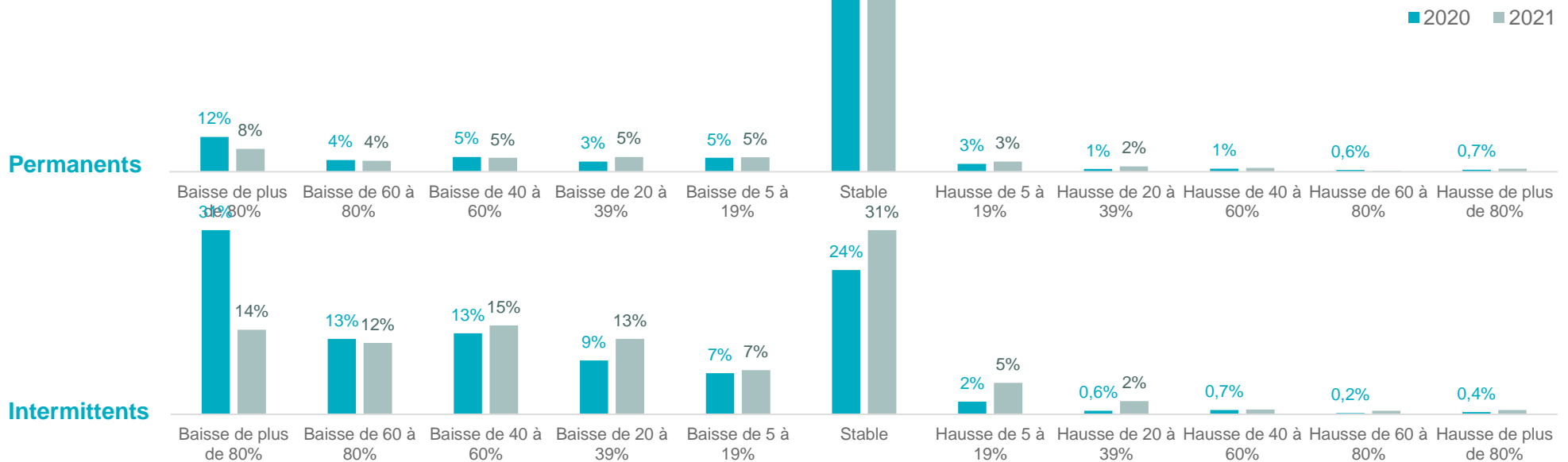


* La notion de salariés intermittents représente la personne physique, quelque soit le volume d'heures travaillées.

Impact sur l'emploi

Malgré la baisse d'activité, la majorité des structures ne prévoit pas de diminution des effectifs permanents. La situation est en revanche critique pour les salariés intermittents.

Evolution des effectifs permanents et intermittents par rapport à 2019 – Questionnaire structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 1089 et 871 répondants



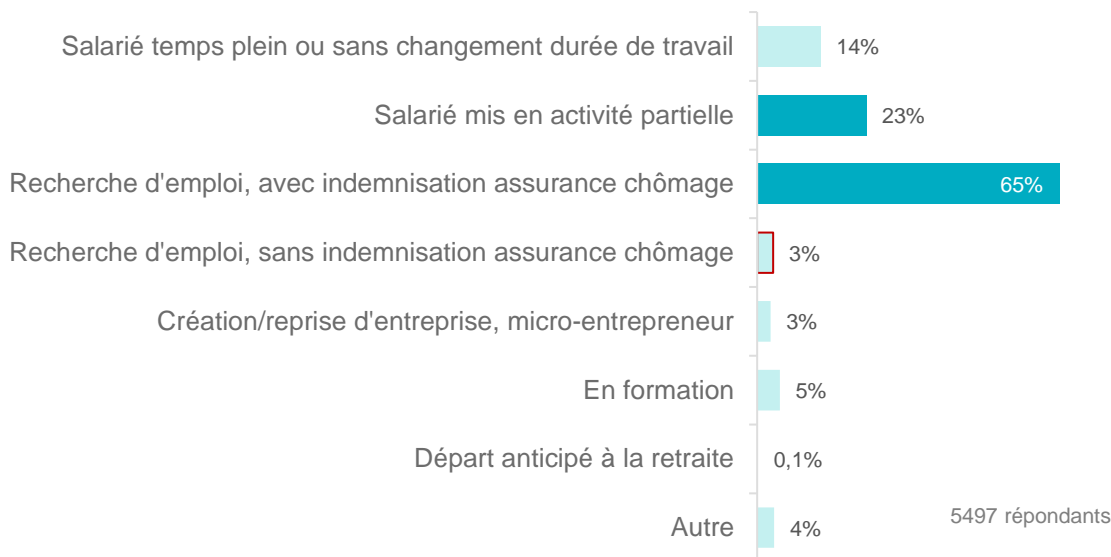
- Malgré la baisse de l'activité, **66%** des structures interrogées ont conservé leurs effectifs permanents en 2020.
- Près d'**un tiers des structures sondées** ont connu néanmoins une baisse de leurs effectifs permanents, notamment les petites structures de moins de 10 salariés, traduisant une impossibilité de maintenir les effectifs face à l'arrêt brutal de l'activité.
- La situation est particulièrement dramatique pour les salariés intermittents puisque **73% des structures sondées signalent une baisse de leurs effectifs intermittents en 2020**.
- Ce constat est renforcé par l'enquête menée auprès des professionnels: seulement **54% des intermittents sondés** ont signalé avoir au moins un engagement prévu en 2021.

Des professionnels partiellement ou entièrement sans activité

La majorité des professionnels du spectacle vivant est en recherche d'emploi, du fait de l'arrêt quasi-total de l'activité.

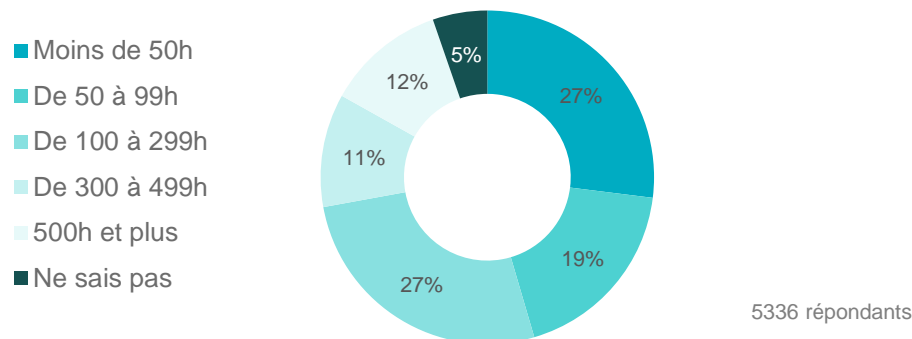
Principalement, quelle a été votre situation professionnelle en 2020 ?

Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas



Nombre d'heures de travail effectuées depuis le 1^{er} mars 2020

Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas



La grande majorité des professionnels du secteur a été impactée par la crise sanitaire : **94%** des répondants qualifient leur situation professionnelle de **difficile**, dont **57%** de **très difficile**.

La majorité des sondés a rencontré une baisse, voire un arrêt de leur activité en 2020 :

- **68%** des professionnels interrogés étaient en **recherche d'emploi** en 2020, dont 3% sans indemnisation de l'assurance chômage.
- **23%** ont été placés en activité partielle.
- **73%** des sondés ont déclaré avoir effectué mois de 300 heures de travail depuis le 1^{er} mars 2020 dont **46%** moins de 100 heures .

Cette importante chute de l'activité entraine des pertes de revenus :

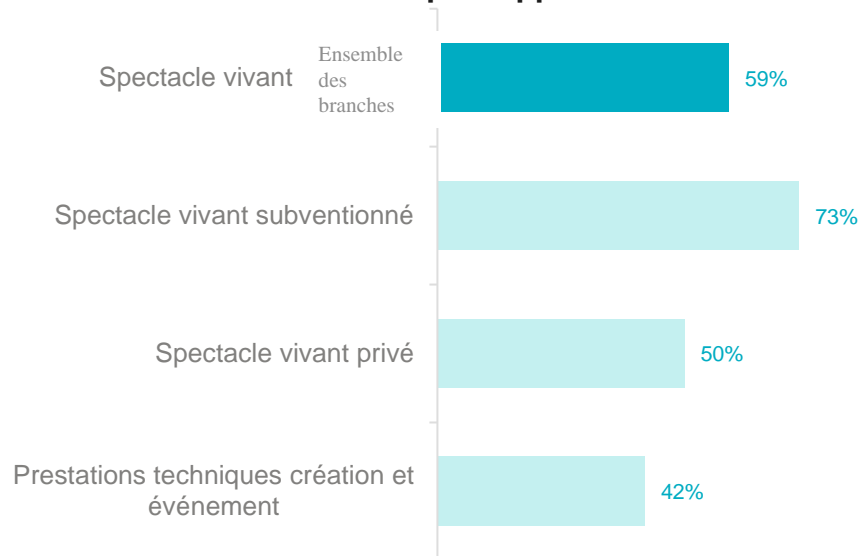
- **73% des professionnels sondés** déclarent une perte de revenus en 2020.
- Les salariés permanents et agents de la fonction publique sondés estiment leurs pertes de revenus à **3 665€** en moyenne, depuis mars 2020, et les salariés intermittents et demandeurs d'emploi à **6 375 €** en moyenne.

Zoom sur les salariés intermittents – Données Unédic

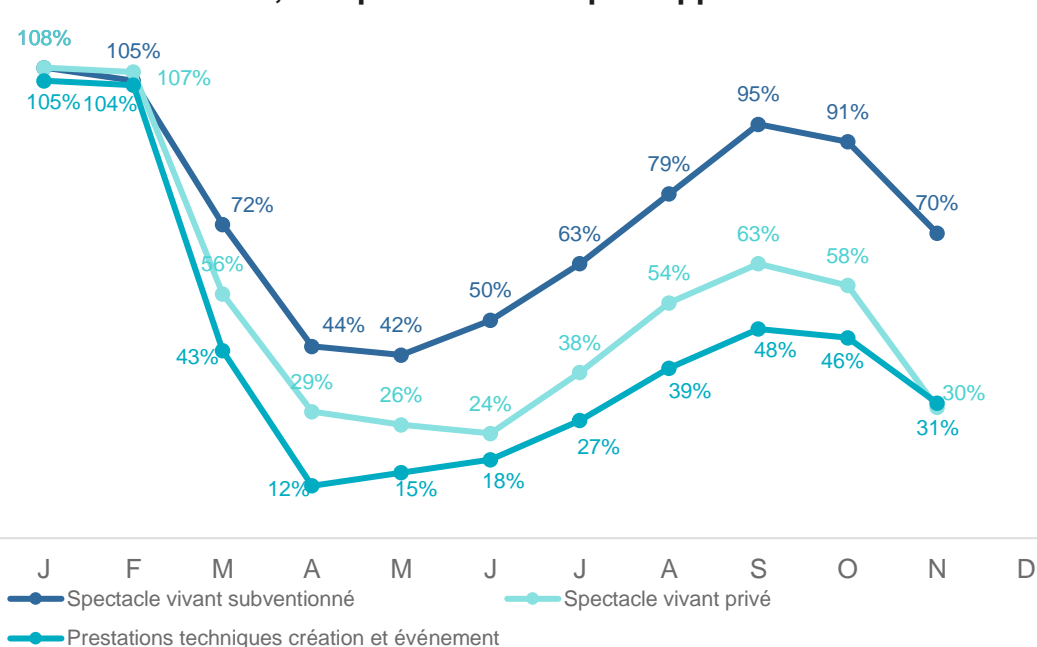
L'activité des intermittents du spectacle vivant est en forte baisse : -41% entre 2020 et 2019

La branche des prestations techniques de la création et de l'événement est la plus touchée : -58% entre 2020 et 2019

Activité en 2020 par rapport à 2019



Activité mensuelle des salariés intermittents selon les branches, comparaison 2020 par rapport à 2019



- A partir du premier confinement en mars 2020, l'activité a chuté et correspond, **d'avril à juin 2020, à environ un tiers de l'activité de 2019 sur la même période**. C'est une période où l'activité est généralement élevée.
- L'autorisation de reprise sous condition de mesures sanitaires, en juin, a permis à l'activité dans le spectacle vivant de reprendre en juillet. **La reprise a donc été tardive, et lente**, à une période où l'activité est généralement faible (août). L'activité ne revient pas à la normale à la rentrée : elle correspond à 73 % de l'activité de 2019 début septembre (-27%).
- Le deuxième confinement entraîne une nouvelle baisse importante, faisant repasser l'activité **à 47 % du niveau de 2019 mi-novembre**

Source: Impact de la crise sanitaire sur l'emploi intermittent dans le spectacle en 2020, Unédic, Mars 2021

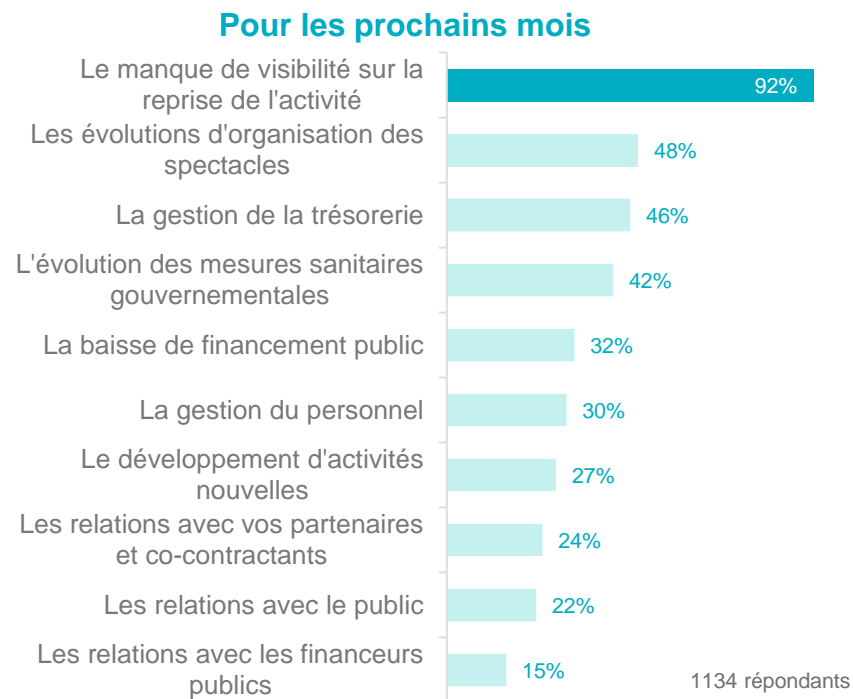
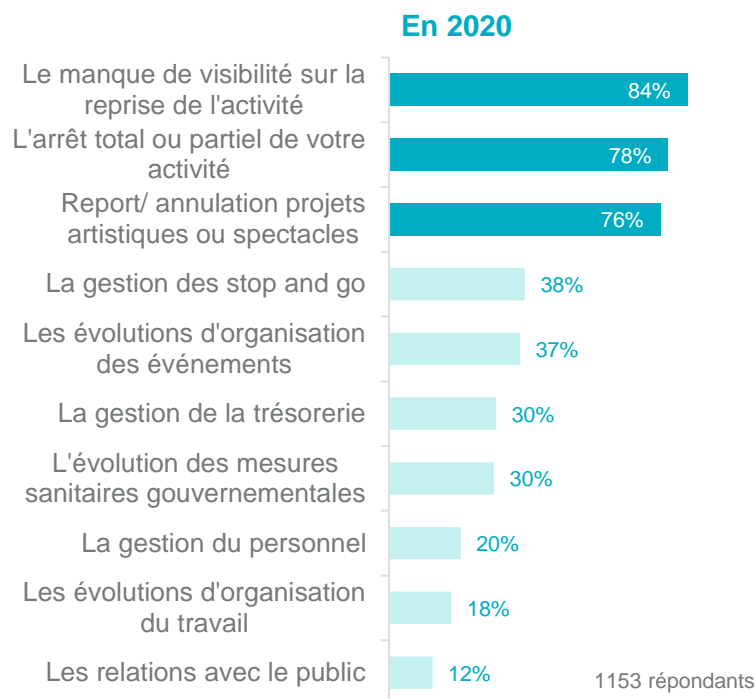


Les difficultés rencontrées dans le secteur



Les difficultés rencontrées et anticipées par les structures

Le manque de visibilité sur la reprise de l'activité arrive en tête des inquiétudes rencontrées et anticipées par le secteur.

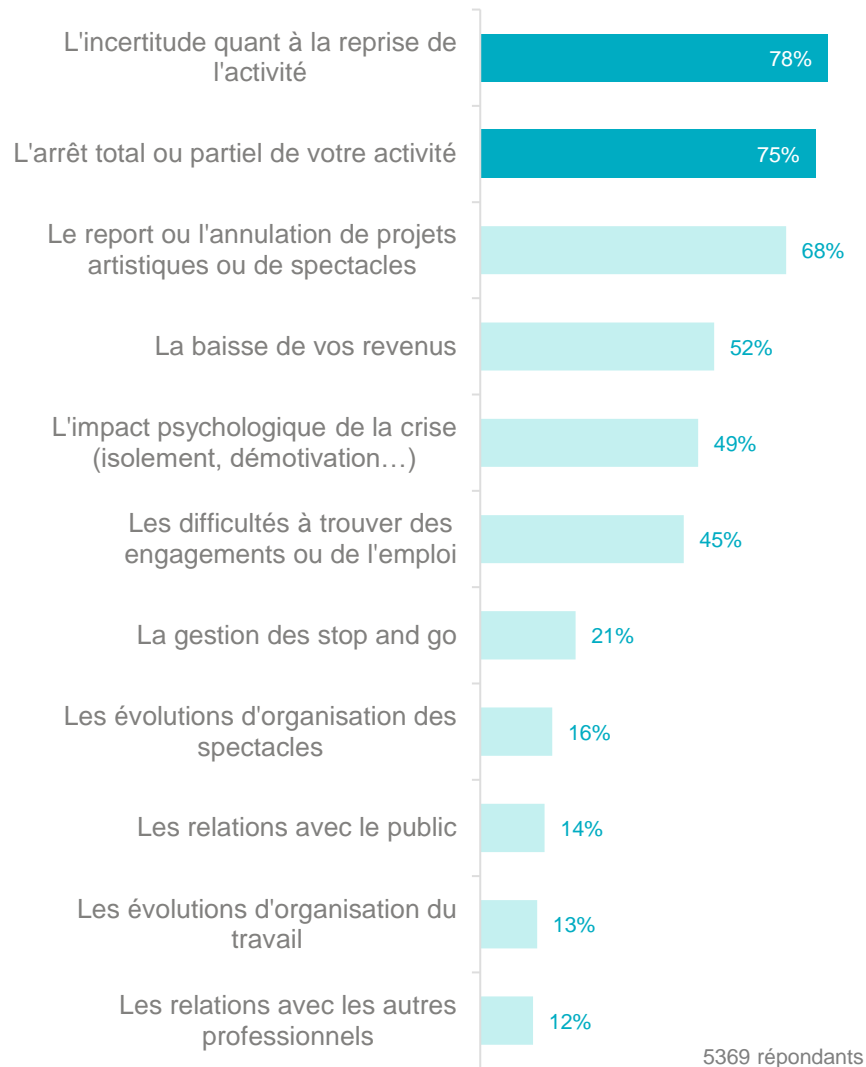


Au-delà des conséquences directes et immédiates générées par la crise comme **le manque de visibilité, l'arrêt total ou partiel de l'activité, et l'impossibilité de se déplacer sur le territoire et à l'étranger**, les structures interrogées ont mis en exergue :

- **Leurs difficultés de gestion** : liées aux évolutions d'organisation des spectacles et du travail (distanciation, protocole sanitaire...), ainsi qu'à l'accumulation des tâches administratives et à la complexité des demandes d'aides.
- **Leurs difficultés financières** : liées au remboursement des PGE, à la baisse de financement public et du mécénat, aux longs délais d'obtention d'aides, au refus de demandes d'aide, ou à absence d'aides dédiées (pour les prestataires techniques notamment) ou bien encore à l'absence de visibilité sur leur maintien tandis que la reprise sera progressive. Elles s'inquiètent de l'impossibilité d'amortir les coûts de production et des difficultés à financer de nouveaux projets.
- **Leurs difficultés relationnelles** : avec le personnel (isolement, démotivation, reconversions), le public, les partenaires et co-contractants, les financeurs publics, les assureurs, les banques, ou encore les gestionnaires de billetteries. Les répondants ont insisté sur les pertes actuelles de liens sociaux et humain et sur l'isolement grandissant des acteurs de l'écosystème du spectacle vivant.

Les difficultés rencontrées par les professionnels

Après l'incertitude quant à la reprise et l'arrêt total ou partiel de leur activité, les difficultés rencontrées par les professionnels du secteur sont d'ordre financières et psychologiques.



Tout comme les structures employeuses, les professionnels du spectacle vivant citent l'**incertitude** comme première difficulté rencontrée dans le contexte de la crise sanitaire.

Les répondants ont également insisté sur leurs **difficultés financières immédiates** liées à la perte ou à la forte baisse de leurs revenus, notamment :

- Leurs difficultés à obtenir un prêt immobilier, à rembourser leurs crédits ou à payer leur loyer.

De plus, les professionnels insistent sur les fragilités psychologiques renforcées dans le contexte de la crise :

- **49%** des sondés citent l'impact psychologique de la crise comme principale difficulté.
- Ils sont nombreux à faire part d'isolement, de solitude, d'état de dépression, de stress et d'épuisement émotionnel.

De fortes craintes sont émises quant **au devenir du régime spécifique d'assurance chômage des salariés intermittents** :

- De nombreux professionnels s'inquiètent de la fin du dispositif « année blanche » et s'interrogent sur leur capacité future à atteindre les 507 heures nécessaires à l'ouverture des droits en Aide au Retour à l'Emploi.

Des perspectives incertaines pour le secteur

La reprise s'annonce difficile, car conditionnée à des facteurs indépendants de la volonté des acteurs. De plus, des choix devront être faits entre l'annulation des représentations prévues ou le report partiel ou total de la programmation. Les professionnels s'inquiètent également d'une concurrence accrue et de risques élevés d'accidentologie au travail.

Une reprise conditionnée

- La reprise sera conditionnée par la **taille des jauges** autorisées et les **conditions de représentation** répondant aux mesures sanitaires (debout/assis, règles de distanciation, port du masque, signalement des cas contacts, etc.). Si les jauges sont trop restreintes, nombre d'établissements ne pourront pas rouvrir.
- Certains secteurs comme le secteur musical, sont fortement dépendants des **artistes internationaux reconnus**. Sans possibilité d'organiser des tournées internationales, les perspectives de reprise s'annoncent difficiles.
- De plus, les professionnels s'inquiètent du **risque d'évaporation de publics « à risques »** (personnes âgées, handicapées) ainsi que des **publics fragilisés économiquement** ayant perdu leur pouvoir d'achat. Une **inertie des comportements** est aussi à prévoir : la difficulté de maintenir le lien avec le public est grande et ce dernier devra retrouver le réflexe d'aller au spectacle.
- Les difficultés seront d'autant plus grandes pour les structures qui attirent principalement un **public de touristes** français et étrangers, comme les cabarets par exemple.

Un fort engorgement des projets artistiques et des productions sacrifiées

- L'accumulation des projets non diffusés entraîne des **difficultés d'organisation des reports et des programmations**, notamment pour les productions ambitieuses mobilisant un grand nombre de professionnels. Par exemple, le secteur du cirque, connaît ses 2ème et 3ème vagues de report et certaines compagnies diffusant à N+2 vendent d'ores et déjà des spectacles pour 2024.
- Par ailleurs, des questions de **disponibilité des têtes d'affiche** vont se poser pour nombre de structures qui en dépendent.
- Certains lieux de diffusion souhaiteront faciliter la reprise en privilégiant les compagnies avec lesquelles des liens sont déjà tissés, ainsi que des projets davantage standardisés aux contenus plébiscités. Il existe donc un risque de **diminution de la diversité de l'offre et des formes artistiques** avec un **soutien moindre à destination des projets modestes, portés par des artistes moins reconnus** et une réticence à diffuser des spectacles mobilisant beaucoup d'artistes.

Pour les professionnels, des difficultés de reconditionnement physique

- La crise a soulevé des difficultés pour les artistes à entretenir leur corps en période de confinement, du fait de la fermeture des studios de répétition par exemple, pour les danseurs, circassiens et musiciens, ce qui génère des **risques d'accidents** lors de la reprise. Une **réathlétisation** sera nécessaire pour tous les artistes, mais tout particulièrement pour ceux dont le métier est à haute intensité physique tels que les danseurs, circassiens ou artistes lyriques. Il s'agira de reprendre le travail de manière adaptée, afin d'éviter tout risque de blessure ou d'accidents cardiovasculaire.
- Le respect de la **distanciation sociale** recommandée et du **port du masque** représentent des freins majeurs pour l'ensemble des pratiques artistiques, telles que la musique, le chant lyrique, la danse, le cirque, et le théâtre.

PANORAMA GLOBAL

1. ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

2. IMPACTS DE LA CRISE SANITAIRE ET PERSPECTIVES SOCIO-ÉCONOMIQUES

3. STRATEGIES MISES EN ŒUVRE FACE A LA CRISE

4. IMPACTS SUR LES MÉTIERS, LES COMPÉTENCES, LES AIRES DE MOBILITÉ

5. PROPOSITIONS D'ACTION OPÉRATIONNELLES



Crédits : source d'images PPT

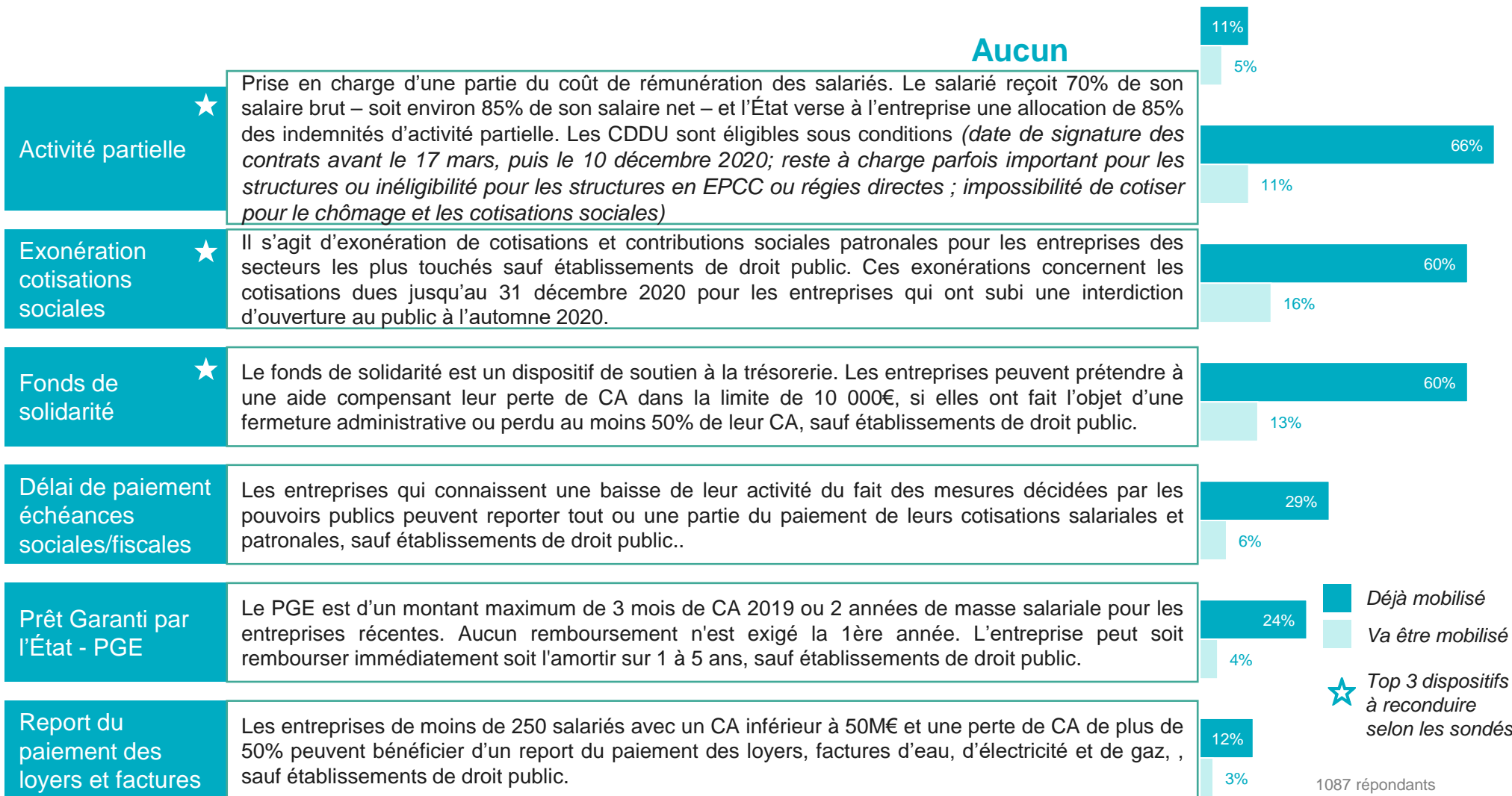
Les dispositifs généraux de soutien aux employeurs 1/2

89% des structures interrogées ont mobilisé au moins un dispositif. Elles ont eu fortement recours à l'activité partielle, à l'exonération de cotisations/ contributions sociales et au fonds de solidarité et souhaitent voir ces 3 dispositifs reconduits.

Mesure

Description

Structures y ayant recours –
enquête KYU/CPNEF-SV/Afdas

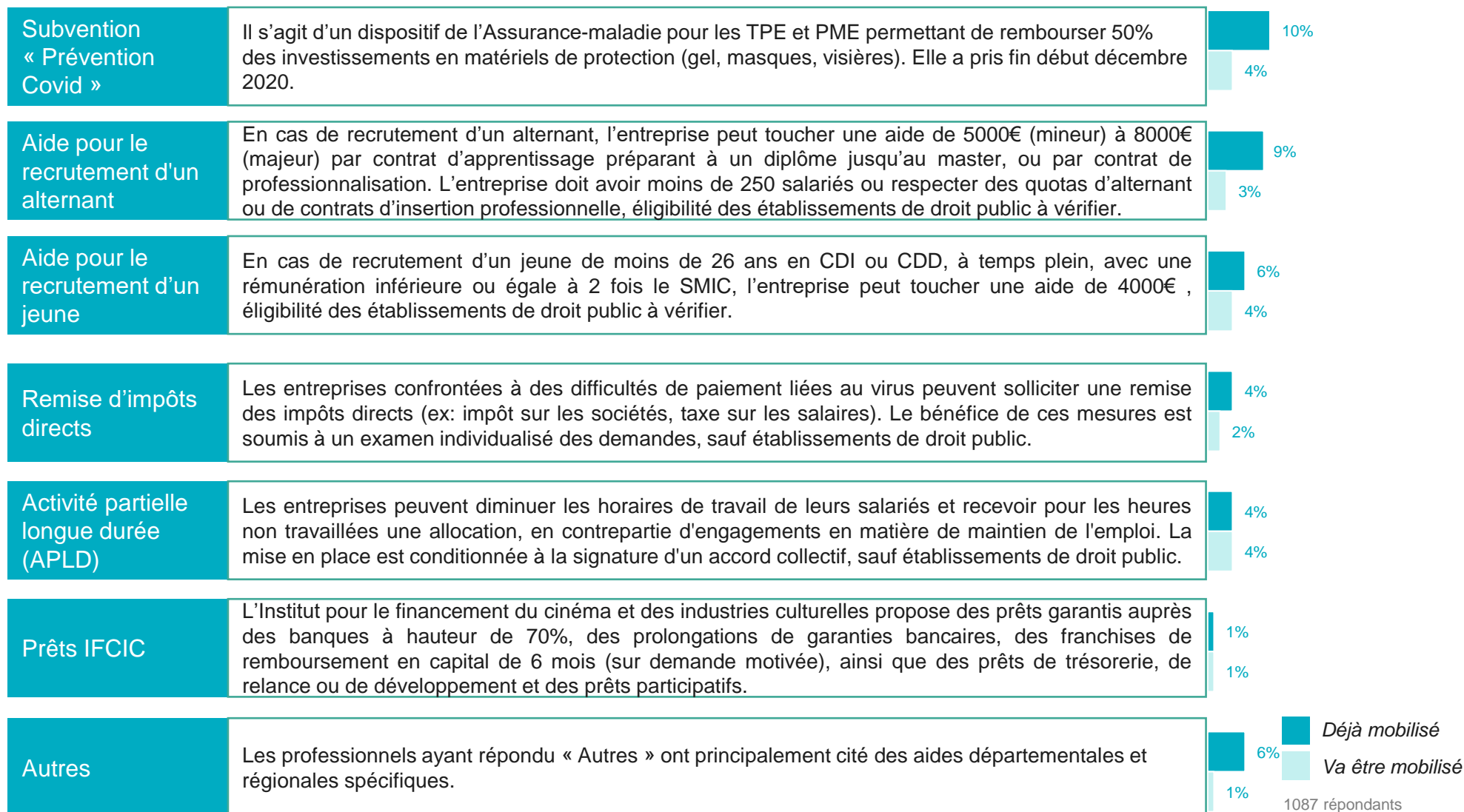


■ Déjà mobilisé
■ Va être mobilisé
★ Top 3 dispositifs à reconduire selon les sondés

1087 répondants

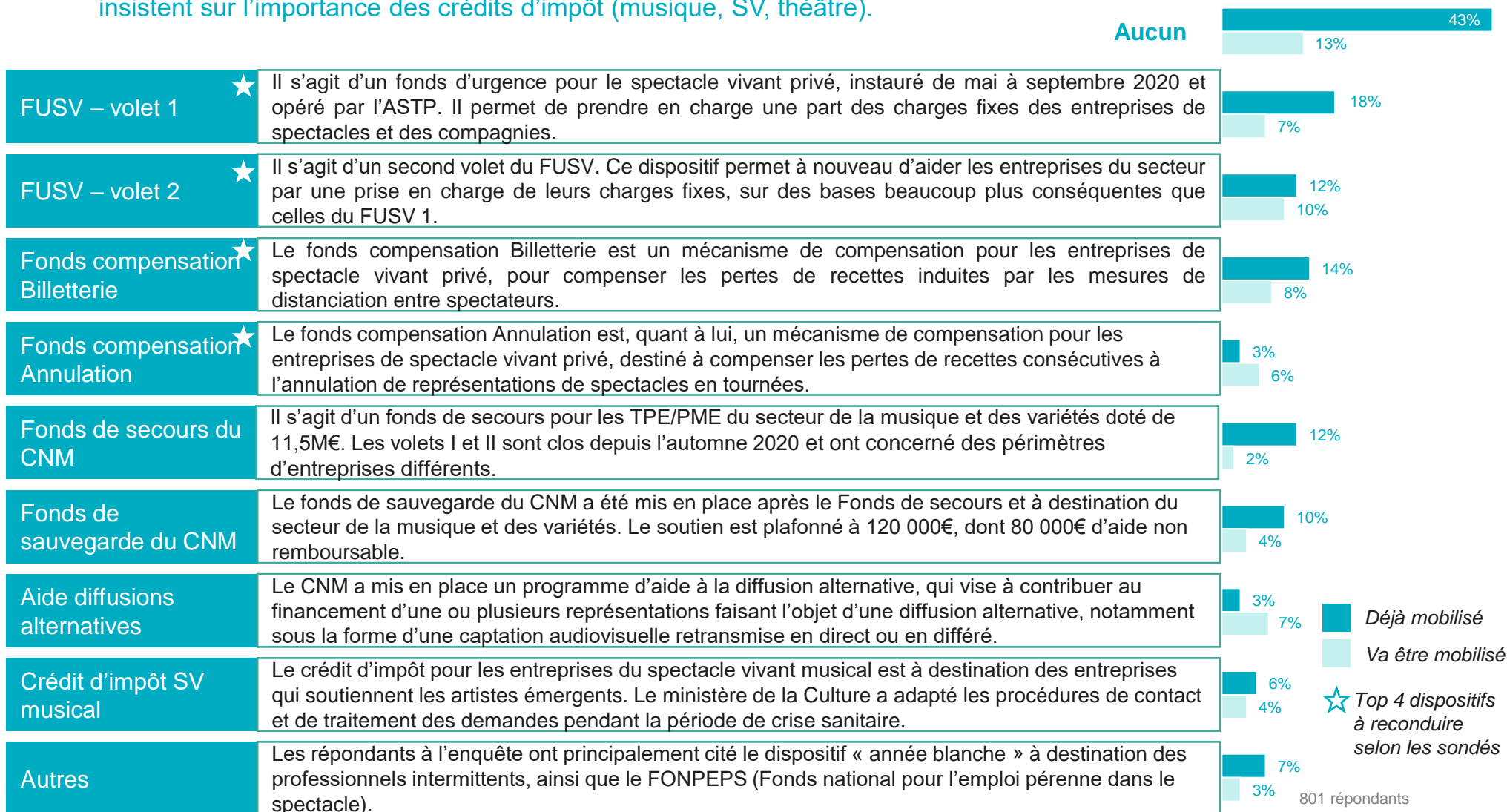
Les dispositifs généraux de soutien aux employeurs 2/2

Bien que plébiscitées par certains professionnels interrogés, les aides au recrutement des jeunes et alternants ont été moins mobilisées, en raison du manque d'activité. Les structures ont également eu recours à des aides départementales et régionales.



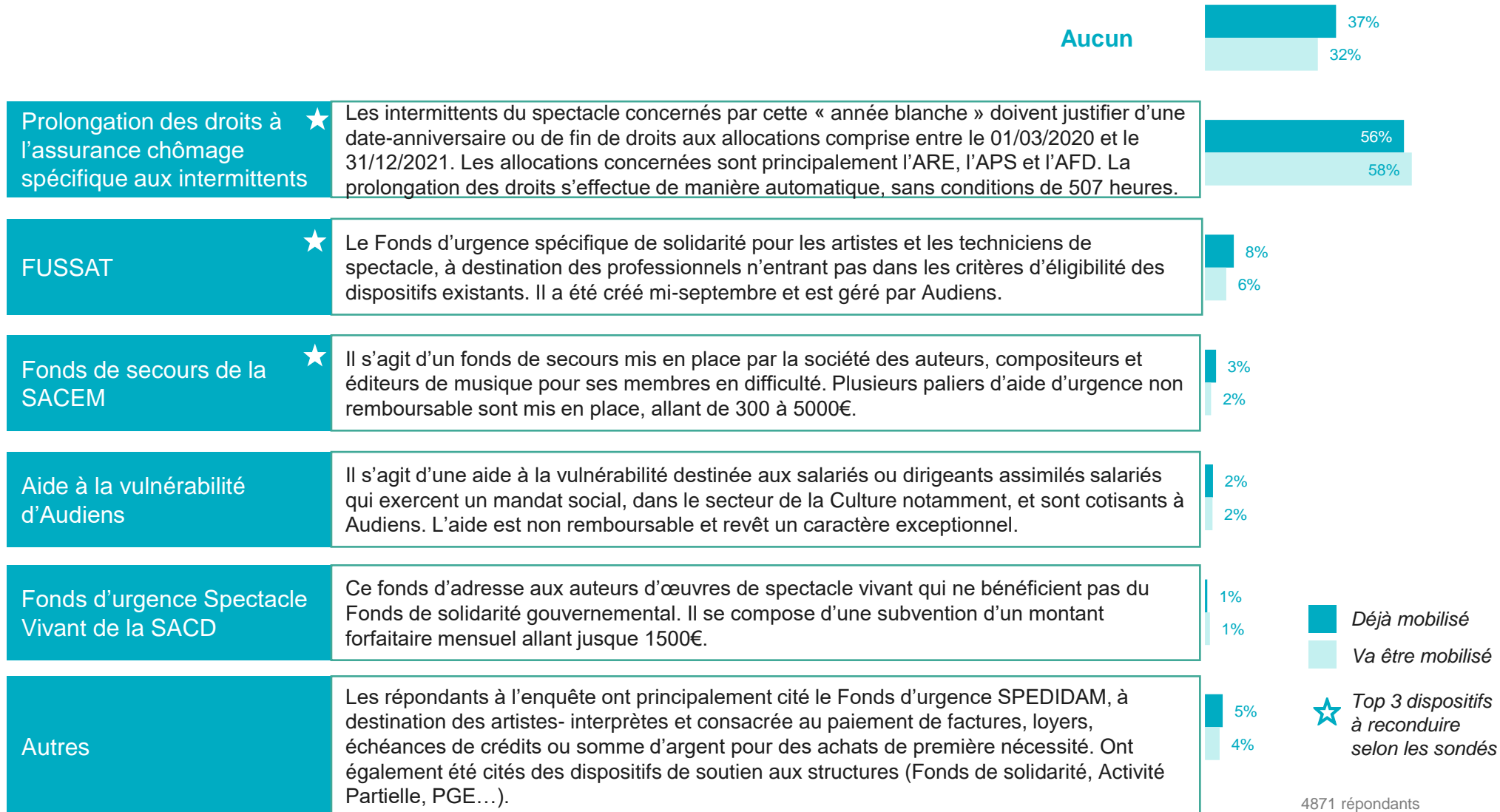
Les dispositifs spécifiques de soutien aux employeurs

43% des structures interrogées n'ont eu recours à aucune mesure, ce qui peut s'expliquer par les conditions d'éligibilité. Certains professionnels ont néanmoins fait part de leur manque de connaissance des dispositifs ou de difficultés à les mobiliser. Les structures souhaitent voir le FUSV et les Fonds de compensation billetterie/annulation reconduits, et insistent sur l'importance des crédits d'impôt (musique, SV, théâtre).



Les dispositifs spécifiques de soutien aux professionnels

Plus de la moitié des professionnels interrogés ont eu recours au dispositif « année blanche » pour les intermittents et plus d'un tiers n'a eu recours à aucun dispositif. Les professionnels plébiscitent néanmoins la plupart des mesures mises en œuvre et poussent pour leur maintien, voire leur renforcement.

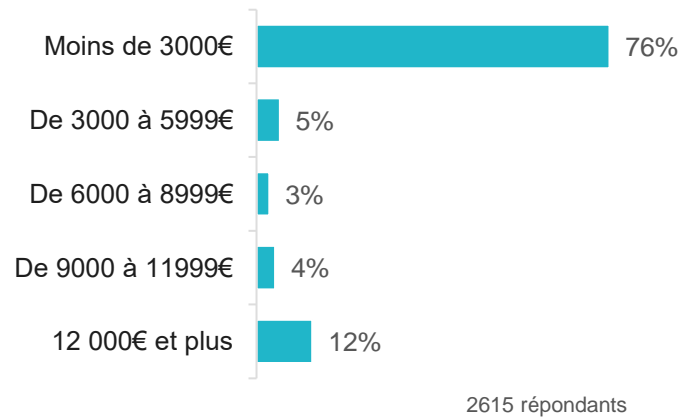


4871 répondants

Une forte demande de soutien dans le secteur du spectacle vivant

Si les professionnels du secteur ont fortement mobilisé les dispositifs de soutien mis en œuvre par le gouvernement et plébiscité ces mesures, ils insistent également sur les situations particulières et les « oubliés » des dispositifs.

A combien s'élève l'ensemble des aides que vous avez perçues? - Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas



« J'ai créé ma structure en octobre 2019, je n'ai pas d'emploi permanent. Et pas d'aide du CNM....Je survis grâce à l'ARE. Il serait temps de comprendre qu'il y a des acteurs qui ne sont pas pris en compte. La référence à 2019 ne doit pas être le seul critère d'accompagnement de même que l'emploi de permanents. Le CNM doit aider les créateurs d'entreprise.»

« Un traitement au cas par cas afin d'attribuer le statut d'intermittent aux primo entrants »

Les professionnels alertent sur certains « oubliés » des mesures ou difficiles à positionner dans les cases préétablies notamment :

- Les **primo entrants**, jeunes ou débutants, n'ayant pas encore d'accès au régime spécifique d'assurance chômage des intermittents, ni même d'indemnisation chômage
- Tous les **professionnels au RSA**
- Les **créateurs d'entreprise** non éligibles à certains dispositifs car n'ayant ni masse salariale, ni CA en 2019

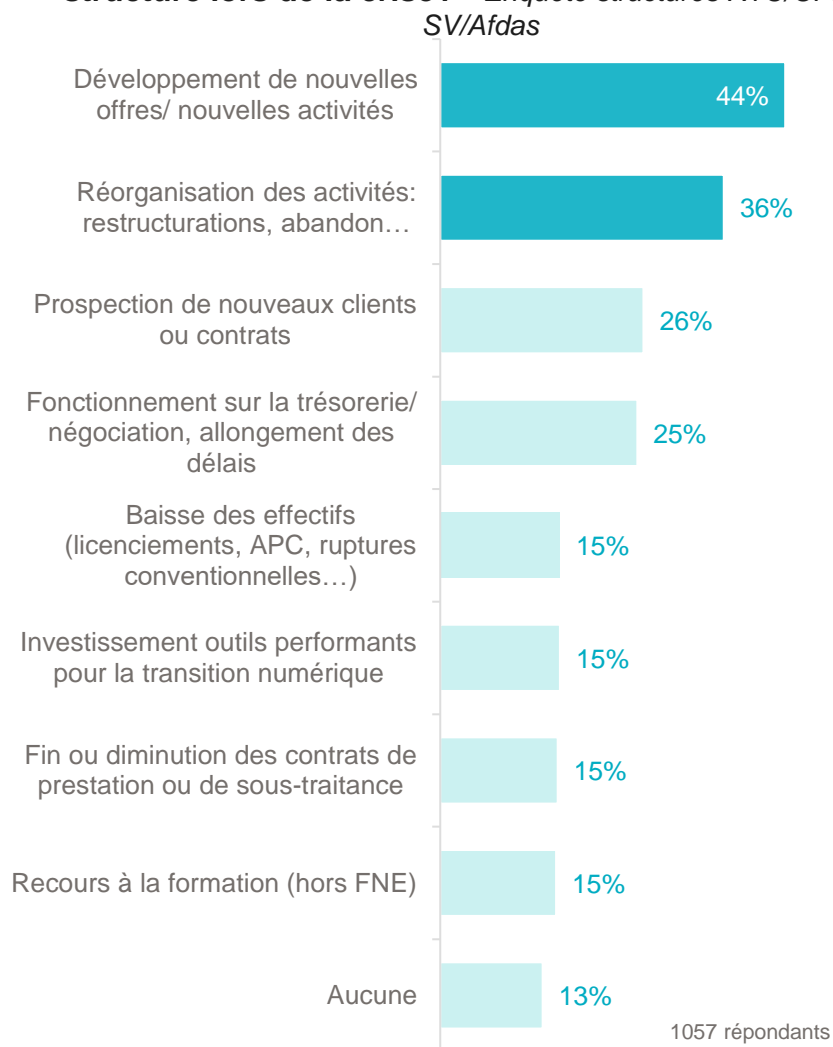
Parmi les autres points d'alerte communiqués via les enquêtes on retrouve :

- De fortes **demandes d'aides d'accès à la médecine douce**, notamment la **psychologie** (systèmes de chèque psy, ou accompagnement psychologique gratuit)
- Des demandes d'**accès élargi à la formation**
- Des inquiétudes vis-à-vis de l'**effondrement du système social spécifique aux professions du spectacle vivant** et des demandes de maintien des droits sociaux

Les stratégies déployées par les structures pour pallier la crise

Bien que fortement frappé, le secteur tente de rebondir : 44% des structures interrogées développent de nouvelles offres et activités.

Quelles stratégies ont été mises en place par votre structure lors de la crise? - Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas



Parmi les nouvelles offres et activités on distingue :

- Le développement de **projets artistiques diffusés hors cadres ou adaptés**, c'est-à-dire pour des petites jauges, chez l'habitant, en extérieur, en milieu scolaire, pénitentiaire, en centre social...
- Le déploiement d'activités de **streaming** (captations vidéo de spectacles) et de **création de contenus audio et vidéo** (capsules de lecture, podcasts...) diffusés sur les sites internet et réseaux sociaux
- Les **activités d'enseignement**, notamment dans le domaine de la pratique artistique
- Les **activités d'action culturelle** et les actions de sensibilisation auprès des publics, soit dans des lieux où cela reste possible (ex: milieu scolaire), soit en distanciel
- **La vente et la location de matériel**, notamment pour les entreprises de prestations techniques

Plus d'un quart des structures cherchent également à **prospector de nouveaux clients ou contrats** et à **élargir leur réseau** : certaines structures ont ainsi développé des partenariats avec les TV locales ou des sociétés de production vidéo.

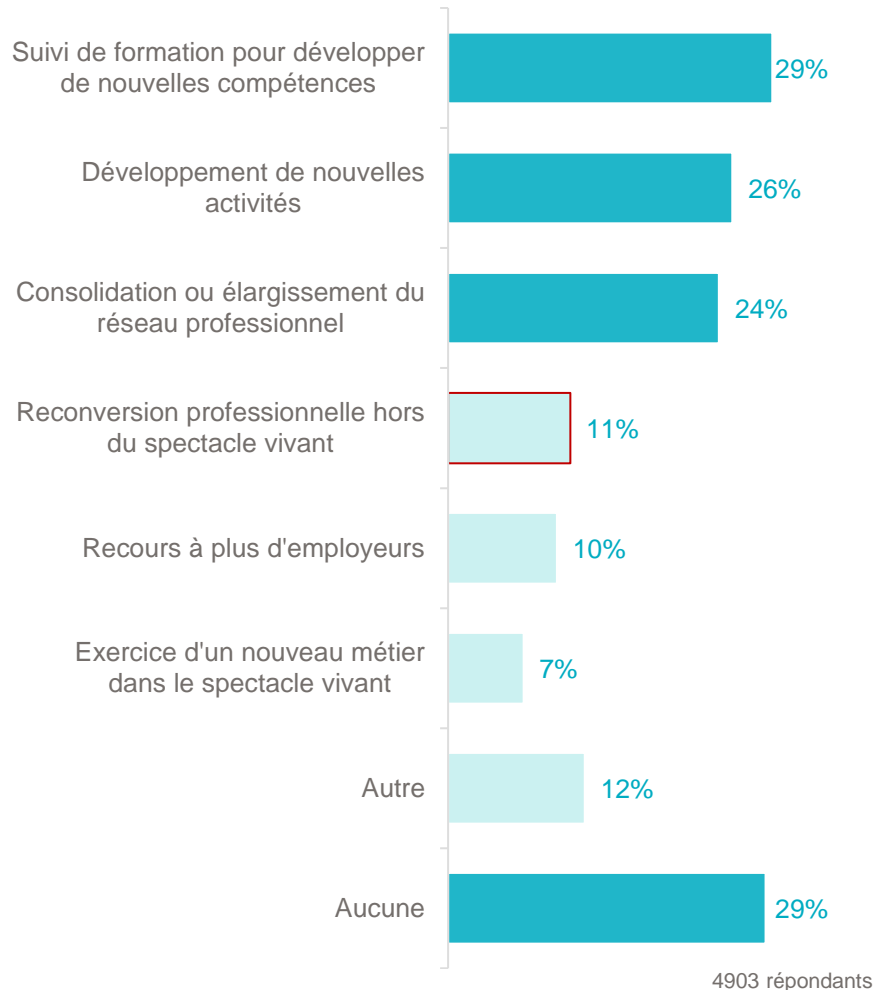
Enfin, différentes stratégies financières et commerciales sont adoptées pour pallier les difficultés de trésorerie:

- **Economies et rationalisation des coûts**, comme la baisse des charges fixes via l'abandon de locaux, la fin des contrats de sous-traitance, le report des contrats de cession, etc.
- **Diversification des sources de financement** via des appels à dons ou campagnes de crowdfunding, le développement intense du mécénat, etc.

Les stratégies déployées par les professionnels pour pallier la crise

Les professionnels semblent particulièrement démunis et découragés dans ce contexte de crise : près d'un tiers d'entre eux indique ne pas avoir entrepris d'action particulière. Cependant ils sont également nombreux à suivre des formations et à développer de nouvelles activités. Ils sont également **11% à se reconverter hors du secteur**.

Quelles stratégies avez-vous déployées pour faire face à la crise? - Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas



Les professionnels du spectacle vivant ont déployé 3 stratégies principales :

- **Le développement de compétences** : de nombreux professionnels ont indiqué avoir « mis à profit » le temps libre généré par la baisse d'activité pour réaliser des bilans de compétences, suivre des formations professionnelles ou s'auto former.
- **Le développement de nouvelles activités** : tout comme les structures, les professionnels se sont tournés à la fois vers l'**action culturelle** et le développement de **nouvelles formes de diffusion numérique**. De nombreux professionnels ont également développé des activités hors secteur, soit dans des domaines connexes tels que l'audiovisuel (castings série TV, création chaîne Youtube...), soit dans des secteurs tout autre (couture, petits boulots, services en entreprises...).
- **La consolidation ou l'élargissement du réseau professionnel** : les professionnels cherchent à développer leurs partenariats pour sécuriser de futures opportunités professionnelles et préparer l'après-crise.

L'enquête a également mis en exergue quelques tendances :

- De nombreux professionnels **ont adhéré à un syndicat** pendant la crise, afin de défendre leurs droits et se tenir informés.
- Les professionnels sont nombreux à citer l'**accompagnement psychologique** comme stratégie face à la crise.
- Certains indiquent se tourner vers du **travail non déclaré**, pour faire face à leurs problèmes financiers.

PANORAMA GLOBAL

1. ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE
2. IMPACTS DE LA CRISE SANITAIRE ET PERSPECTIVES SOCIO-ÉCONOMIQUES
3. STRATEGIES MISES EN ŒUVRE FACE A LA CRISE
- 4. IMPACTS SUR LES MÉTIERS, LES COMPÉTENCES, LES AIRES DE MOBILITÉ**
5. PROPOSITIONS D' ACTIONS OPÉRATIONNELLES

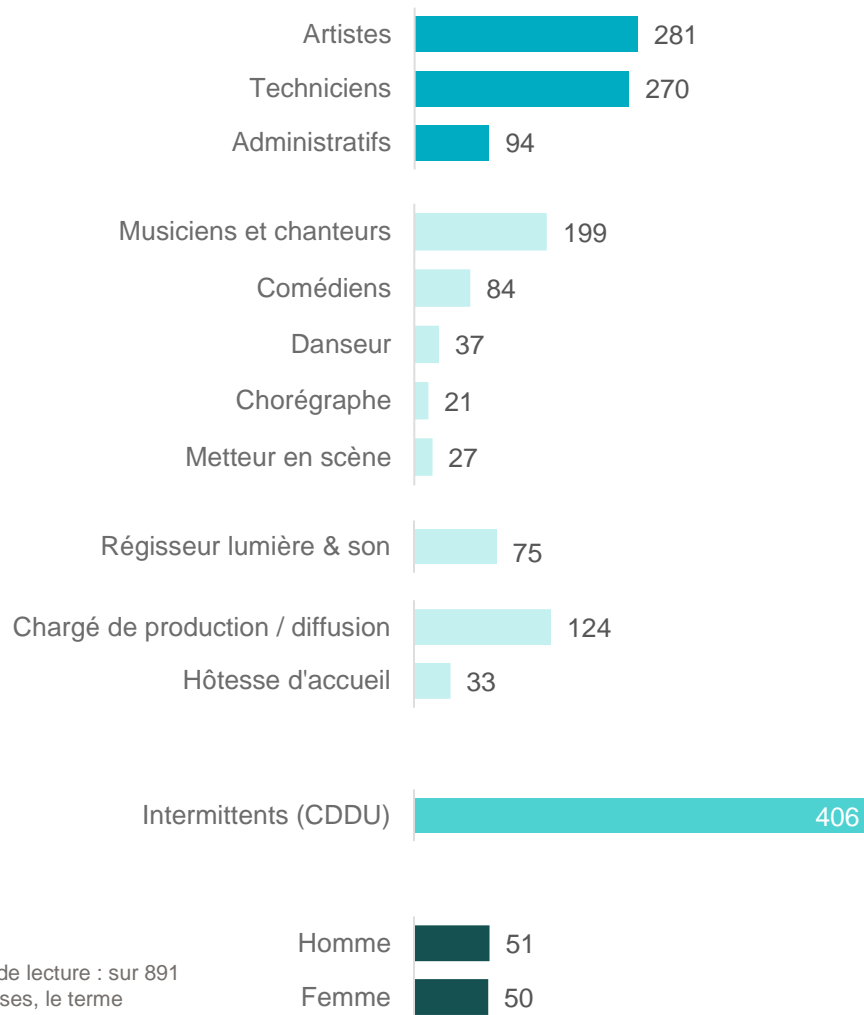


Crédits : source d'images PPT

Les profils particulièrement « fragilisés » selon les structures

L'ensemble des professionnels du secteur du spectacle vivant est impacté par la crise sanitaire. Les structures distinguent principalement les artistes et techniciens intermittents, et les chargés de production et de diffusion comme particulièrement en souffrance.

Principaux profils en souffrance et en risque cités par les structures du secteur - 891 répondants



Note de lecture : sur 891 réponses, le terme « artistes » a été cité 281 fois

Les **trois familles de métiers du secteur** (artistiques, techniques et administratifs) sont citées par les structures comme fragilisées et en souffrance, témoignant des difficultés de l'ensemble des professionnels du spectacle vivant, sans distinction. Les artistes et les techniciens sont néanmoins davantage cités que le personnel administratif.

De nombreux métiers ont été identifiés comme fragilisés

- **Métiers artistiques** : tous les artistes sans exception sont touchés par la crise sanitaire. Les **musiciens et chanteurs**, fortement dépendants des activités associatives et des festivals, ont été particulièrement cités, ainsi que les **comédiens** et les **danseurs**. Les **chorégraphes** et **metteurs en scène** ont aussi été identifiés.
- **Métiers techniques** : les techniciens de la lumière et du son ont été particulièrement cités par les répondants.
- **Métiers administratifs** : les **chargés de production et de diffusion** ont été largement cités. Le personnel d'accueil a aussi été identifié.

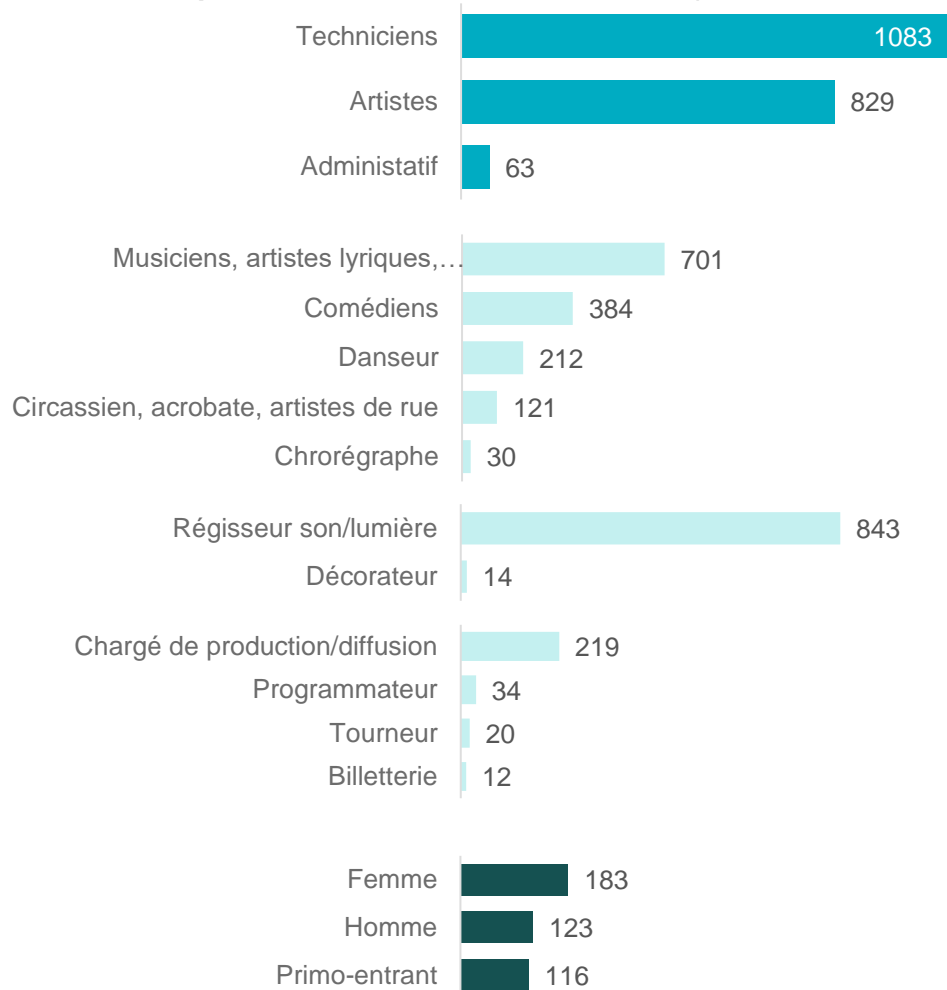
Les formes d'emploi (CDI, CDD, CDDU) influent fortement sur leur niveau de fragilité et les **salariés intermittents en CDDU** sont particulièrement exposés. Nombre d'entre eux sont actuellement en recherche d'emploi et sans engagement prévu en 2021. [Ajouter ici la question des vacataires ?](#)

Les hommes et les femmes ont été cités de manière égale parmi les profils en risque.

Les profils particulièrement « fragilisés » selon les professionnels

De manière similaire aux structures, les professionnels identifient comme fragilisés de nombreux métiers techniques et artistiques, ainsi que les primo entrants, qui ne cochent aucune case pour bénéficier des aides et dont l'insertion dans la vie professionnelle s'annonce particulièrement ardue.

Principaux profils en souffrance et en risque cités par les professionnels du secteur – 3594 répondants



Tout comme les structures, les professionnels ont identifié les **trois familles de métiers du secteur** comme fragilisées. Cependant, les techniciens et les artistes ont été largement plus cités que les métiers administratifs.

Un grand nombre de **métiers artistiques** est identifié : les musiciens, artistes lyrique et instrumentistes, les comédiens, les danseurs et chorégraphes, les circassiens, les acrobates et les artistes de rue. Ces professionnels font face à une impossibilité de présenter leur art, voire de continuer à le pratiquer faute d'espace de travail.

Parmi les **métiers techniques**, les régisseurs son et lumière sont là encore largement cités. D'autres métiers sont également identifiés, comme les décorateurs.

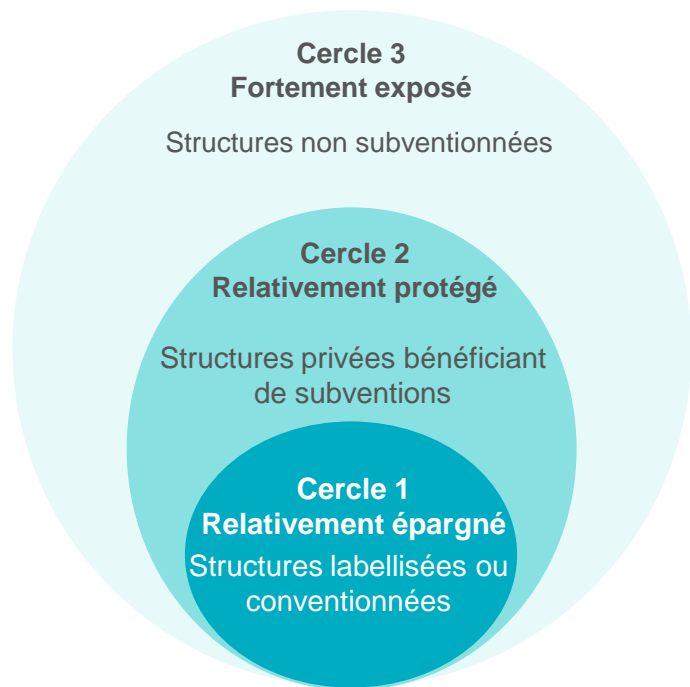
Enfin, parmi les **métiers administratifs**, on retrouve les chargés de production et de diffusion, ainsi que les tourneurs, les programmeurs ou encore les responsables de billetterie.

Les **primo entrants** ont été identifiés comme profils principalement « fragilisés ». Les répondants soulignent la situation difficile dans laquelle se trouvent ces professionnels, qui ne bénéficient d'aucun dispositif de soutien financier.

Par ailleurs, les **femmes** ont été davantage identifiées par les professionnels interrogés comme profils en risque.

Identification des différents niveaux de fragilité

Un certain nombre de facteurs conditionnent le niveau de fragilité des structures et des professionnels.



On constate des niveaux de fragilité différenciés entre :

- **Les structures financées par les pouvoirs publics**, qui conservent une partie de leurs financements et qui emploient davantage de salariés permanents pouvant être placés en activité partielle (à l'exception des établissements publics) **et les structures privées** sans financements publics ou faiblement bénéficiaires.
L'avis des professionnels interrogés diverge quant à l'influence de la taille de la structure sur l'exposition aux risques. D'une manière générale, pour les structures non subventionnées, c'est plutôt le modèle économique qui importe : plus les sources de financement sont diversifiées, plus la structure apparaît résiliente face à cette crise.
- **Les structures et les professionnels** : la majeure partie des aides de l'État sont à destination des structures, incluant des aides à l'emploi.
Certains salariés intermittents ont bénéficié du dispositif année blanche consistant à prolonger leurs allocations au régime spécifique d'assurance chômage.
- **Les salariés permanents**, bénéficiant d'un statut d'emploi plus protecteur, et pouvant bénéficier de l'activité partielle, et les **intermittents du spectacle**, qui n'ont pas tous pu bénéficier du dispositif année blanche. Les agents de la fonction publique territoriale ont été réaffectés sur des missions d'action sociale.
- Acteurs à **mono-activité** et/ou **mono-employeur** et la **pluriactivité éventuellement avec plusieurs employeurs** : la mono-activité et/ou le caractère mono-employeur tendent à exposer plus fortement aux risques.

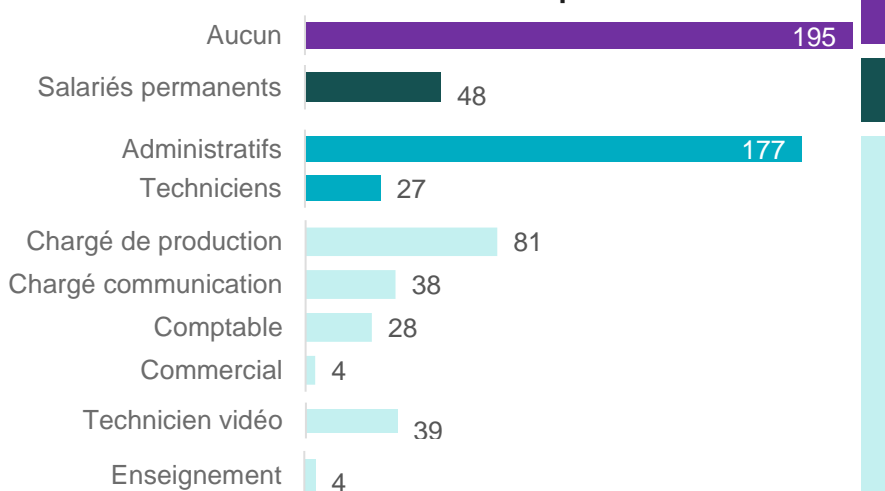
Ces axes de fragilité se combinent et laissent entrevoir des profils particulièrement impactés :

- Les salariés **intermittents** : accès limité à l'activité partielle, difficultés à recharger les droits sociaux, pas d'accès au FNE Formation jusqu'en décembre 2020, etc.
- Les **entrants (sans ou avec peu d'expérience) en particulier les jeunes et les étudiants** : diminution des offres d'emploi, difficulté d'accès à un premier emploi et potentiel abandon d'une carrière naissante.
- Les **artistes interprètes et les auteurs-compositeurs** : pertes de rémunérations du fait de la baisse d'activité (revenus salariaux, droits d'auteurs, droits voisins).
- Les **travailleurs non salariés** (gérants, dirigeants de sociétés, indépendants, micro-entrepreneurs) : forte précarisation des professionnels qui n'exercent pas sous statut de salariés et qui ne sont pas bénéficiaires de certaines mesures d'aides, avec un risque majeur d'endettement, de faillite

Les profils ou activités qui se maintiennent ou se diversifient

Certaines activités ont pu être maintenues pendant la crise, notamment les fonctions administratives qui se sont profondément modifiées. Certains professionnels techniques se sont également tournés vers d'autres secteurs.

Structures : 718 répondants



De nombreux professionnels n'ont identifié aucun profil « préservé ».

Les salariés permanents, de par la nature de leur contrat, sont davantage protégés.

Certaines **fonctions administratives** sont maintenues pour :

- La **gestion administrative et financière de la crise**, dont la recherche d'aides et la participation à des groupes de travail nationaux pour les postes de direction/administration.
- La **gestion concrète des annulations** (remboursements, annulation de réservations, gestion des problématiques de billetterie...) pour les postes de commercialisation et billetterie.
- La **conception d'outils et de contenus** permettant de maintenir le lien avec les publics et réseaux pour les postes de communication.
- L'**action culturelle** dans les établissements restés ouverts (écoles...).

Les missions administratives **se sont surtout profondément modifiées** :

- Le temps de travail est principalement consacré à de **la veille** et de **l'analyse de contenu juridique**, et à la mise en place et le suivi de l'activité partielle et des aides.
- Les missions liées au **suivi budgétaire** pour anticiper et analyser les effets de la crise ont tendance à prendre une place grandissante.

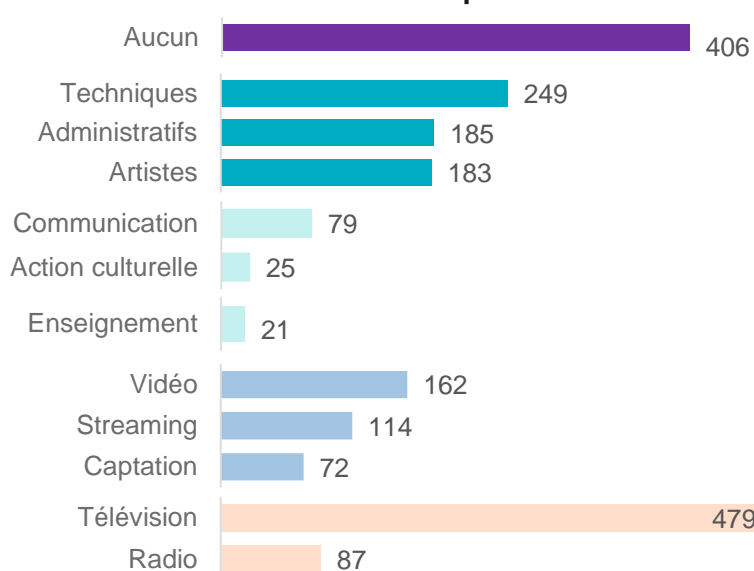
Les **profils techniques** car certains ont pu exercer dans d'autres secteurs. Les techniciens vidéo ont vu leurs activités maintenues.

Les activités d'**enseignement professionnel** ont aussi été maintenues, contrairement aux activités d'enseignement de loisirs.

Les activités liées aux **vidéos** (captations et réalisations) et aux techniques de **diffusion en streaming** se sont maintenues, voire développées

Les professionnels ont mentionné les **secteurs « refuge »**, notamment la télévision et la radio.

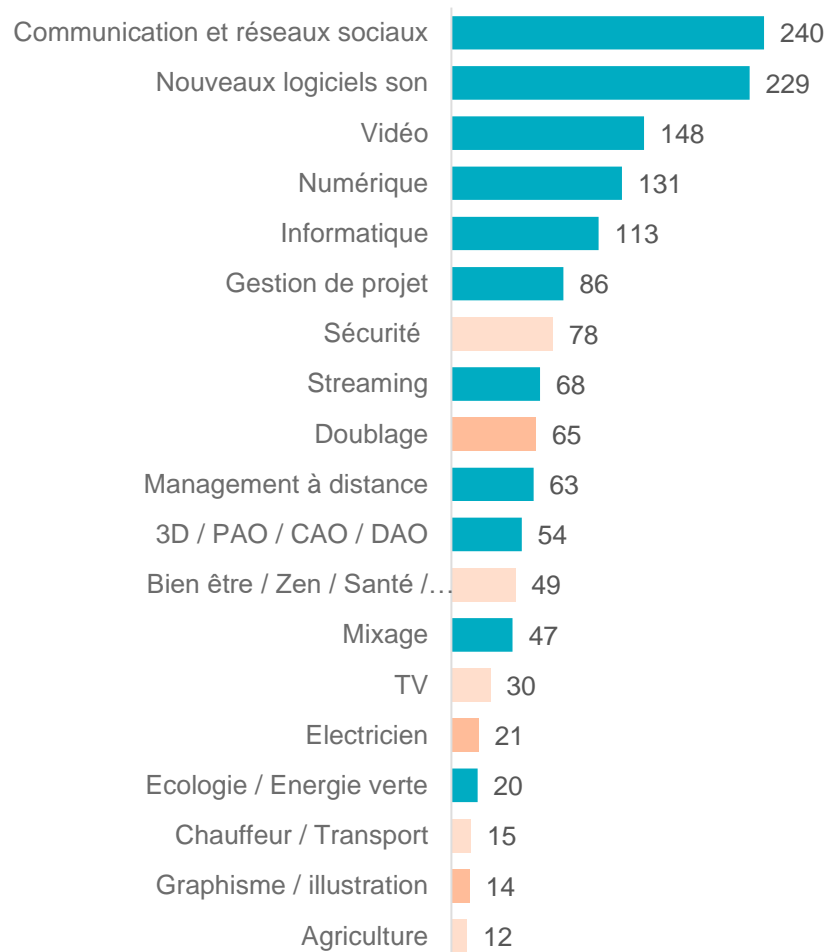
Professionnels : 3120 répondants



Les besoins en formation exprimés par les structures et les professionnels du secteur

On constate auprès des acteurs une prise en compte accrue des thématiques « transition numérique » et « écologique », ainsi que des compétences autour des nouveaux mode de diffusion et de communication. 16% des structures ont notamment eu recours au FNE-Formation pour développer ces nouvelles compétences et 24% comptent y avoir recours.

Les besoins en formation selon les professionnels - 5585 répondants



Les besoins en formation selon les structures

- 1 - Les langues étrangères (surtout l'anglais)
- 2 - La communication et les relations aux publics
- 3 - La vidéo et le live streaming
- 4 - Le marketing digital
- 5 - La maîtrise des réseaux sociaux (liée au live streaming)
- 6 - La gestion RH / gestion de paie / Droit du travail
- 7 - La gestion de crise et le management en temps de crise
- 8 - Les formations liées à l'accueil et à la sécurité / SST
- 9 - La maîtrise de logiciels DAO / PAO / UX Design
- 10 - La médiation culturelle
- 11 - La RSE

Les professionnels ont souligné :

- L'importance de la capacité à **promouvoir les spectacles à moindres frais, via les réseaux sociaux** notamment, et de développer les compétences en communication et marketing correspondantes.
- Les compétences liées aux **nouveaux modes de diffusion** à distance : vidéo, live streaming. Si certains professionnels se tournent vers ces nouvelles techniques, ils sont nombreux à ne pas considérer ces modes de diffusion comme du spectacle vivant.
- Les **modalités de rémunérations** de ces captations et livestreams sont d'ailleurs à déterminer, tant pour les artistes (auteurs compositeurs et interprètes) que pour les producteurs et diffuseurs.
- Les compétences en **management à distance et en temps de crise** sont également plébiscitées.

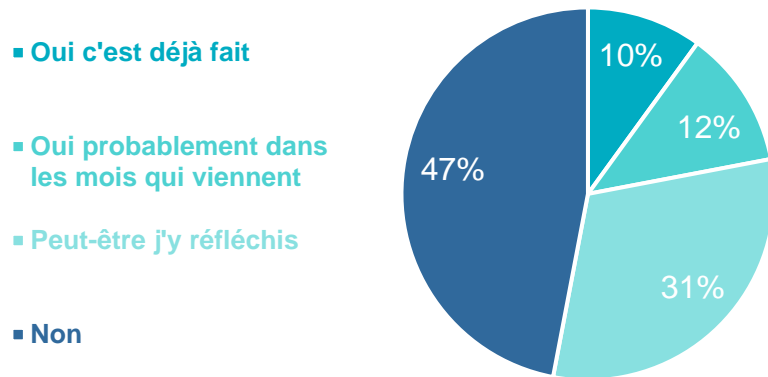
Des compétences en lien avec d'autres métiers et secteurs, plus ou moins proches du spectacle vivant, ont été identifiés par les professionnels, comme le **doublage** ou encore le **graphisme**, mettant en exergue les velléités de reconversion professionnelle des acteurs du secteur.

Les transitions professionnelles envisagées

Face à la baisse drastique d'activité dans le secteur, une part non négligeable de professionnels envisage une transition professionnelle. Un accompagnement humain et financier de ces transitions doit être pensé et mis en œuvre.

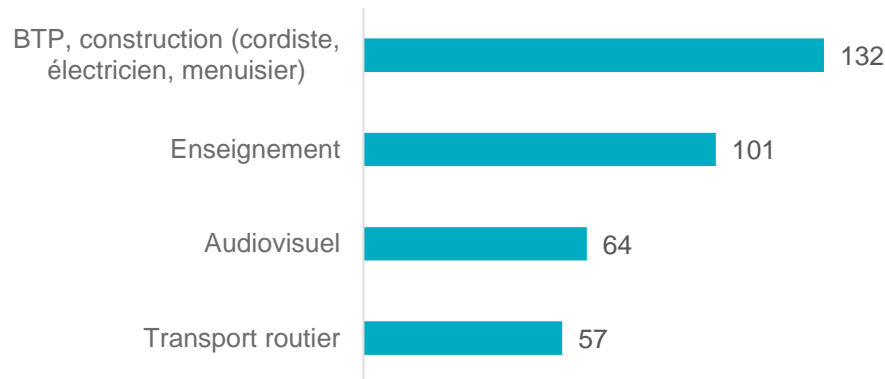
Pour faire face à la crise envisagez-vous de chercher du travail hors du spectacle vivant ?

Questionnaire professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas – 4862 répondants



Dans quel secteur comptez-vous chercher ?

Questionnaire KYU/CPNEF-SV/Afdas – 1400 répondants



De nombreux professionnels **se tournent vers d'autres secteurs pour trouver de l'emploi** :

- **10%** des professionnels interrogés cherchent déjà en dehors du secteur, **12%** envisagent de le faire et **31%** y réfléchissent
- La majorité (72%) envisage cette recherche hors secteur comme une **solution d'attente** mais 28% la considèrent comme une véritable **transition professionnelle**.
- Ces tendances sont confirmées par l'incertitude des structures employeuses : **24%** ne sont pas certaines de pouvoir continuer à poursuivre leur activité quand 4% ont prévu de la suspendre et 2% de l'arrêter.

Ces transitions professionnelles s'envisagent dans des secteurs connexes comme l'enseignement, ou l'audiovisuel ou dans des secteurs divers comme le BTP, la construction ou le transport routier.

Des questions se posent autour du **financement de ces transitions** professionnelles. L'enjeu est double : il s'agit d'une part de couvrir les coûts pédagogiques, mais également le coût de la vie pendant le temps de formation et celui de l'insertion professionnelle.

La construction d'un projet professionnel réaliste nécessite également **un accompagnement de ces réorientations professionnelles**.

PANORAMA GLOBAL

1. ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE
2. IMPACTS DE LA CRISE SANITAIRE ET PERSPECTIVES SOCIO-ÉCONOMIQUES
3. STRATEGIES MISES EN ŒUVRE FACE A LA CRISE
4. IMPACTS SUR LES MÉTIERS, LES COMPÉTENCES, LES AIRES DE MOBILITÉ
- 5. PROPOSITIONS D' ACTIONS OPÉRATIONNELLES**



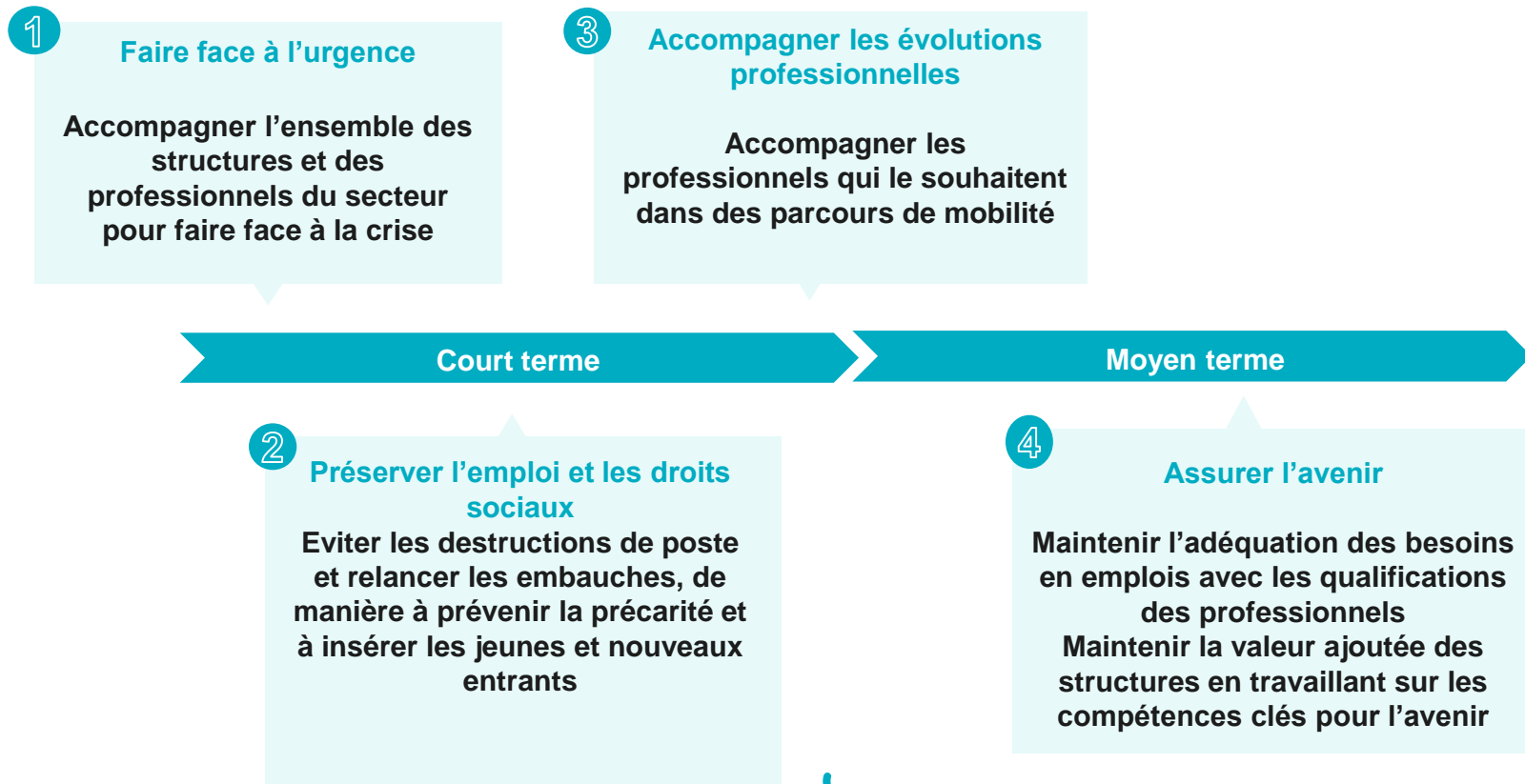
Crédits : source d'images PPT

En complément du plan de reprise du spectacle vivant et des aides à l'emploi culturel négociés par les pouvoirs publics et les représentants du secteur, les pistes d'actions suivantes ont notamment été évoquées,

dont certaines seront conditionnées par l'obtention d'un financement spécifique.

Les enjeux d'accompagnement des structures et des professionnels du spectacle vivant

Dans le cadre de la crise sanitaire, quatre enjeux de court et moyen terme ont été identifiés



18 pistes d'action pour le secteur afin de répondre à ces enjeux

Enjeu 1 : Faire face à l'urgence

Huit axes de travail ont été proposés dans le cadre de l'enjeu 1

1

Maintenir l'activité et l'emploi sur l'ensemble du territoire (répétitions, créations, entraînements, actions culturelles...)

Objectif :

- En attendant la réouverture des structures culturelles et la reprise en conditions normales, permettre à l'ensemble des salariés durablement empêchés de travailler de se réadapter à leurs postes de travail, avec un soutien économique adapté

2

Développer les commandes publiques dans le cadre d'un plan de relance massif de l'emploi

Objectif :

- Soutenir économiquement le secteur via la relance de l'activité et de l'emploi artistique, en lieu et place d'un éparpillement des dispositifs de soutien

3

Conforter les organismes sociaux et opérateurs spécifiques du spectacle (fonctionnement, dispositifs, aides...)

Objectif :

- Réaffirmer le rôle essentiel joué par les organismes sociaux et les opérateurs économiques spécifiques au spectacle auprès des professionnels et des structures

4

Valoriser, faire connaître et rendre plus lisibles les dispositifs d'aide, généraux ou dédiés, aux professionnels et structures

Objectif :

- Assurer une mobilisation maximale des dispositifs de soutien existants par l'ensemble des structures et professionnels du secteur, via :
 - Un accès à l'information simple et centralisé
 - Un accompagnement personnalisé des structures et des professionnels dans la saisie de ces dispositifs

Enjeu 1 : Faire face à l'urgence (suite)

Huit axes de travail ont été proposés dans le cadre de l'enjeu 1.

Renforcer les dispositifs de soutien à l'emploi pour les métiers particulièrement fragilisés

5

Objectif :

- Porter une attention particulière aux métiers aux carrières courtes et/ou à haute intensité physique qui nécessitent une réathlétisation : danseurs, circassiens, artistes lyriques, artistes de cabarets, marionnettistes, certains techniciens...

Favoriser les échanges, regroupements et accompagnements mutuels entre structures

6

Objectif :

- Encourager la mise en réseau et la collaboration des structures de production et/ou de diffusion.
- Améliorer le soutien aux structures particulièrement fragilisées en repensant l'économie globale des projets artistiques.

Accompagner l'insertion des jeunes

7

Objectif :

- Faciliter l'insertion professionnelle des jeunes, particulièrement fragilisés et vulnérables dans ce contexte sanitaire (articulation avec le plan « 1 jeune 1 solution », alternance, tutorat et parrainage...)

Prévenir les risques psychosociaux liés aux mesures sanitaires et la pénibilité au travail des salariés en activité

8

Objectif :

- Protéger la santé mentale et physique des professionnels et des dirigeants, et faciliter la pratique de leur activité dans le cadre de consignes sanitaires strictes

Exemple : concevoir et distribuer des masques adaptés aux artistes lyriques et à toutes les pratiques vocales

Enjeu 2 : Préserver l'emploi et les droits sociaux

Trois axes de travail ont été proposés dans le cadre de l'enjeu 2.

1

Garantir la couverture sociale de l'ensemble des salariés permanents et intermittents

Objectif :

- Protéger les régimes de droits sociaux dédiés aux professionnels du spectacle vivant (assurance chômage par la prolongation de l'année blanche, sécurité sociale maladie et maternité, formation professionnelle, retraite...), afin de prévenir la précarité

2

Mobiliser les dispositifs appui-conseil aux structures

Objectif :

- Augmenter le taux de recours aux prestations appui-conseil de l'Afdas (RH, RSE, Rebondir...), de manière à accompagner le plus de structures dans la relance de leur activité

3

Valoriser le développement de compétences liées à la gestion de carrière ou la gestion de projet artistique

Objectif :

- Mieux préparer les professionnels, et notamment les artistes, à leur entrée dans le secteur, afin qu'ils puissent exercer leur métier en maîtrisant leur environnement professionnel

Enjeu 3 : Accompagner les évolutions professionnelles

Trois axes de travail ont été proposés dans le cadre de l'enjeu 3.

1

Améliorer et/ou développer les dispositifs d'appui à l'évolution professionnelle pour les professionnels du spectacle vivant

Objectif :

- Assurer aux professionnels du spectacle vivant une prise en charge financière des formations longues qualifiantes et/ou certifiantes nécessaires aux évolutions ou aux reconversions, afin de sécuriser les parcours et carrières

2

Développer et promouvoir les accompagnements de carrière spécialisés

Objectif :

- Au-delà de la prise en charge financière, permettre aux professionnels souhaitant évoluer ou se reconverter de bénéficier d'un accompagnement de carrière individualisé, leur permettant de construire leur parcours

3

Pendant leur carrière professionnelle, proposer systématiquement aux artistes et techniciens des bilans de santé complets, adaptés aux différents métiers du spectacle vivant

Objectif :

- Améliorer le suivi de l'état de santé des professionnels du secteur, afin de prévenir les risques liés à leur activité

Enjeu 4 : Assurer l'avenir

Quatre axes de travail ont été proposés dans le cadre de l'enjeu 3.

1 Accompagner le développement des compétences clés pour l'avenir

Objectifs :

- Valoriser les bonnes pratiques, savoir-faire et connaissances ayant émergé pendant la crise sanitaire
- Valoriser l'attractivité du secteur et sa capacité de création d'emploi et d'activité
- Appuyer les structures dans l'analyse et l'anticipation de leurs besoins en compétences (GPEC)

2 Renforcer la structuration de l'écosystème sectoriel

Objectif :

- Soutenir et promouvoir l'action des COREPS, des antennes régionales Afdas, du CMB, d'Audiens, du réseau Pole emploi spectacle, des centres de ressources nationaux et régionaux, des organismes de formation et CFA...
- Déployer et promouvoir les travaux des contrats d'objectifs emploi/formation régionaux et/ou des EDEC nationaux et régionaux

3 Accélérer la transition écologique

Objectif :

- Dans la perspective de la transition écologique, limiter l'impact environnemental du secteur
- Favoriser l'emploi local et la redynamisation des territoires. *Exemples : relocaliser les approvisionnements (nourriture, boisson, matériels consommables...) et la fabrication de décors*
- Identifier les métiers et compétences émergents, et adapter l'offre de formation

4 Accompagner les structures désireuses présenter des œuvres à travers la captation et la diffusion

Objectif :

- Informer et former les professionnels, notamment sur les aspects juridiques et contractuels, et sur la compréhension de la chaîne des droits audiovisuels
- Mettre en place des programmes d'aide à l'équipement et à la production

Annexes

- Données complémentaires sur les recours aux dispositifs de soutien
- Compléments sur les structures
 - Focus régionaux – Ile de France, AURA, Nouvelle Aquitaine, Occitanie, PACA
 - Focus par type de structure
 - Recours aux aides selon le type de structure
 - Focus par domaine artistique
 - Croisements par type de structure et domaine artistique
- Compléments sur les professionnels
 - Focus par métier
 - Focus par statut d'emploi
 - Focus par genre
 - Focus par tranche d'âge



Données complémentaires sur les recours aux dispositifs de soutien

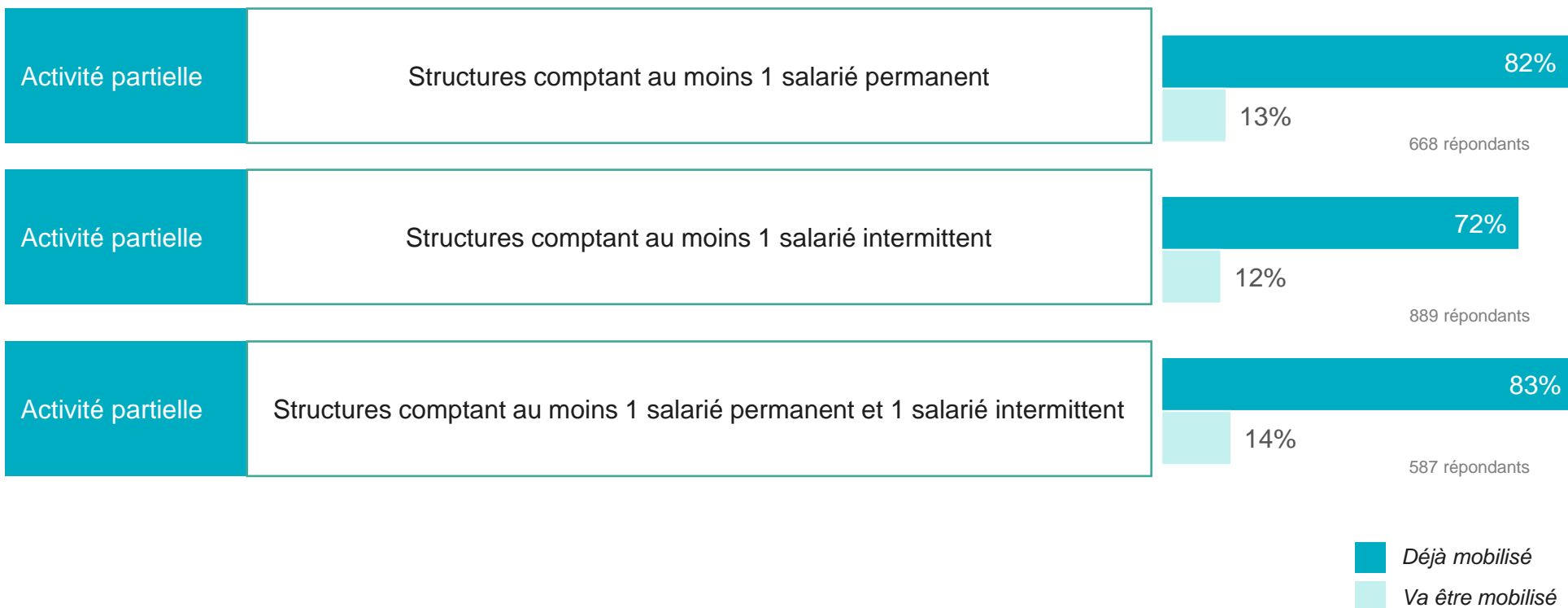
Les dispositifs de soutien développés par les pouvoirs publics sont conditionnés à certains critères d'éligibilité. Aussi, les données générales de recours aux dispositifs de soutien rapportées à l'ensemble des structures et professionnels interrogés sont peu représentatives.

Cette section propose donc des données chiffrées de mobilisation des dispositifs de soutien, en prenant en compte uniquement les structures et professionnels éligibles aux dits dispositifs.



Précisions sur le recours à l'activité partielle – Enquête structures

Parmi les structures interrogées comptant au moins 1 salarié permanent, **82%** ont eu recours à l'activité partielle et parmi les structures comptant au moins 1 salarié intermittent, **72%** y ont eu recours.



Précisions sur le recours à la prolongation des droits à l'assurance chômage spécifique aux intermittents – Enquête professionnels

Parmi les salariés intermittents interrogés, **68%** ont eu recours à la prolongation des droits à l'assurance chômage spécifique aux intermittents en 2020, et **71%** y ont eu recours en 2021.

Prolongation des droits à l'assurance chômage spécifique aux intermittents

Salariés intermittents



3708 répondants

■ En 2020
■ En 2021



Structures

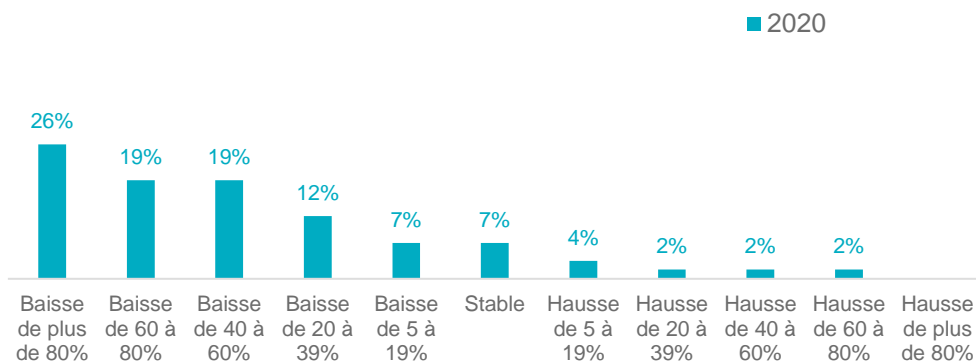
Focus régionaux



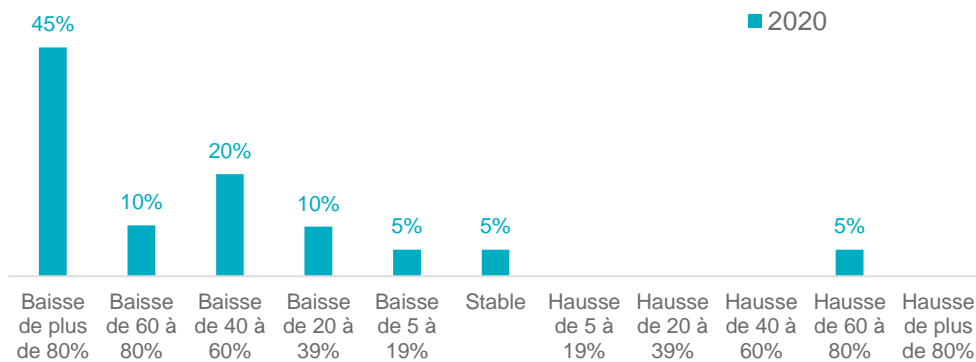
Ile-de-France

En Ile-de-France, les salles de spectacle hors label sont 47% à avoir subi des baisses de recettes de plus de 80%, suivies par 45% des diffuseurs/tourneurs et producteurs, 27% des prestataires techniques et 26% des compagnies.

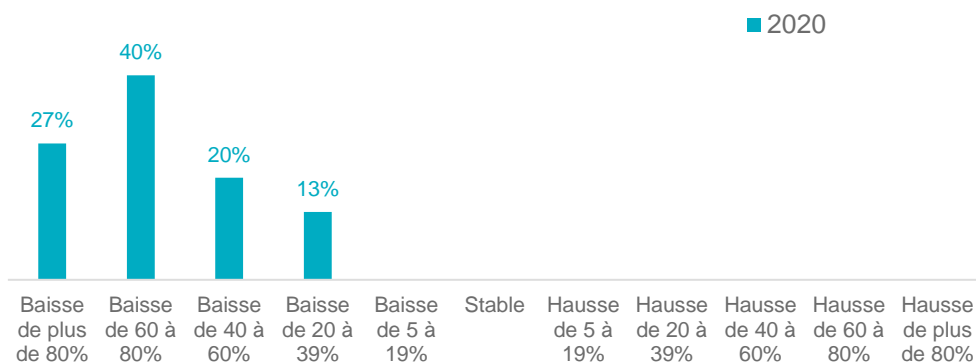
Evolution des recettes des compagnies par rapport à 2019 –
Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 57 répondants



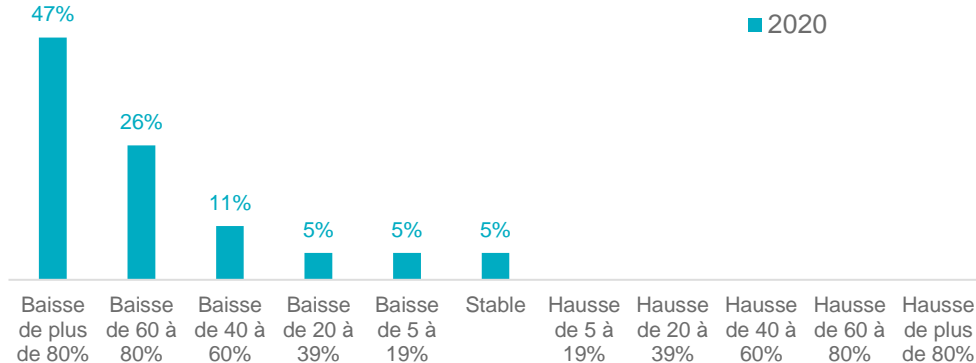
Evolution des recettes des diffuseurs/tourneurs et producteurs par rapport à 2019 –
Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 20 répondants



Evolution des recettes des entreprises de prestations techniques par rapport à 2019 –
Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 30 répondants



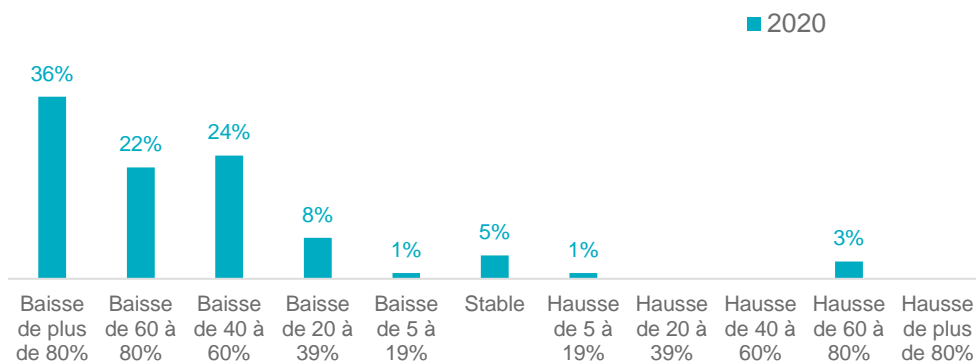
Evolution des recettes des salles de spectacle hors label par rapport à 2019 –
Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 19 répondants



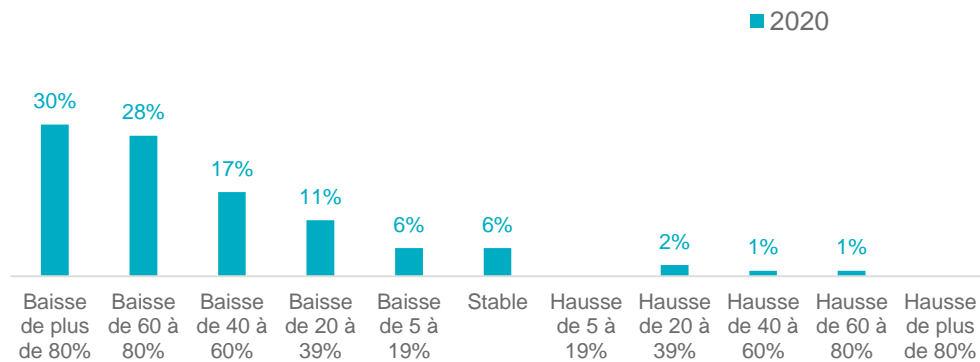
Ile-de-France

Les structures de la musique et du chant sont 82% à avoir subi des baisses de recettes de plus de 40%, suivies par 75% des structures d'art dramatique, 73% des structures d'art du cirque et 69% des structures d'art chorégraphique.

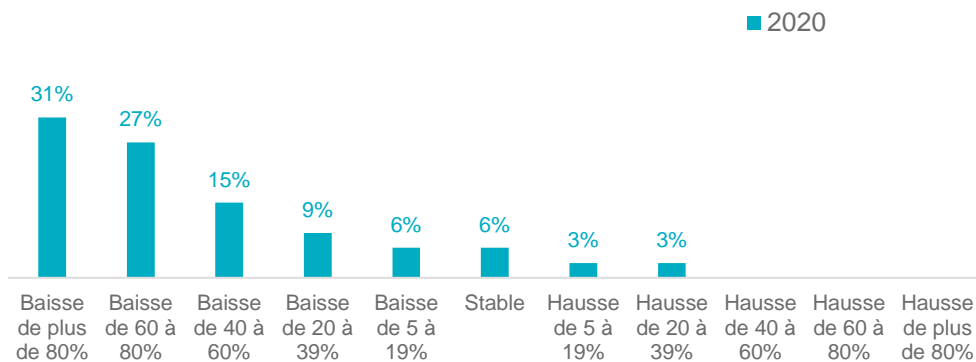
Evolution des recettes du domaine de la musique et du chant par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 87 répondants



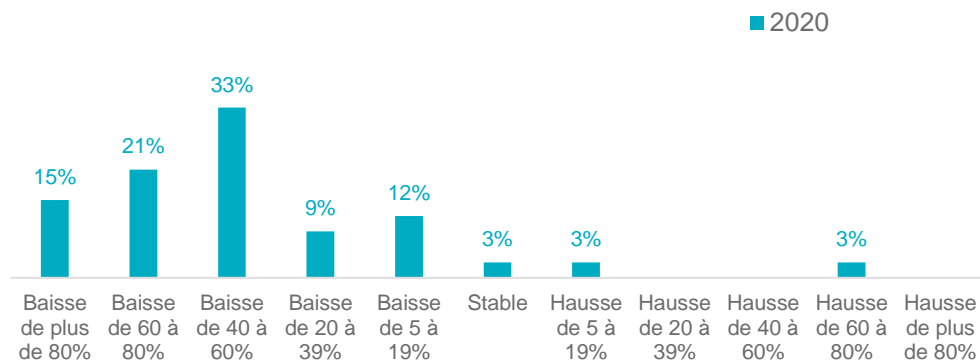
Evolution des recettes du domaines des arts dramatiques par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 91 répondants



Evolution des recettes du domaine des arts du cirque par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 34 répondants



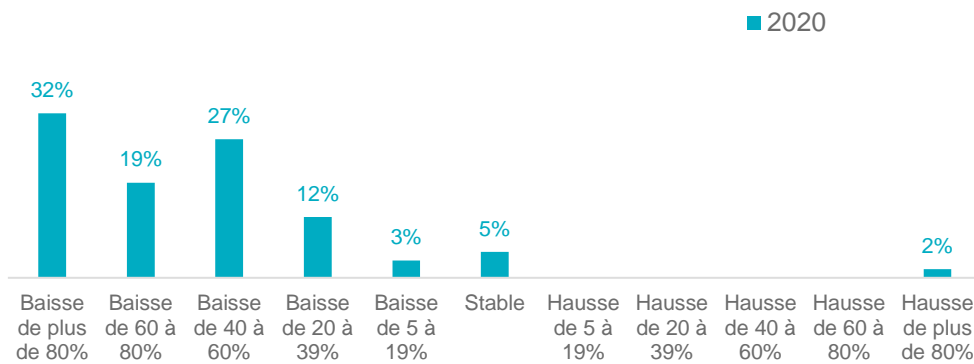
Evolution des recettes du domaine de l'art chorégraphique par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 33 répondants



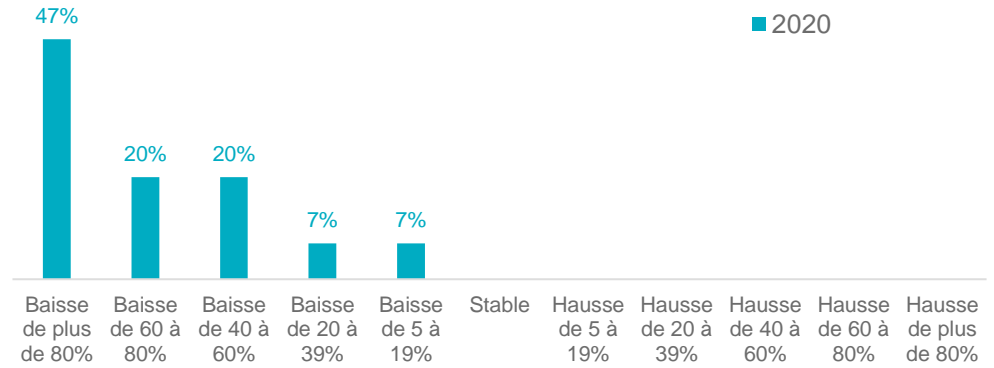
Auvergne-Rhône-Alpes

En AURA, les diffuseurs/tourneurs et producteurs sont 47% à avoir subi des baisses de recettes de plus de 80%, suivis par 38% des prestataires techniques, 32% des compagnies et 18% des salles de spectacle hors label.

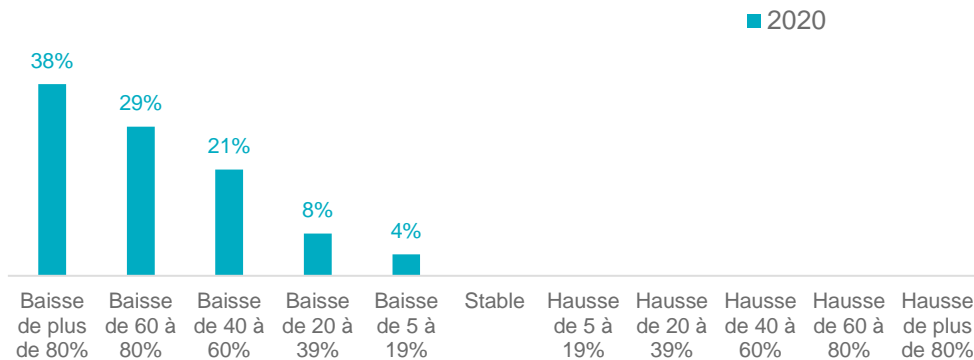
Evolution des recettes des compagnies par rapport à 2019 –
Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 59 répondants



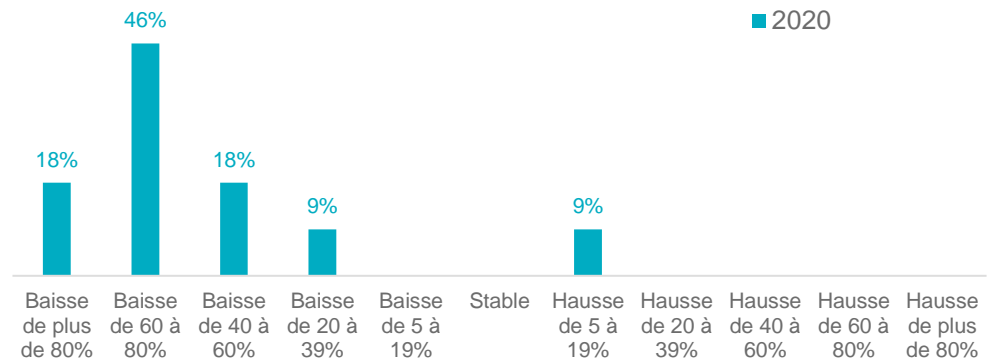
Evolution des recettes des diffuseurs/tourneurs et producteurs par rapport à 2019 –
Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 15 répondants



Evolution des recettes des entreprises de prestations techniques par rapport à 2019 –
Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 24 répondants



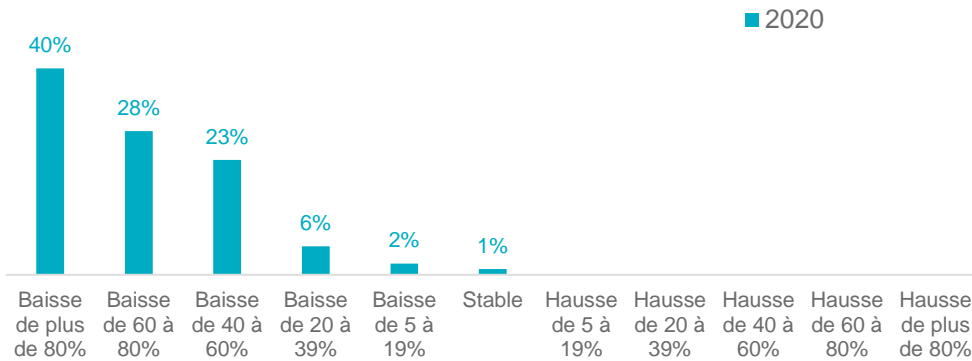
Evolution des recettes des salles de spectacle hors label par rapport à 2019 –
Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 11 répondants



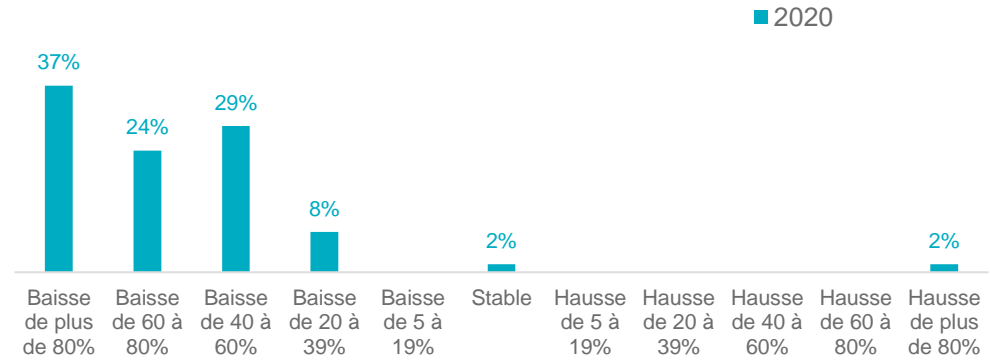
Auvergne-Rhône-Alpes

Les structures de la musique et du chant sont 91% à avoir subi des baisses de recettes de plus de 40%, suivies par 90% des structures d'art dramatique, 87% des structures d'art du cirque et 86% des structures d'art chorégraphique.

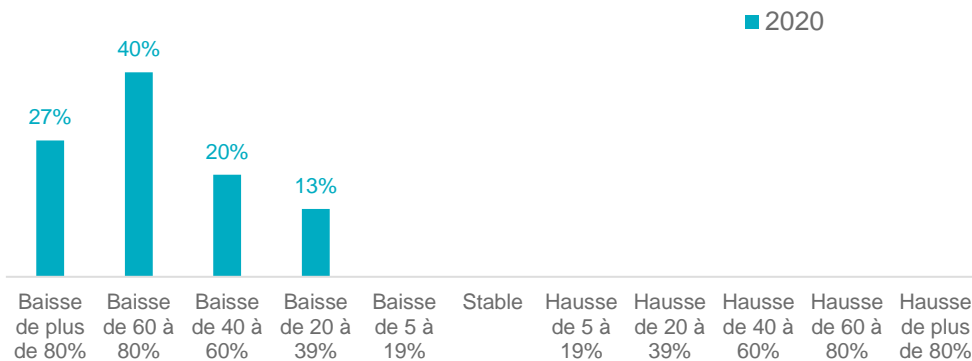
Evolution des recettes du domaine de la musique et du chant par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 89 répondants



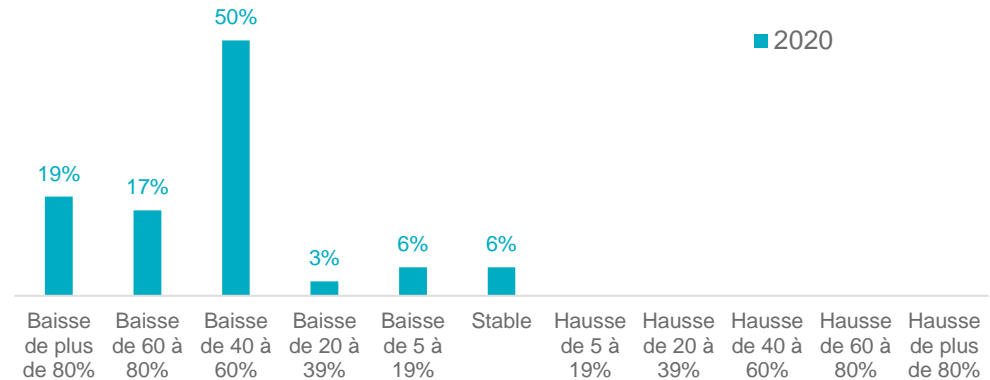
Evolution des recettes du domaines des arts dramatiques par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 63 répondants



Evolution des recettes du domaine des arts du cirque par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 30 répondants



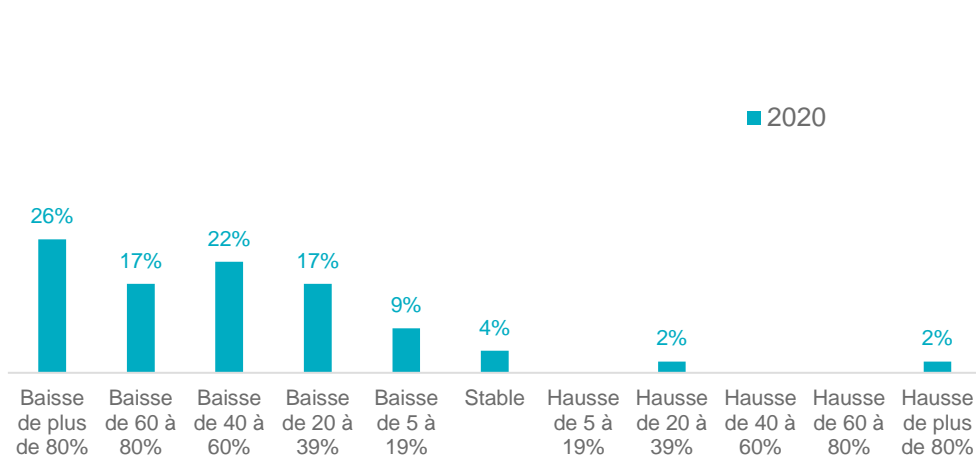
Evolution des recettes du domaine de l'art chorégraphique par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 36 répondants



Nouvelle Aquitaine

En Nouvelle Aquitaine, les diffuseurs/tourneurs et producteurs sont 64% à avoir subi des baisses de recettes de plus de 80%, suivis par 33% des prestataires techniques, 26% des compagnies et 25% des salles de spectacle hors label.

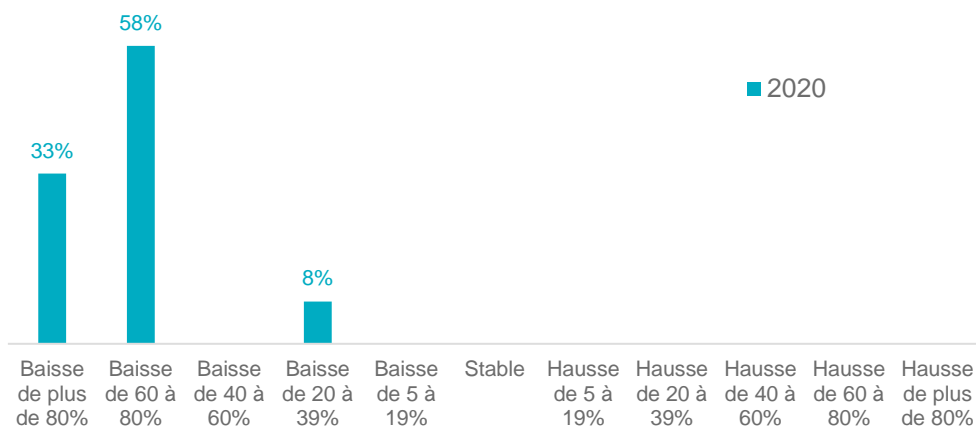
Evolution des recettes des compagnies par rapport à 2019 –
Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 46 répondants



Evolution des recettes des diffuseurs/tourneurs et producteurs par rapport à 2019 –
Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 11 répondants



Evolution des recettes des entreprises de prestations techniques par rapport à 2019 –
Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 12 répondants



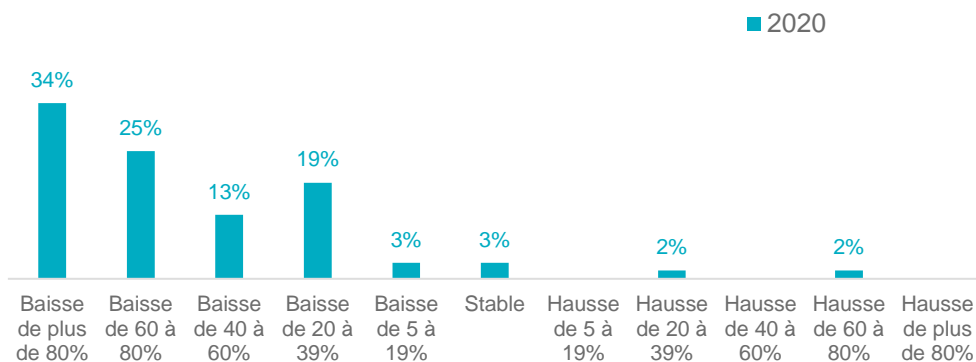
Evolution des recettes des salles de spectacle hors label par rapport à 2019 –
Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 4 répondants



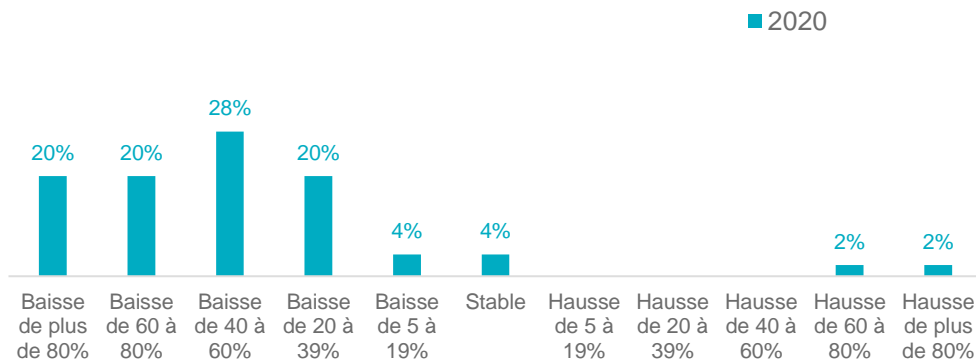
Nouvelle-Aquitaine

Les structures d'art du cirque sont 75% à avoir subi des baisses de recettes de plus de 40%, suivies par 72% des structures de la musique et du chant, 68% des structures d'art dramatique et 59% des structures d'art chorégraphique.

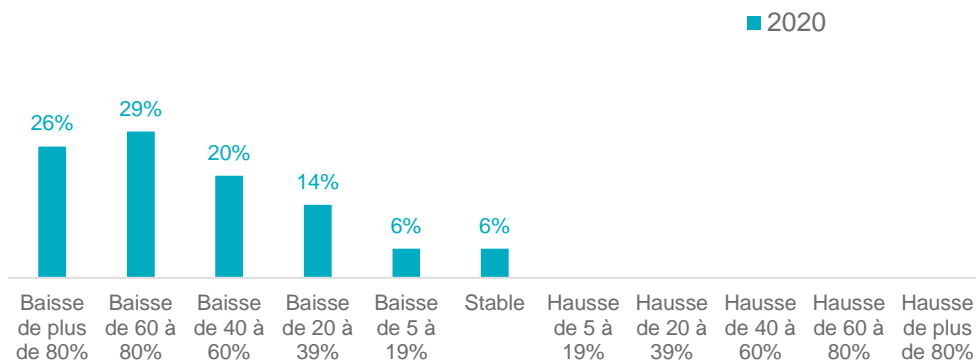
Evolution des recettes du domaine de la musique et du chant par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 64 répondants



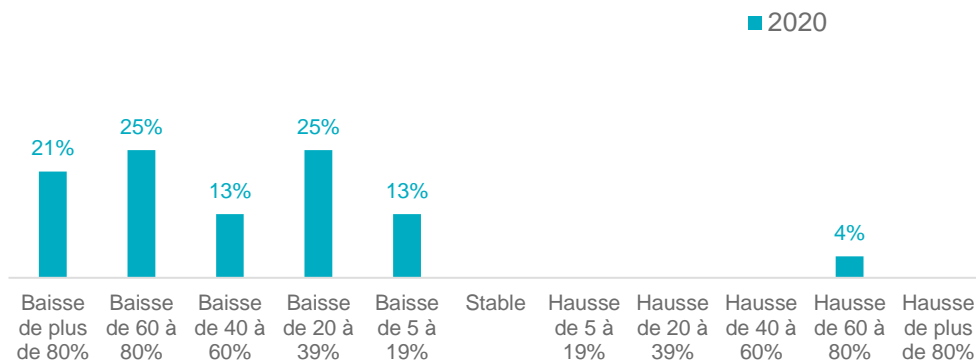
Evolution des recettes du domaines des arts dramatiques par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 46 répondants



Evolution des recettes du domaine des arts du cirque par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 35 répondants



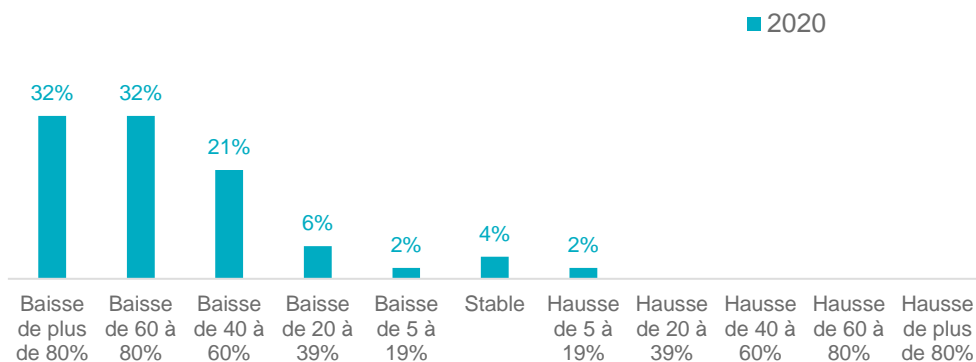
Evolution des recettes du domaine de l'art chorégraphique par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 24 répondants



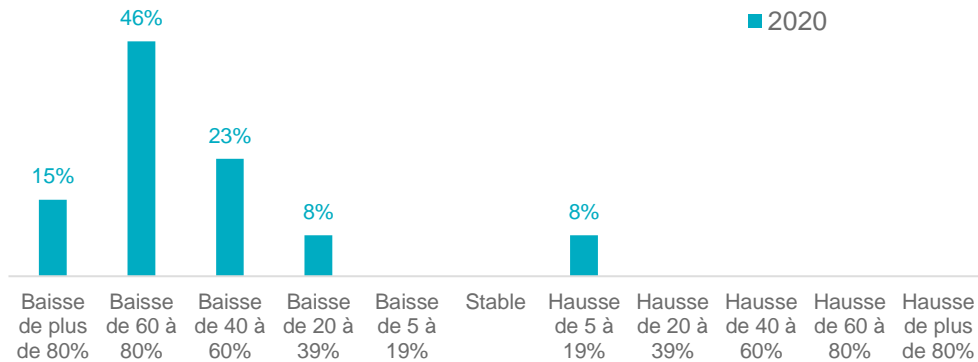
Occitanie

En Occitanie, les compagnies sont 32% à avoir subi des baisses de recettes de plus de 80%, suivies par 25% des salles de spectacle hors label, 21% des prestataires techniques et 15% des diffuseurs/tourneurs et producteurs.

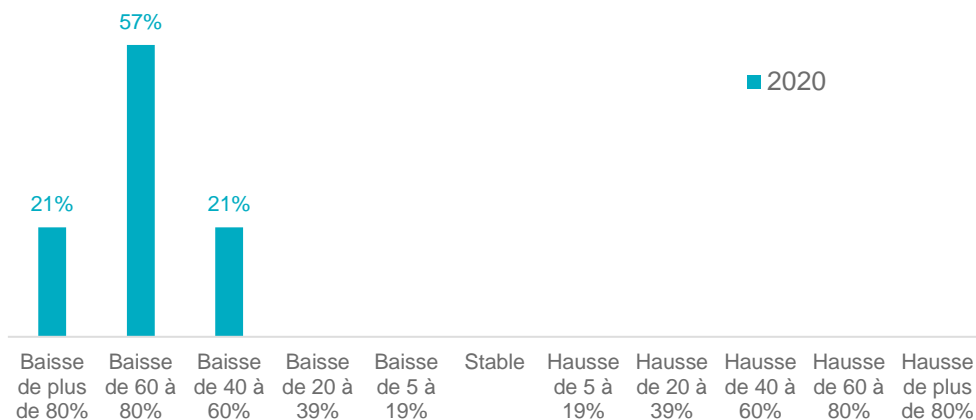
Evolution des recettes des compagnies par rapport à 2019 –
Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 47 répondants



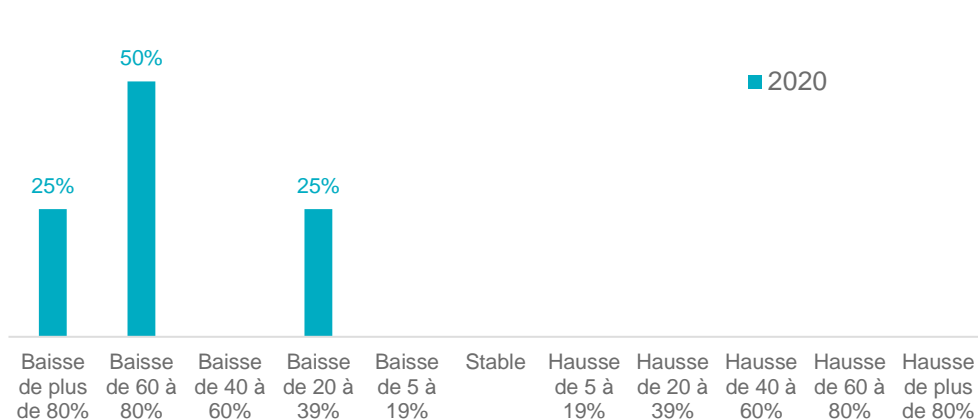
Evolution des recettes des diffuseurs/tourneurs et producteurs par rapport à 2019 –
Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 13 répondants



Evolution des recettes des entreprises de prestations techniques par rapport à 2019 –
Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 14 répondants



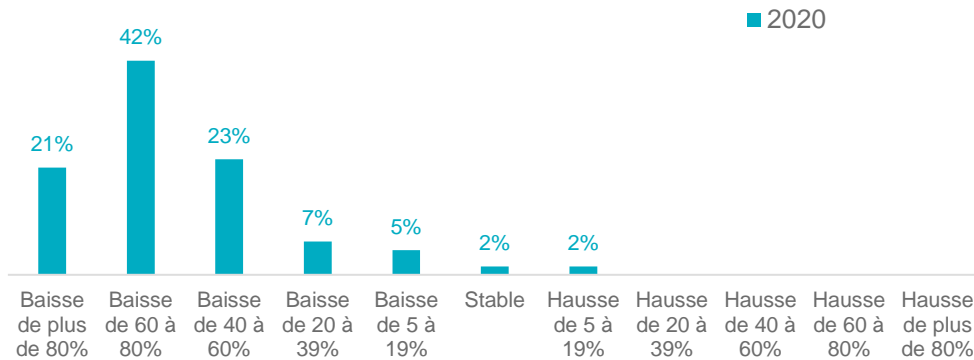
Evolution des recettes des salles de spectacle hors label par rapport à 2019 –
Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 4 répondants



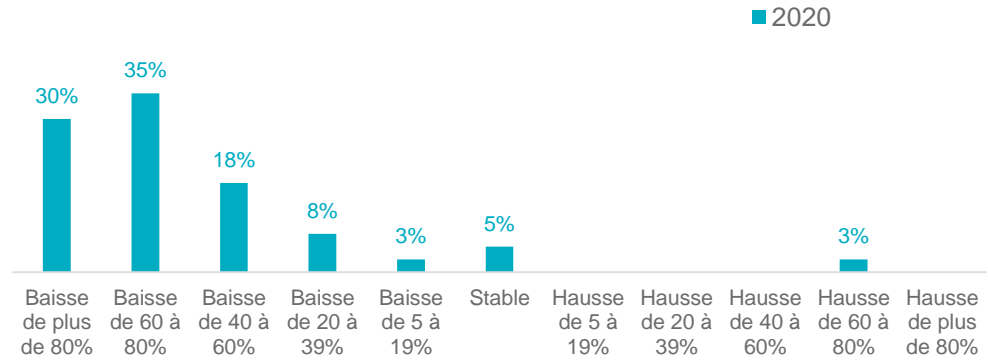
Occitanie

Toutes les structures d'art chorégraphique ont subi des baisses de recettes de plus de 40%, suivies par 87% des structures des arts du cirque, 86% des structures de la musique et du chant et 83% des structures d'art dramatique.

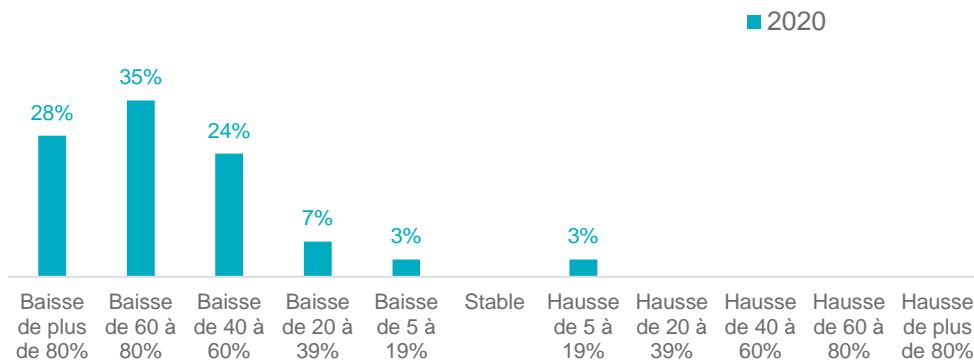
Evolution des recettes du domaine de la musique et du chant par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 62 répondants



Evolution des recettes du domaines des arts dramatiques par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 40 répondants



Evolution des recettes du domaine des arts du cirque par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 29 répondants



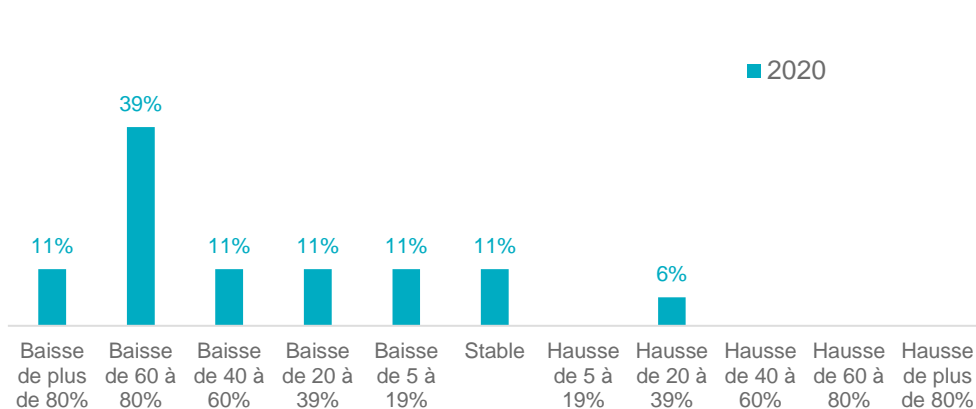
Evolution des recettes du domaine de l'art chorégraphique par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 15 répondants



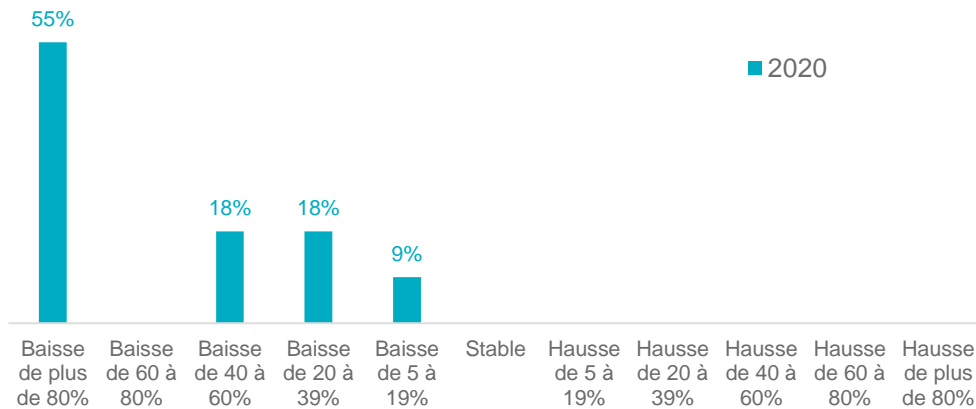
Provence-Alpes-Côte d'Azur

En PACA, les diffuseurs/tourneurs et producteurs sont 55% à avoir subi des baisses de recettes de plus de 80%, suivis par 50% des prestataires techniques, 26% des salles de spectacle hors label et 11% des compagnies.

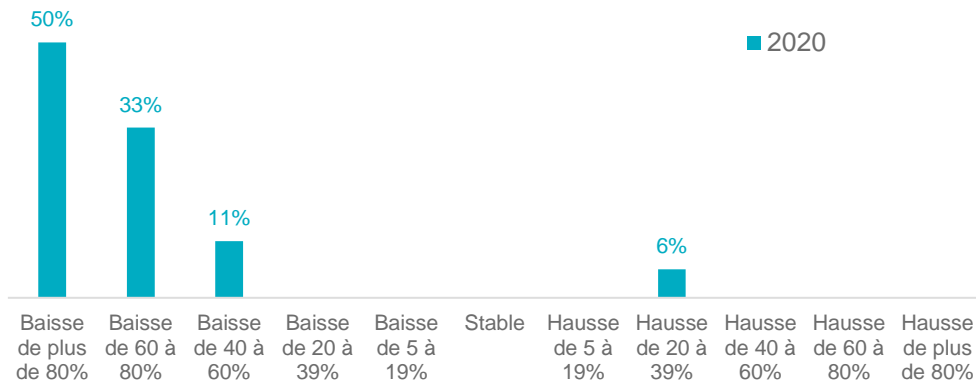
Evolution des recettes des compagnies par rapport à 2019 –
Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 18 répondants



Evolution des recettes des diffuseurs/tourneurs et producteurs par rapport à 2019 –
Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 11 répondants



Evolution des recettes des entreprises de prestations techniques par rapport à 2019 –
Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 18 répondants



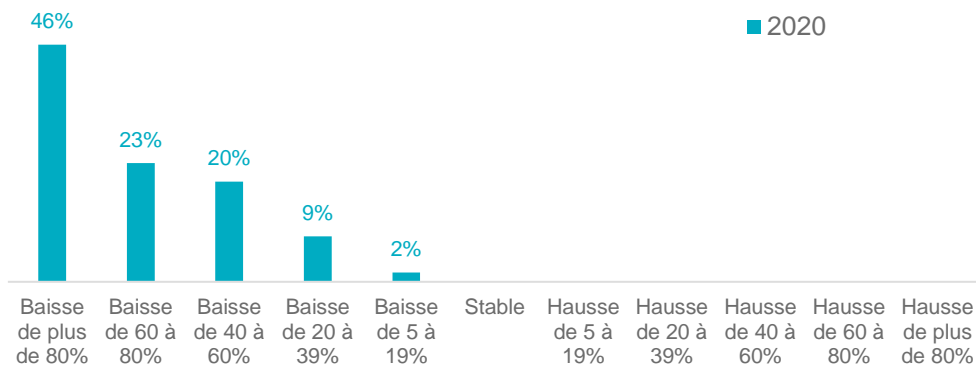
Evolution des recettes des salles de spectacle hors label par rapport à 2019 –
Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 8 répondants



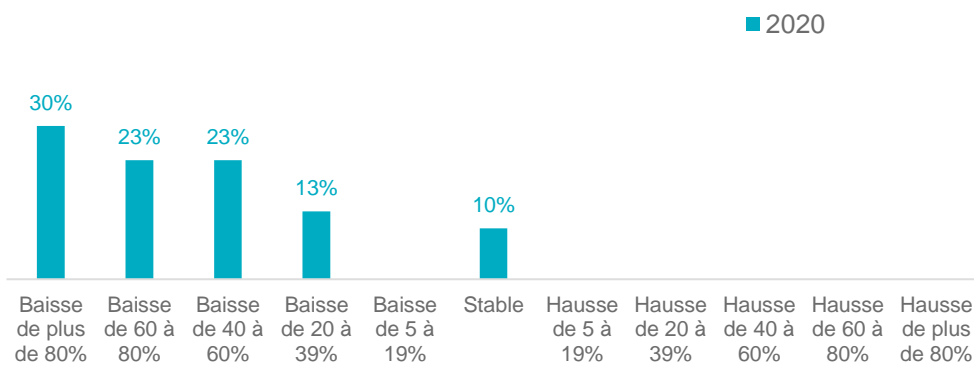
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Les structures de la musique et du chant sont 89% à avoir subi des baisses de recettes de plus de 40%, suivies par 76% des structures d'art dramatique, 74% des structures d'arts du cirque et 63% des structures d'art chorégraphique.

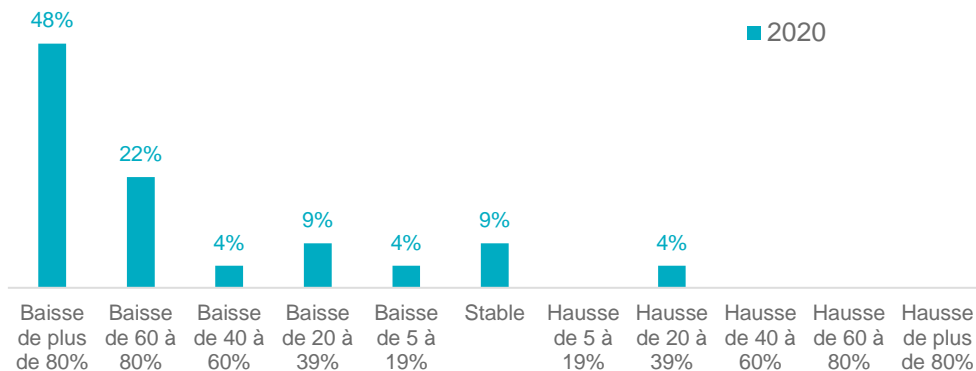
Evolution des recettes du domaine de la musique et du chant par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 56 répondants



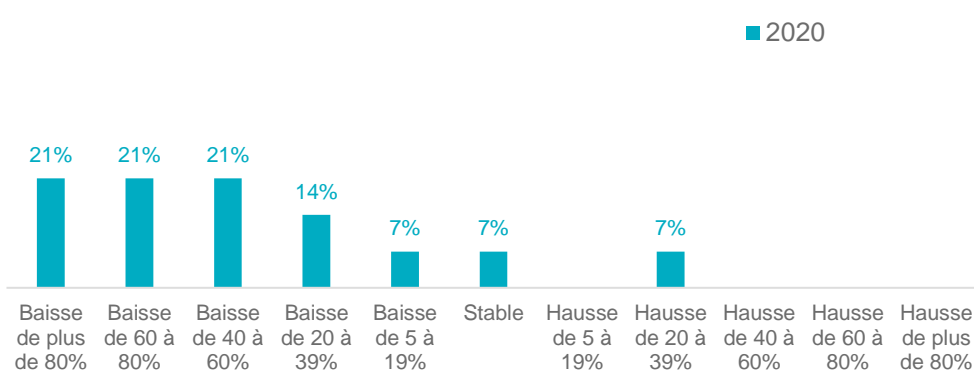
Evolution des recettes du domaines des arts dramatiques par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 30 répondants



Evolution des recettes du domaine des arts du cirque par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 23 répondants



Evolution des recettes du domaine de l'art chorégraphique par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 14 répondants



Structures

Focus par type

Précisions concernant l'augmentation des subventions (hors mesures de soutien à la crise)

Certaines structures interrogées ont indiqué avoir obtenu une subvention en hausse en 2020 ou prévoient une hausse en 2021. Les explications sont notamment les suivantes :

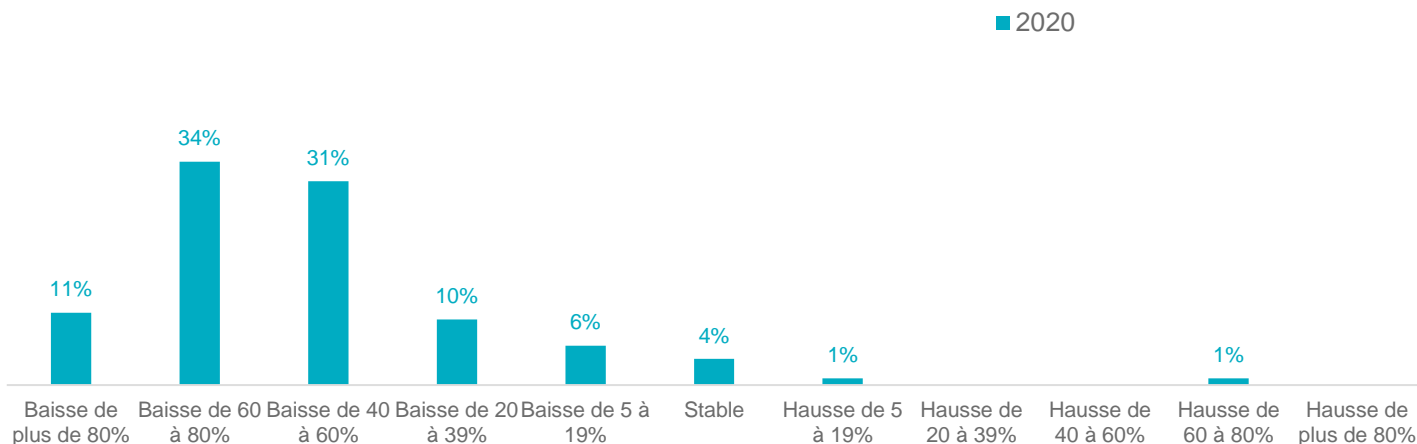
- l'aide peut être attribuée pour un projet lancé antérieurement ou pluriannuel
- l'aide peut être attribuée afin de compenser des difficultés financières mettant en péril la structure (pertes de recettes, engagements non honorés...)
- bien qu'en augmentation, le montant de l'aide attribuée peut être faible et sans proportion avec les pertes financières à compenser
- l'aide est probablement ponctuelle et non pérenne, ce qui ne sécurise pas l'avenir de la structure.

Les impacts sur les établissements labellisés ou conventionnés

Les établissements labellisés ou conventionnés sont une minorité (11%) à avoir subi une baisse de recettes de plus de 80%. Cependant les ¾ d'entre eux ont tout de même rencontré une baisse de recettes de plus de 40%.

Evolution des recettes des établissements labellisés ou conventionnés par rapport à 2019

Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 70 répondants

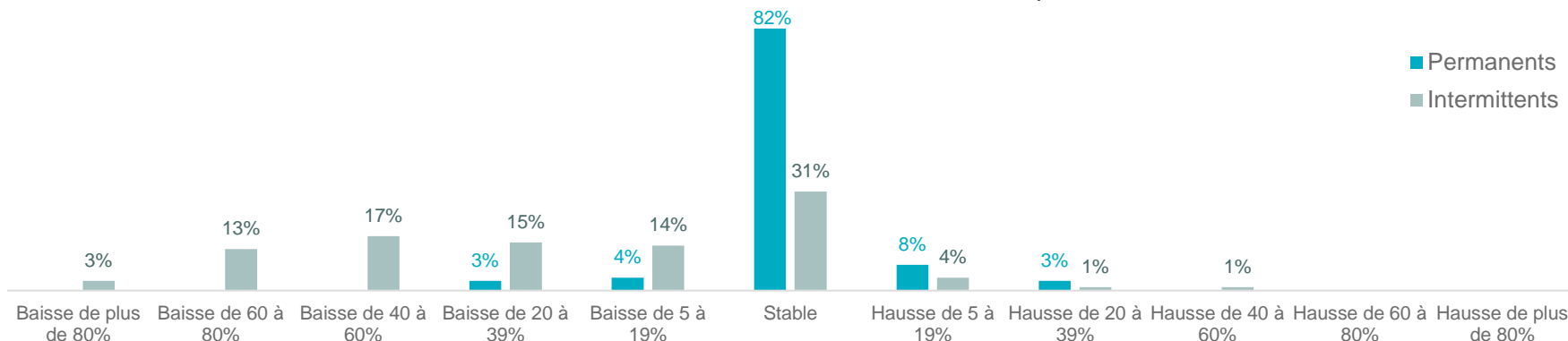


Evolution des subventions 2020 par rapport à 2019 -69 répondants

78% stable
10% augmentation
12% baisse

Evolution des effectifs permanents et intermittents des établissements labellisés ou conventionnés par rapport à 2019 – Questionnaire

structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 71 et 72 répondants

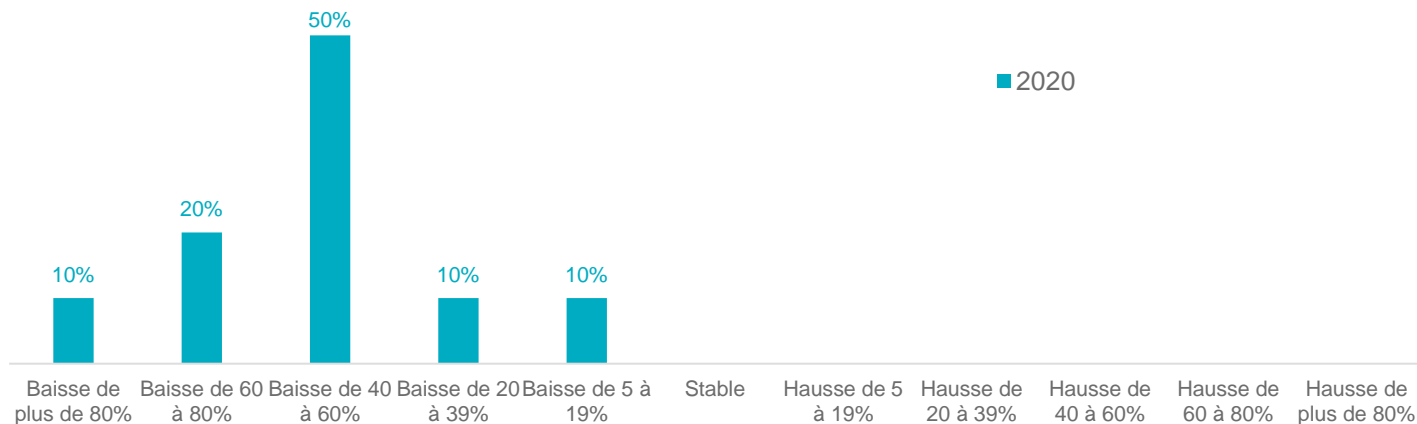


Les impacts sur les orchestres et opéras nationaux et régionaux

80% des orchestres et opéras interrogés ont subi une baisse de recettes de plus de 40%. Ils sont 88% à avoir conservé leurs effectifs permanents en 2020, mais seulement 22% à avoir conservé leurs effectifs intermittents.

Evolution des recettes des orchestres et opéras par rapport à 2019 – Enquête structures

KYU/CPNEF-SV/Afdas – 10 répondants

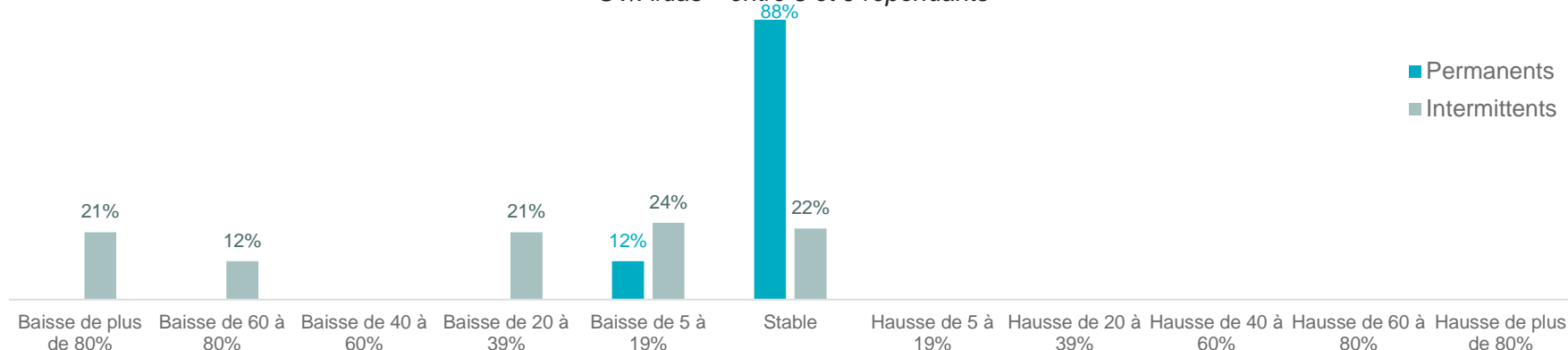


Evolution des subventions 2020 par rapport à 2019 -9 répondants

78% stable
0% augmentation
22% baisse

Evolution des effectifs permanents et intermittents des orchestres et opéras par rapport à 2019 – Questionnaire structures KYU/CPNEF-

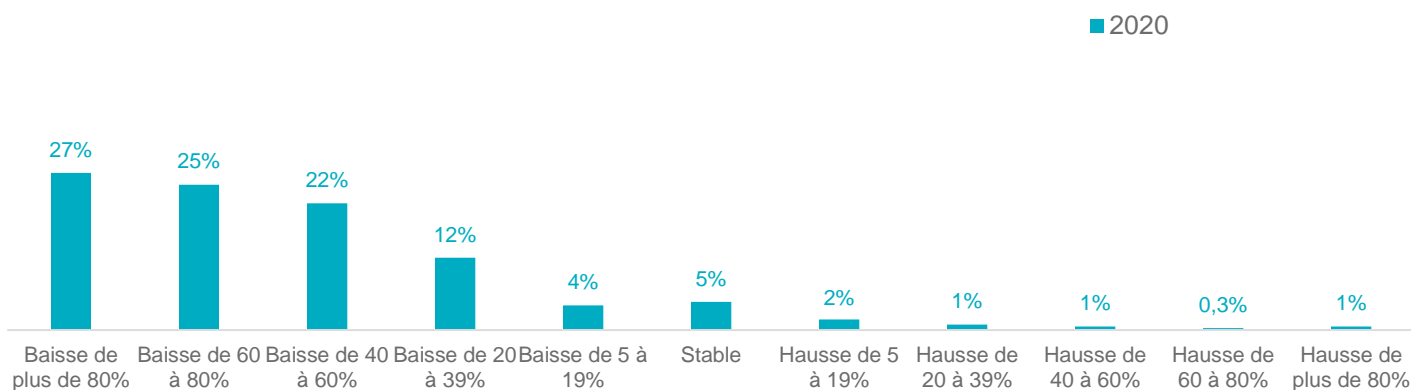
SV/Afdas – entre 8 et 9 répondants



Les impacts sur les compagnies

Les $\frac{3}{4}$ des compagnies ont subi des baisses de recettes de plus de 40%. Tout comme les autres structures, elles sont une majorité (68%) à avoir conservé leurs effectifs permanents mais 71% à avoir subi une baisse de leurs effectifs intermittents.

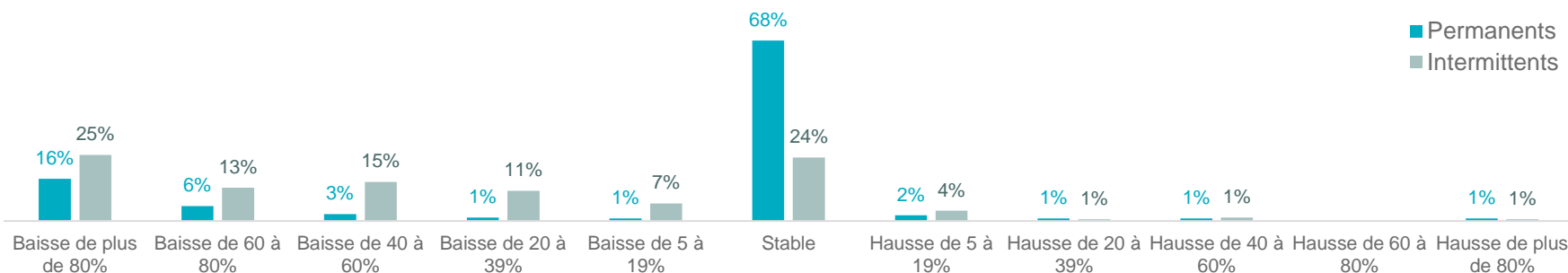
Evolution des recettes des compagnies par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 330 répondants



Evolution des subventions 2020 par rapport à 2019 -201 répondants

45% stable
20% augmentation
35% baisse

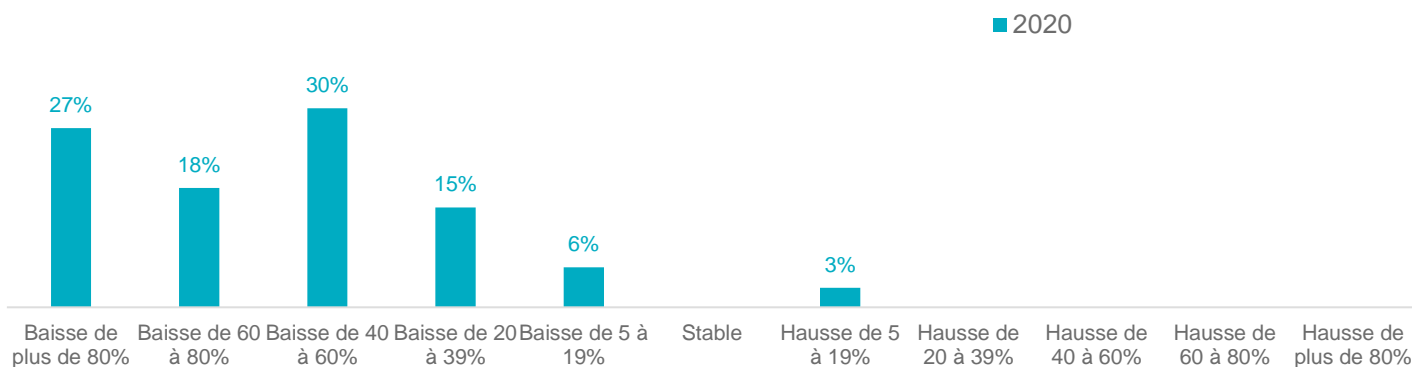
Evolution des effectifs permanents et intermittents des compagnies par rapport à 2019 – Questionnaire structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 233 et 319 répondants



Les impacts sur les groupes et ensembles musicaux

La quasi-totalité (96%) des groupes/ensembles musicaux interrogés ont subi une baisse de recettes en 2020, dont 75% de plus de 80%. Les ¾ ont subi une baisse de leurs effectifs intermittents mais ils sont 70% à avoir conservé leurs effectifs permanents.

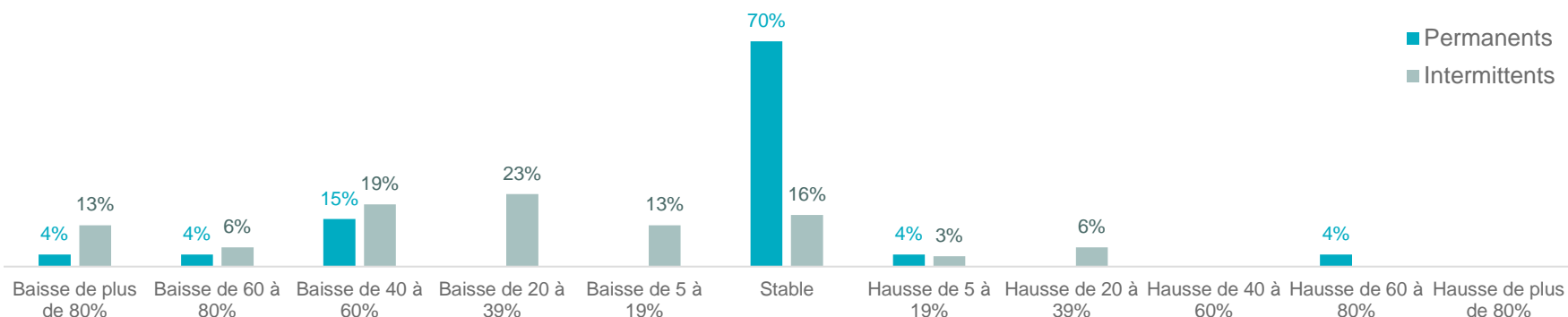
Evolution des recettes des groupes et ensembles musicaux par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 33 répondants



Evolution des subventions 2020 par rapport à 2019 -24 répondants

54% stable
21% augmentation
25% baisse

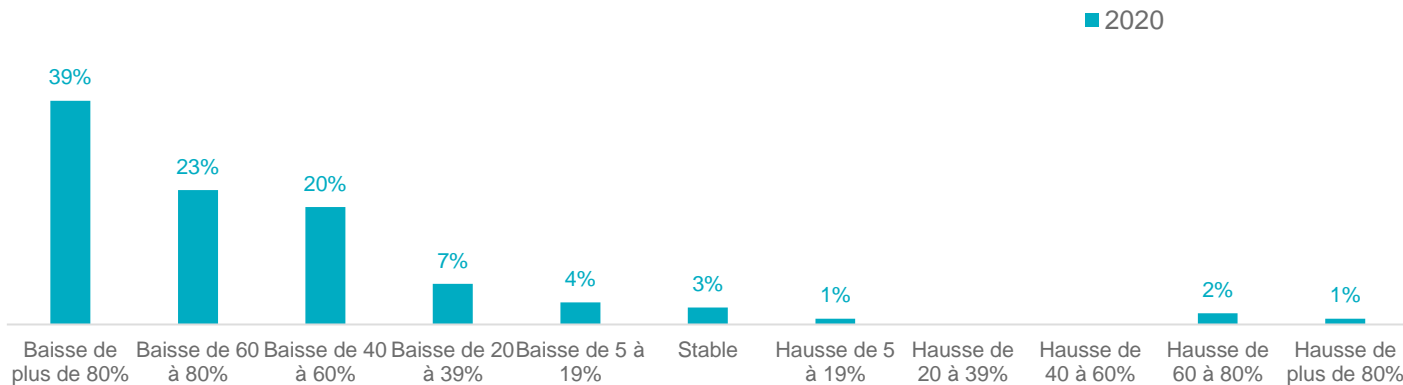
Evolution des effectifs permanents et intermittents des groupes et ensembles musicaux par rapport à 2019 – Questionnaire structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 27 et 31 répondants



Les impacts sur les diffuseurs/tourneurs et les producteurs

39% des diffuseurs tourneurs ont subi plus de 80% de baisse de recettes en 2020 et 82% plus de 40% de baisse. Ils sont 26% à avoir connu une baisse de leurs effectif permanents et 77% une baisse de leurs effectifs intermittents.

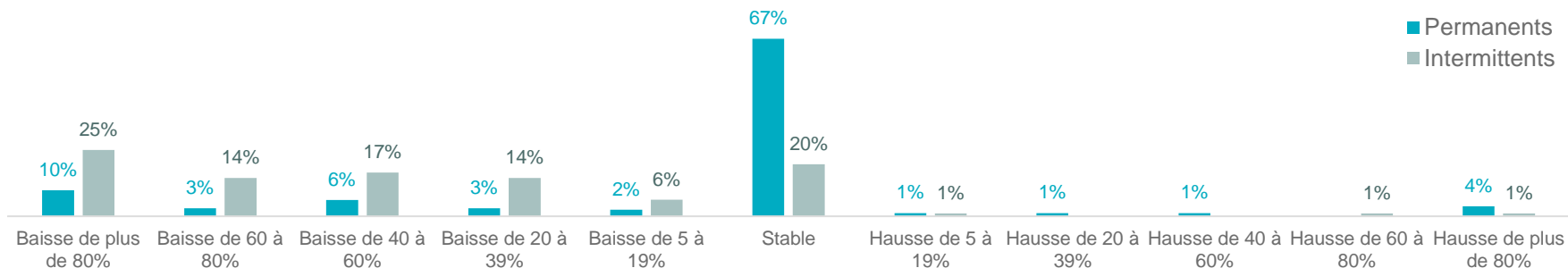
Evolution des recettes des diffuseurs/tourneurs et des producteurs par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 104 répondants



Evolution des subventions 2020 par rapport à 2019 - 42 répondants

26% stable
24% augmentation
50% baisse

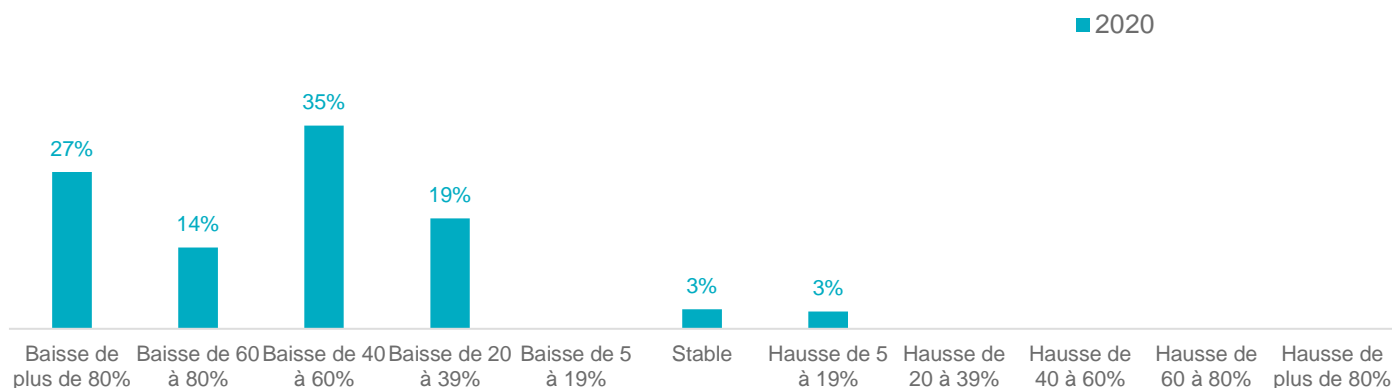
Evolution des effectifs permanents et intermittents des diffuseurs/tourneurs et des producteurs par rapport à 2019 – Questionnaire structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 82 et 97 répondants



Les impacts sur les bureaux de production

27% des bureaux de production ont subi plus de 80% de baisse de recettes en 2020 et 76% plus de 40% de baisse. Ils sont 73% à avoir conservé le même effectif permanent mais 74% à avoir connu une baisse de leurs effectifs intermittents.

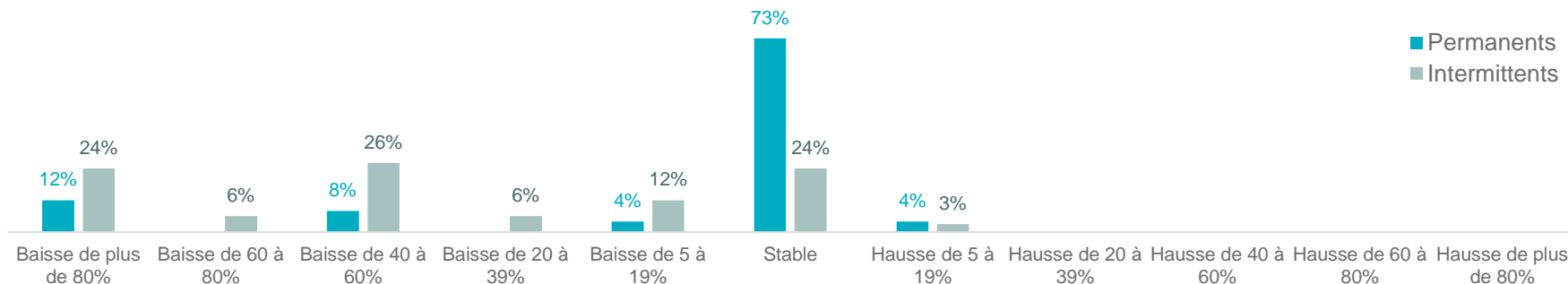
Evolution des recettes des bureaux de production par rapport à 2019 – Enquête structures
KYU/CPNEF-SV/Afdas – 37 répondants



Evolution des subventions 2020 par rapport à 2019 - 12 répondants

17% stable
42% augmentation
42% baisse

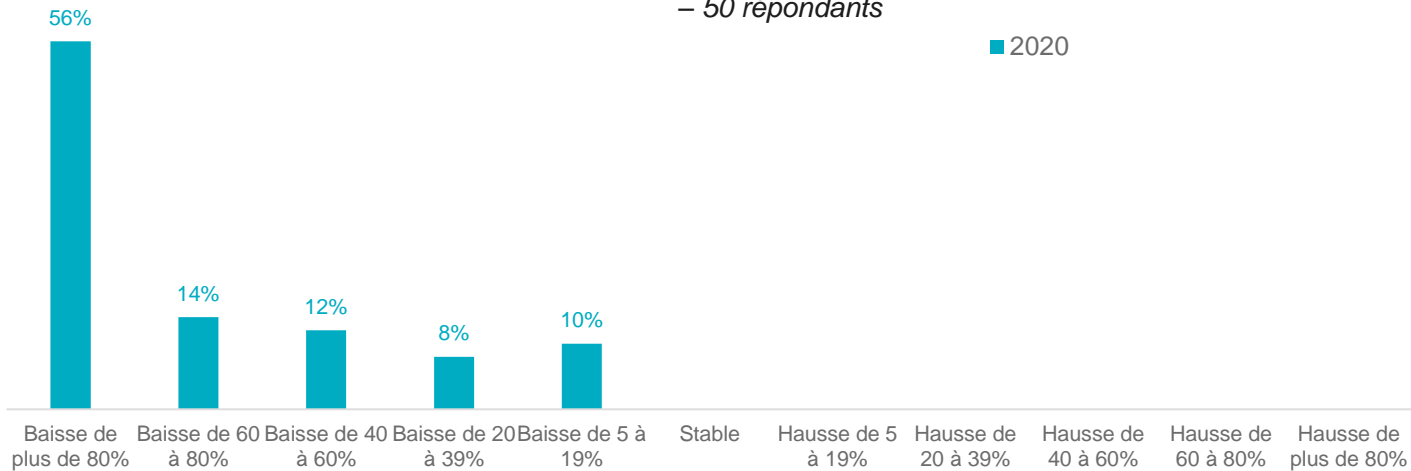
Evolution des effectifs permanents et intermittents des bureaux de production par rapport à 2019 – Questionnaire structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 26 et 34 répondants



Les impacts sur les festivals

Plus de la moitié des festivals a perdu plus de 80% de ses recettes. 61% des festivals interrogés ont subi des baisses de leurs effectifs intermittents mais 65% ont conservé leurs effectifs permanents.

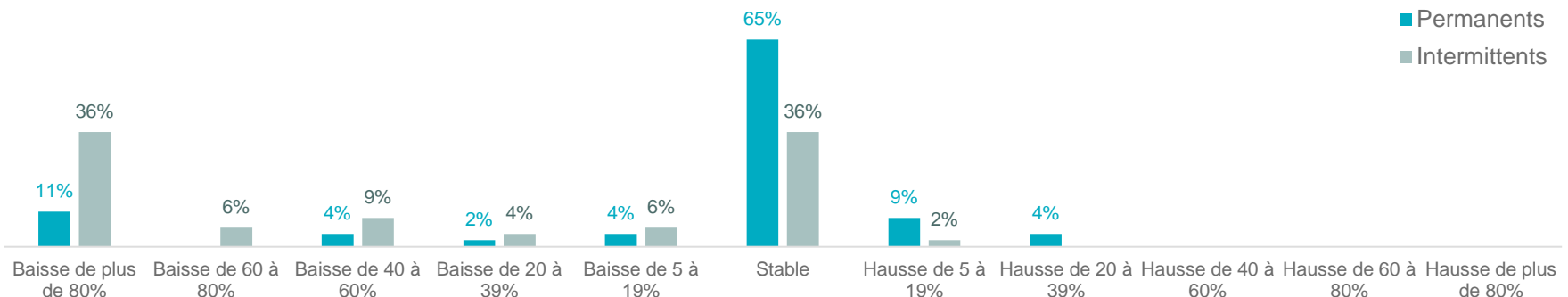
Evolution des recettes des festivals par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 50 répondants



Evolution des subventions 2020 par rapport à 2019 -48 répondants

38% stable
10% augmentation
52% baisse

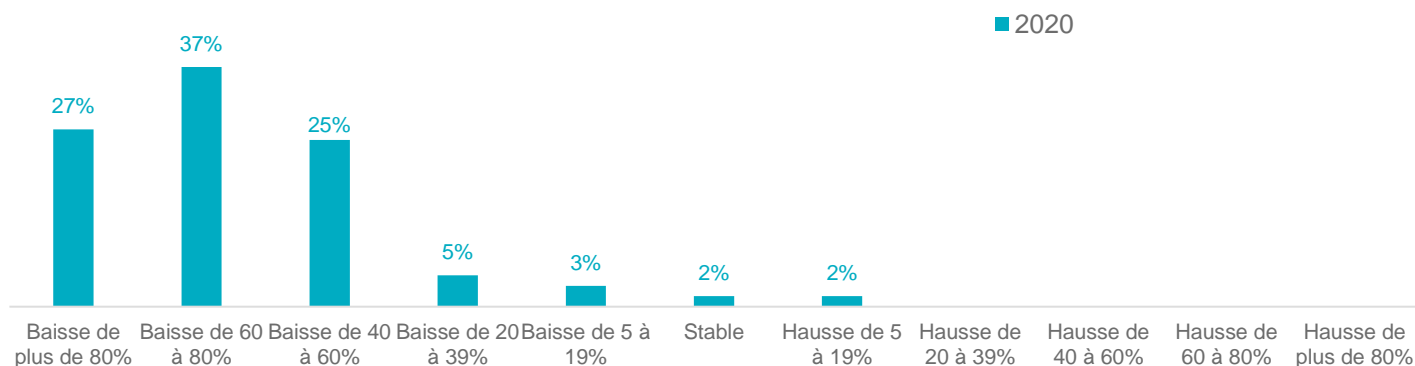
Evolution des effectifs permanents et intermittents des festivals par rapport à 2019 – Questionnaire structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 46 et 47 répondants



Les impacts sur les salles de spectacle hors label

Les salles de spectacle sont 89% à avoir subi des baisses de recettes de plus de 40%. 69% d'entre elles ont également subi une baisse de leurs effectifs intermittents, et 22% une baisse de leurs effectifs permanents.

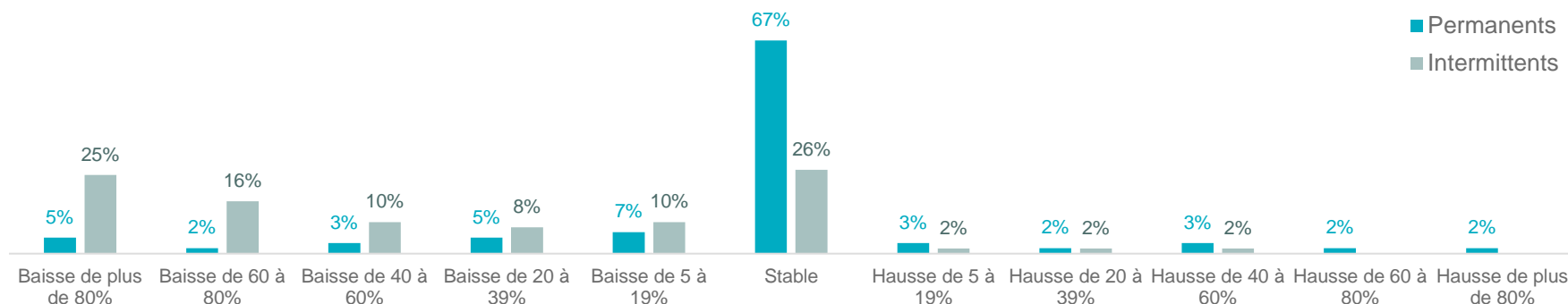
Evolution des recettes des orchestres et opéras par rapport à 2019 – Enquête structures
KYU/CPNEF-SV/Afdas – 63 répondants



Evolution des subventions 2020 par rapport à 2019 -51 répondants

69% stable
19% augmentation
12% baisse

Evolution des effectifs permanents et intermittents des orchestres et opéras par rapport à 2019 – Questionnaire structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 60 et 61 répondants

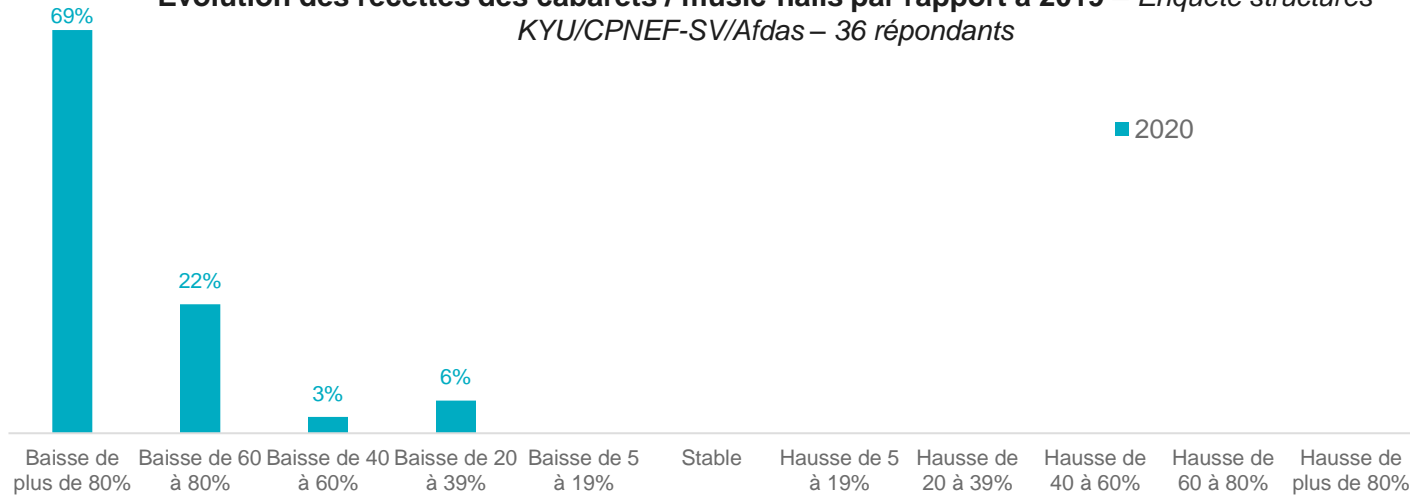


Les impacts sur les cabarets / music-halls

La baisse des recettes est drastique pour les cabarets et music-halls, qui sont 94% à déplorer des pertes de plus de 40%, dont 69% de plus de 80%.

Evolution des recettes des cabarets / music-halls par rapport à 2019 – Enquête structures

KYU/CPNEF-SV/Afdas – 36 répondants

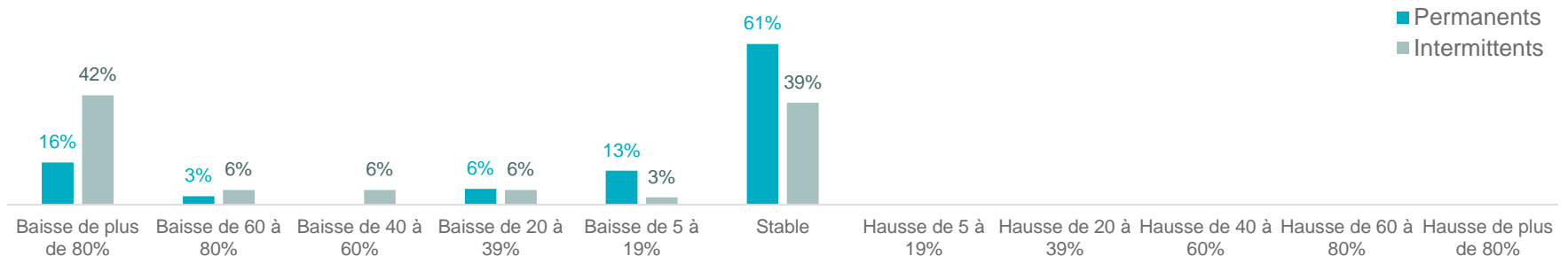


Evolution des subventions 2020 par rapport à 2019 - 13 répondants

15% stable
39% augmentation
46% baisse

Evolution des effectifs permanents et intermittents des cabarets / music-halls par rapport à 2019 – Questionnaire structures KYU/CPNEF-

SV/Afdas – entre 31 et 36 répondants

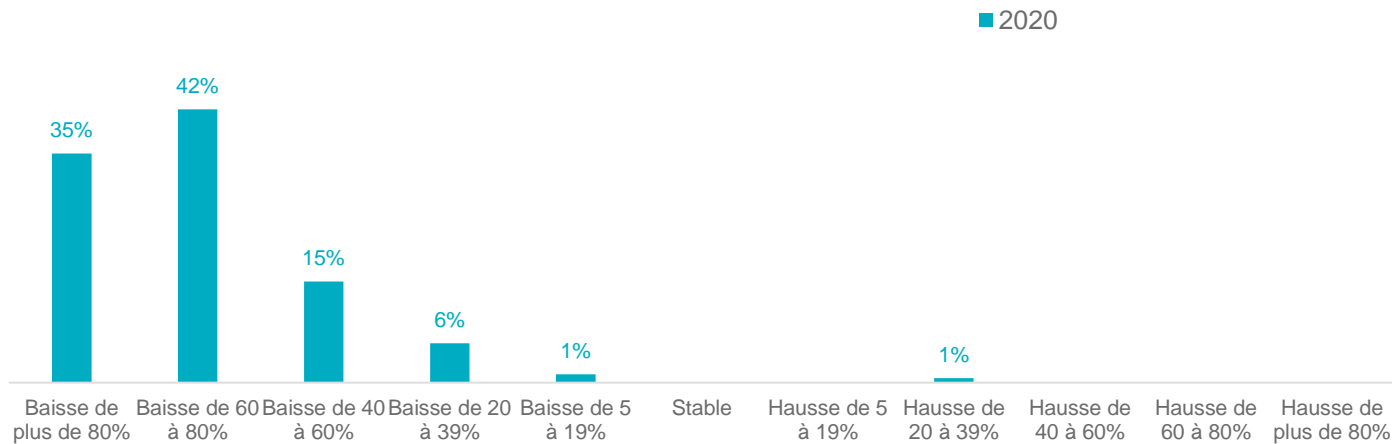


Les impacts sur les entreprises de prestations techniques

Les prestataires techniques sont particulièrement touchés: ils sont plus d'un tiers à connaître plus de 80% de baisse de recettes et 92% plus de 40% de baisse. 86% d'entre eux ont également connu une baisse de leurs effectifs intermittents.

Evolution des recettes des entreprises de prestations techniques par rapport à 2019

Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 149 répondants

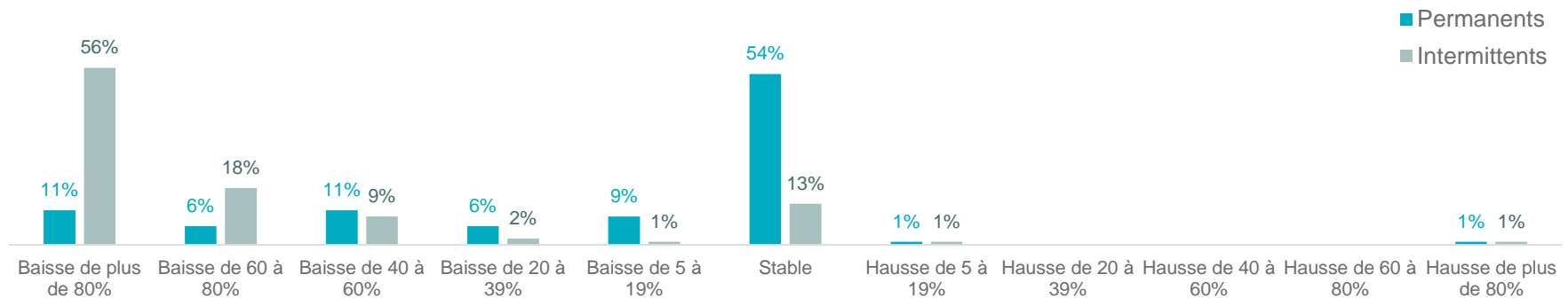


Evolution des subventions 2020 par rapport à 2019 - 14 répondants

43% stable
36% augmentation
21% baisse

Evolution des effectifs permanents et intermittents des entreprises de prestations techniques par rapport à 2019 – Questionnaire structures

KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 141 et 142 répondants





Structures

Le recours aux aides selon le type de structure



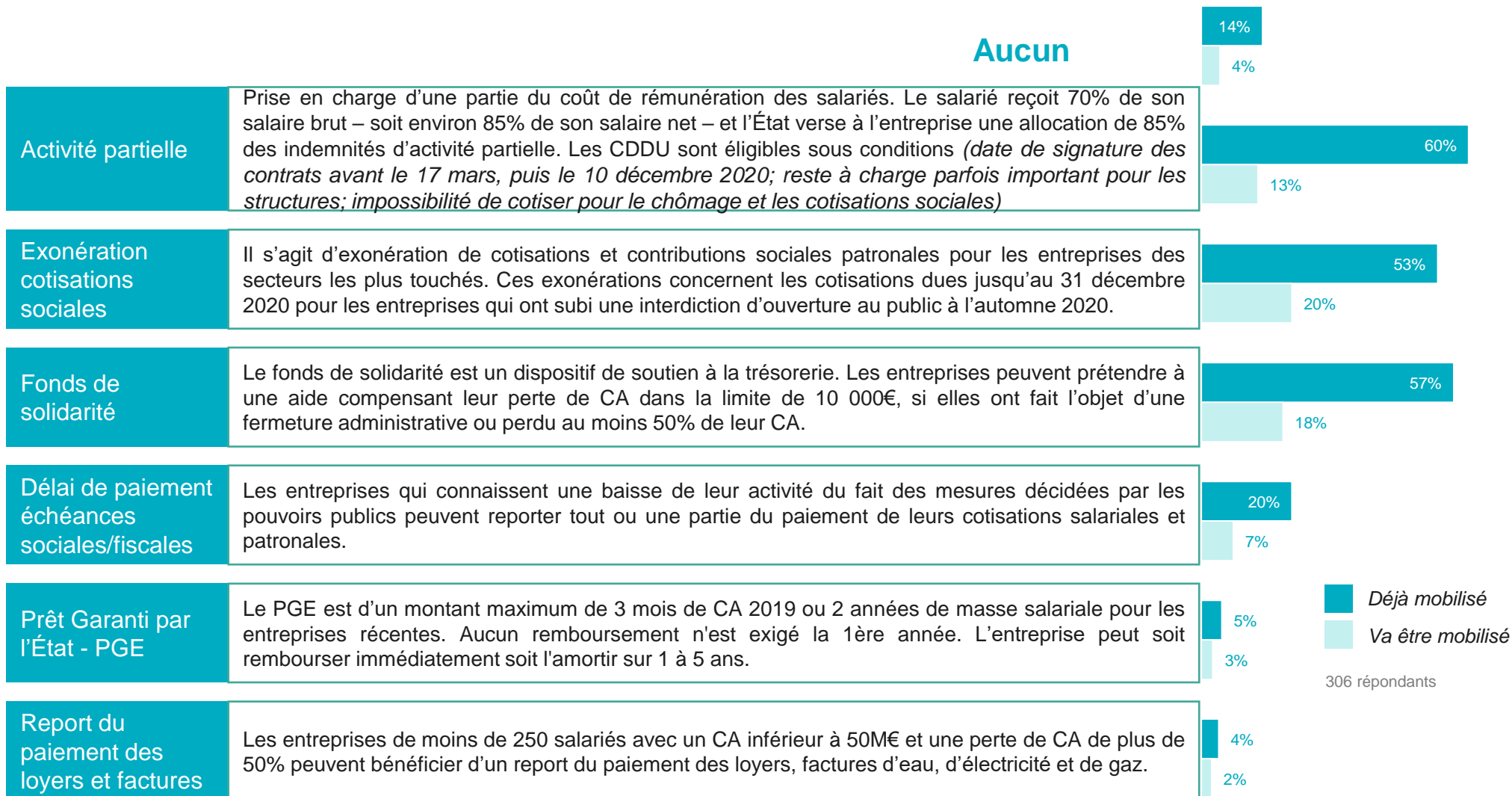
Le recours des compagnies aux dispositifs de soutien généraux 1/2

86% des compagnies interrogées ont mobilisé au moins un dispositif de soutien. Plus de la moitié d'entre elles ont eu recours à l'activité partielle, à l'exonération de cotisations/ contributions sociales et au fonds de solidarité.

Mesure

Description

Structures y ayant recours –
enquête KYU/CPNEF-SV/Afdas

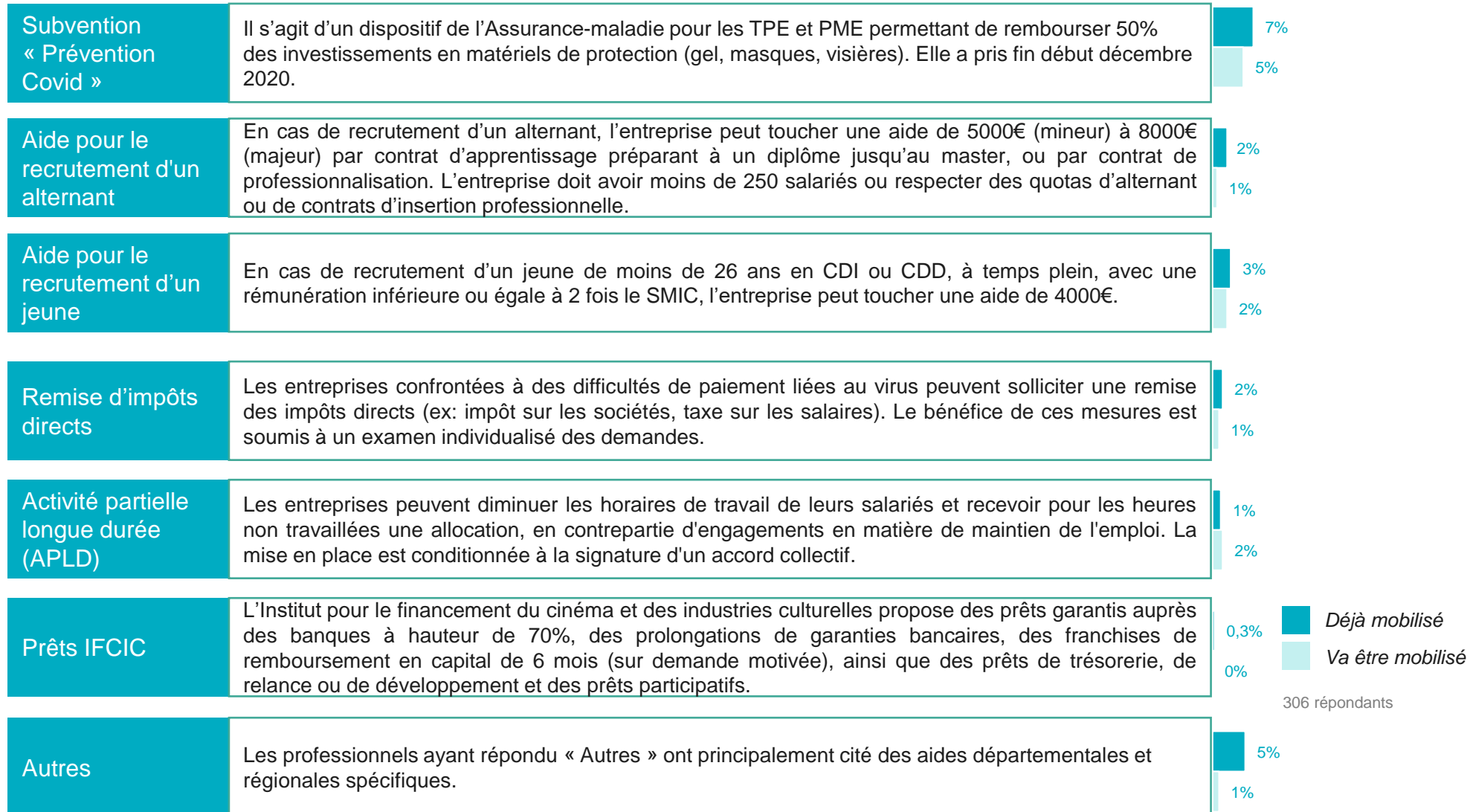


■ Déjà mobilisé
■ Va être mobilisé

306 répondants

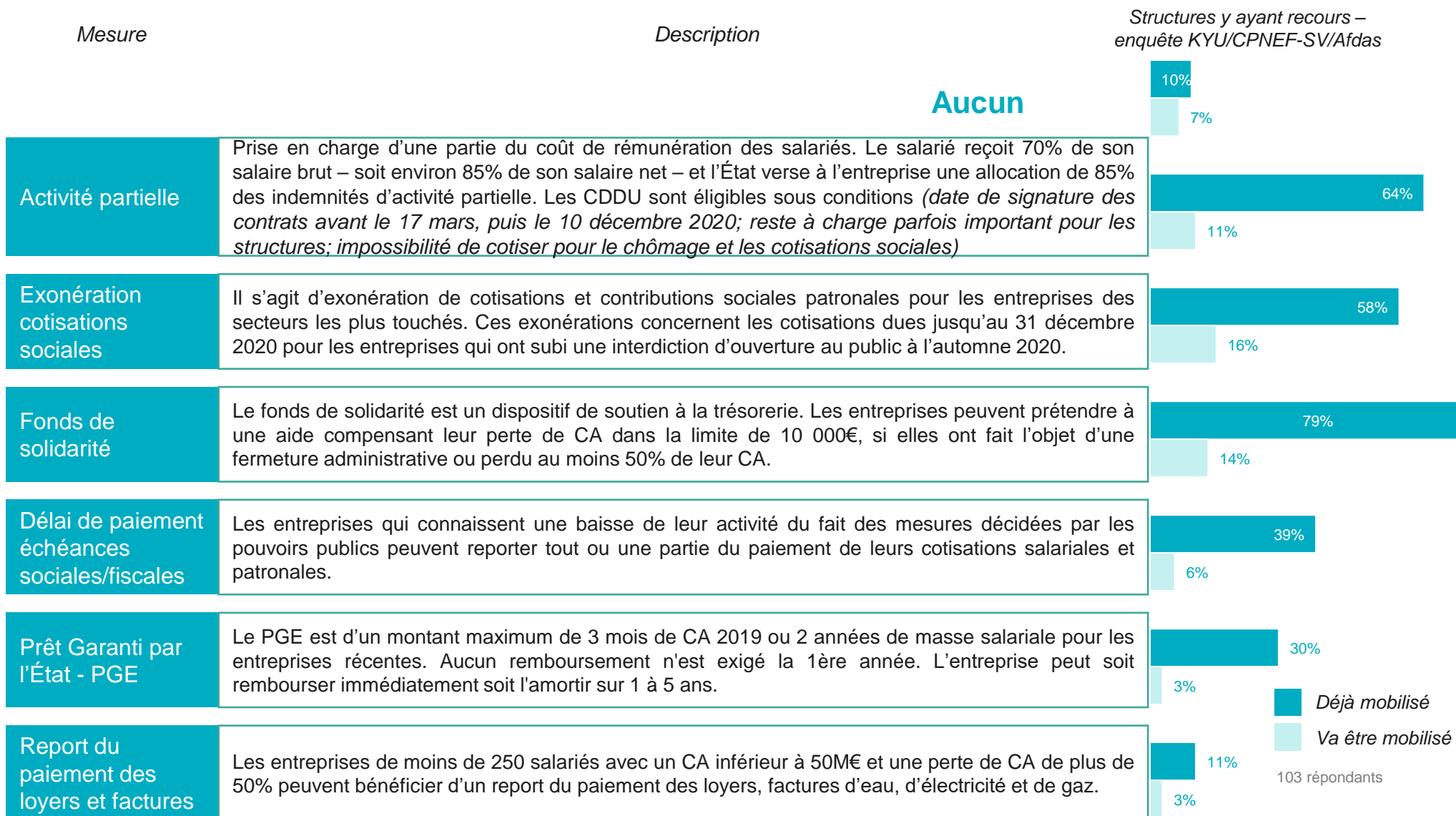
Le recours des compagnies aux dispositifs de soutien généraux 1/2

Les autres dispositifs de soutien ont été peu mobilisés par les compagnies.



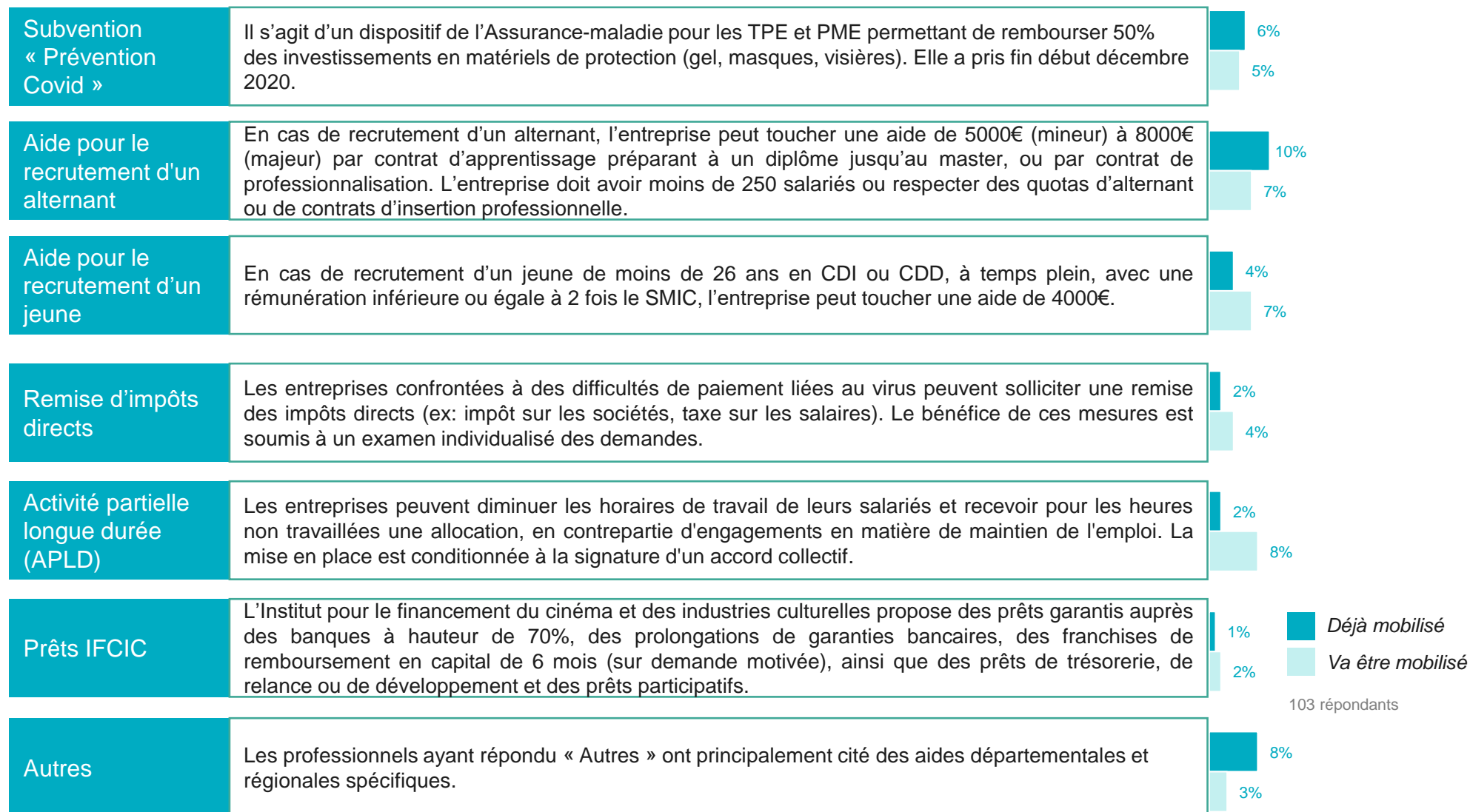
Le recours des diffuseurs/tourneurs et producteurs aux dispositifs de soutien généraux 1/2

Les diffuseurs/tourneurs et producteurs sont nombreux (79%) à avoir eu recours au fonds de solidarité et une part non négligeable d'entre eux (30%) a fait appel à un PGE.



Le recours des diffuseurs/tourneurs et producteurs aux dispositifs de soutien généraux 2/2

Les autres dispositifs de soutien ont été moins mobilisés par les diffuseurs/tourneurs et producteurs. Si seulement 2% ont eu recours à l'APLD en 2020, 8% comptent y avoir recours en 2021.



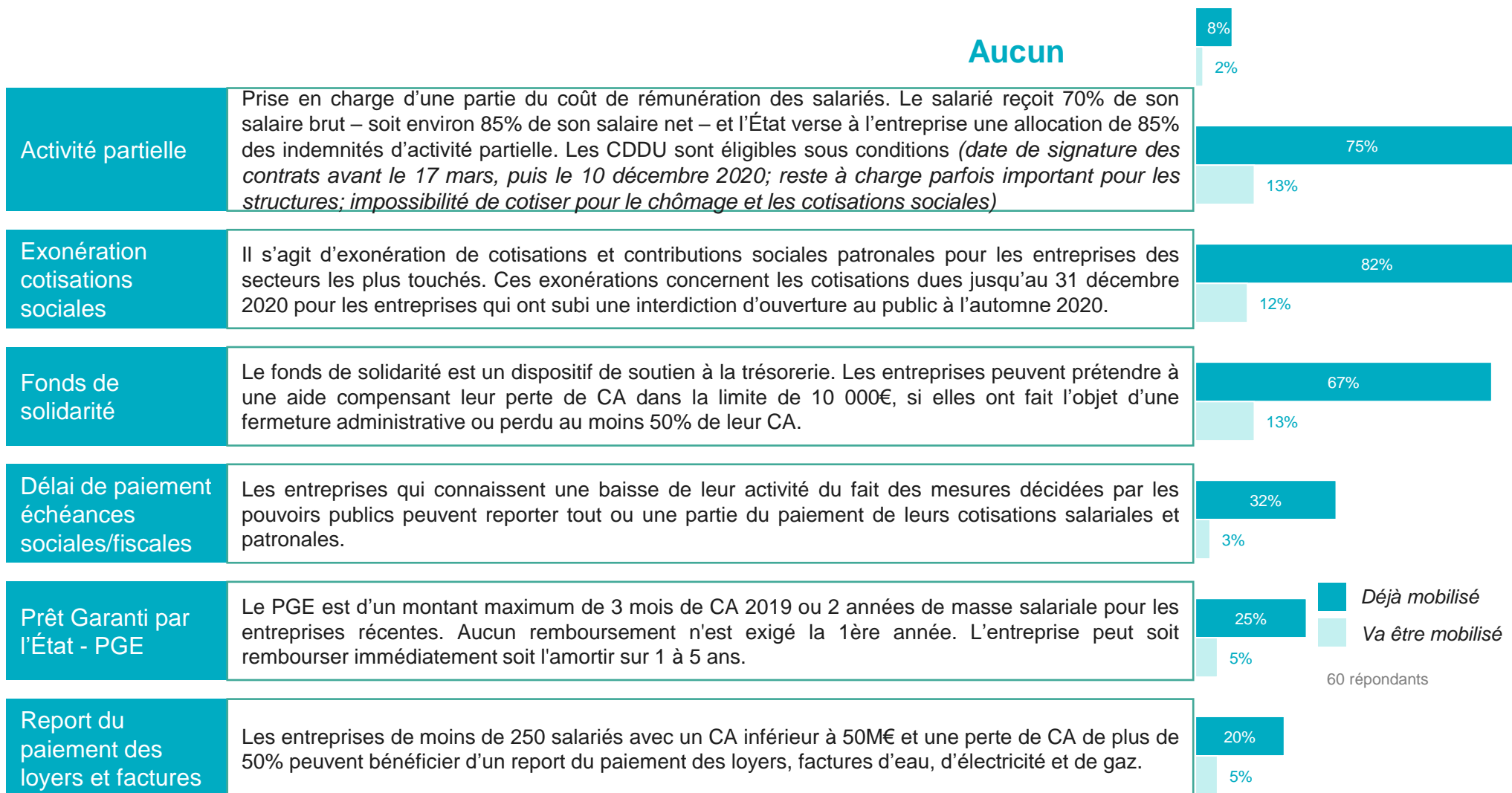
Le recours des salles de spectacle hors label aux dispositifs de soutien généraux 1/2

L'exonération des cotisations sociales, l'activité partielle et le fonds de solidarité ont été fortement mobilisés par les salles de spectacle.

Mesure

Description

Structures y ayant recours –
enquête KYU/CPNEF-SV/Afdas

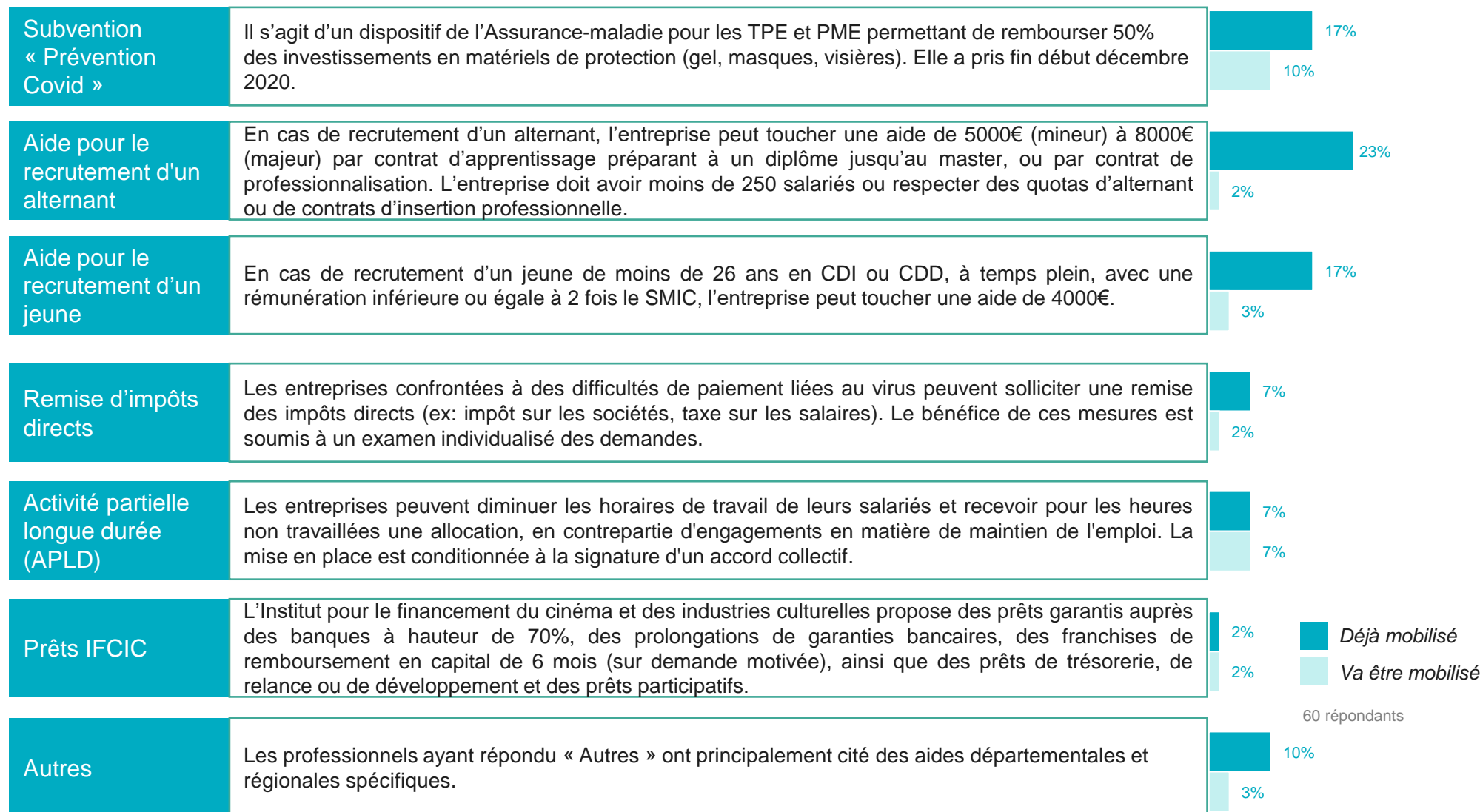


■ **Déjà mobilisé**
■ **Va être mobilisé**

60 répondants

Le recours des salles de spectacle hors label aux dispositifs de soutien généraux 2/2

Les aides au recrutement des jeunes et des alternants, ainsi que la subvention « Prévention Covid » ont été relativement bien mobilisées par les salles de spectacle, en comparaison d'autres structures.



Le recours des entreprises de prestations techniques aux dispositifs de soutien généraux 1/2

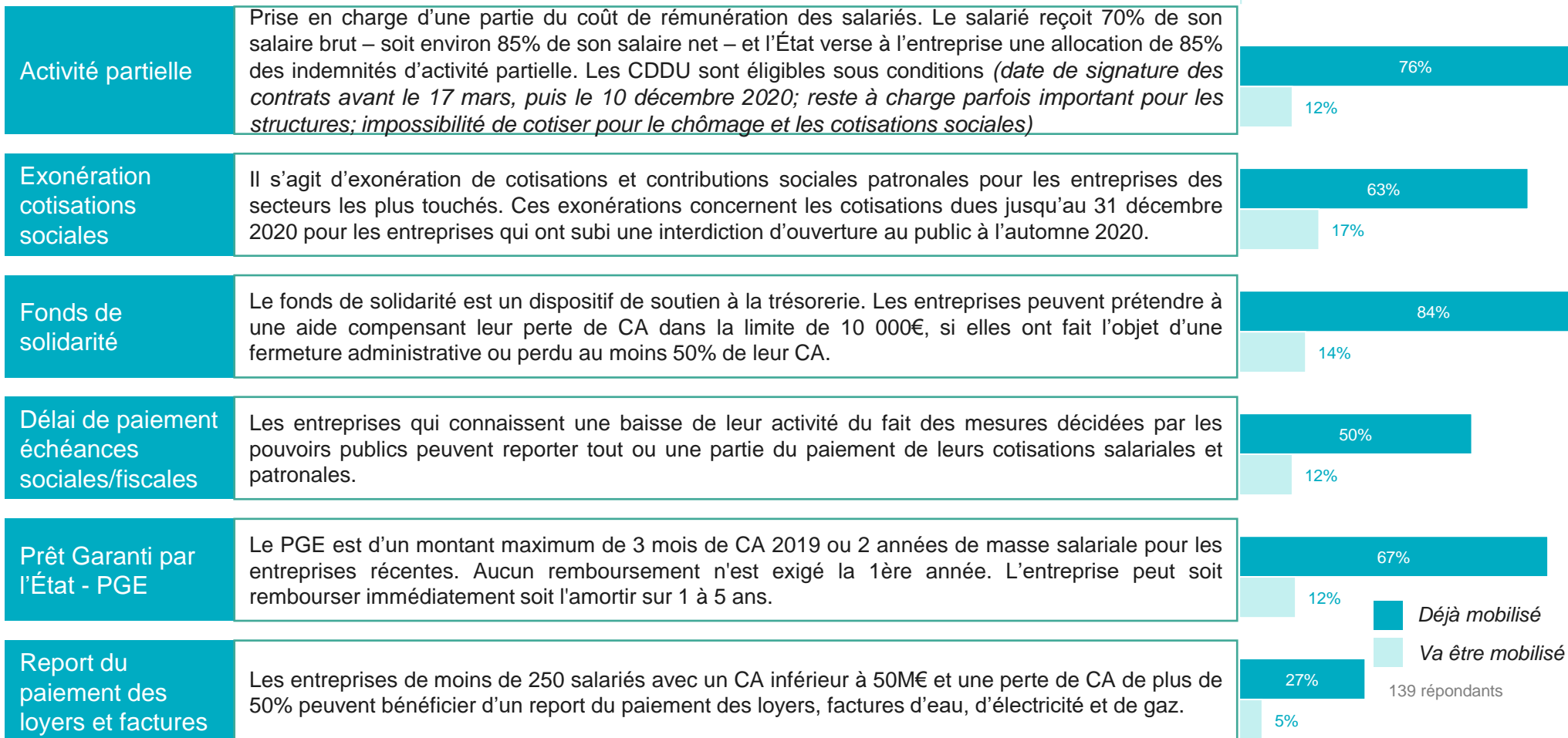
Les prestataires techniques ont fortement mobilisé les dispositifs de soutien généraux: 84% ont eu recours au fonds de solidarité, 76% à l'activité partielle, 67% au PGE et 63% à l'exonération de cotisations sociales.

Mesure

Description

Structures y ayant recours – enquête KYU/CPNEF-SV/Afdas

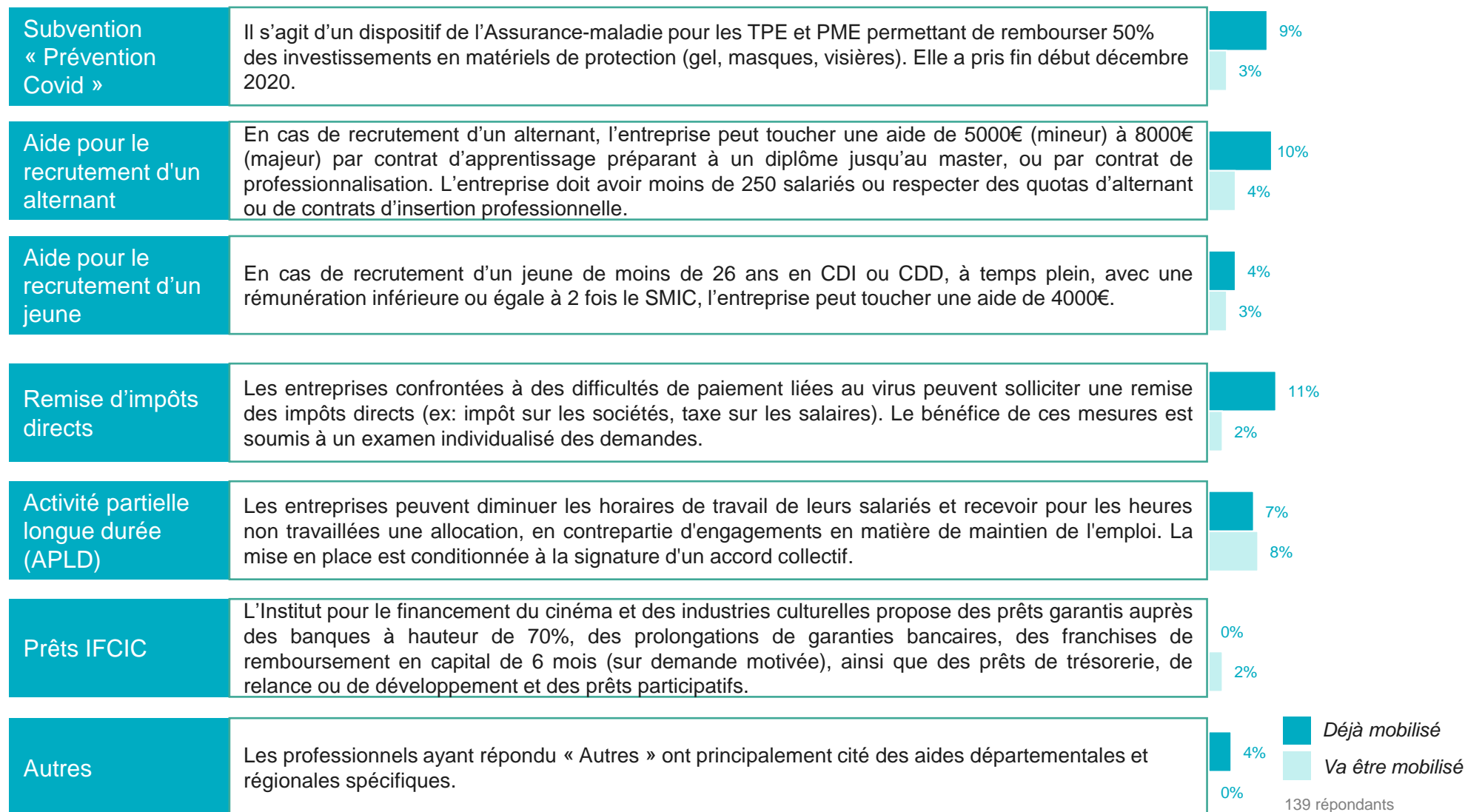
Aucun



139 répondants

Le recours des entreprises de prestations techniques aux dispositifs de soutien généraux 2/2

Les autres dispositifs de soutien généraux ont été moins mobilisés par les prestataires techniques. 11% d'entre eux ont néanmoins eu recours à la remise d'impôts directs.





Structures

Focus par domaine artistique

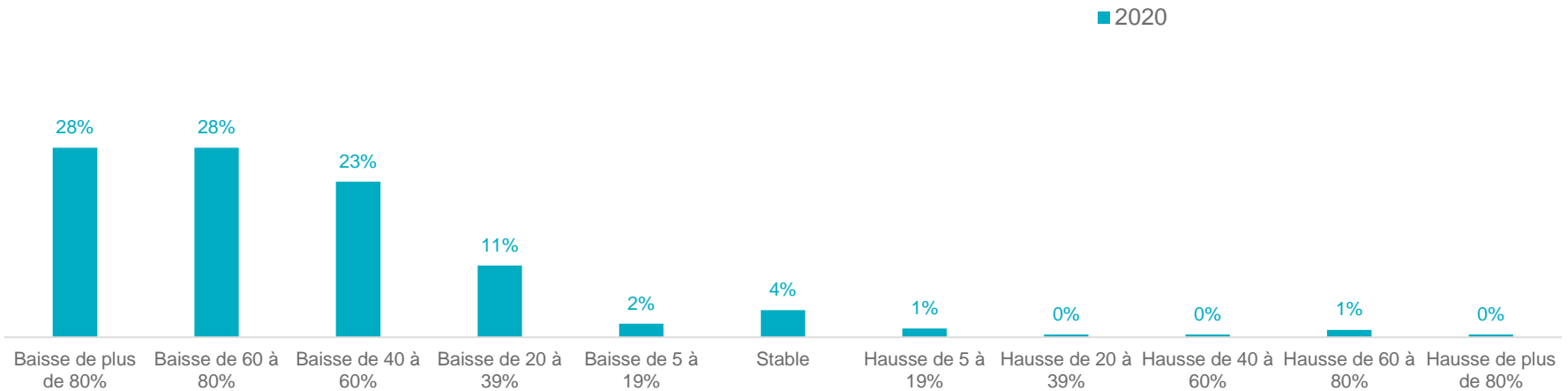


Les impacts sur l'art dramatique, le mime, la marionnette, le conte et l'humour

Les structures du domaine des arts dramatiques sont 56% à avoir subi des baisses de recettes de plus de 60% et 72% à avoir subi une baisse de leurs effectifs intermittents.

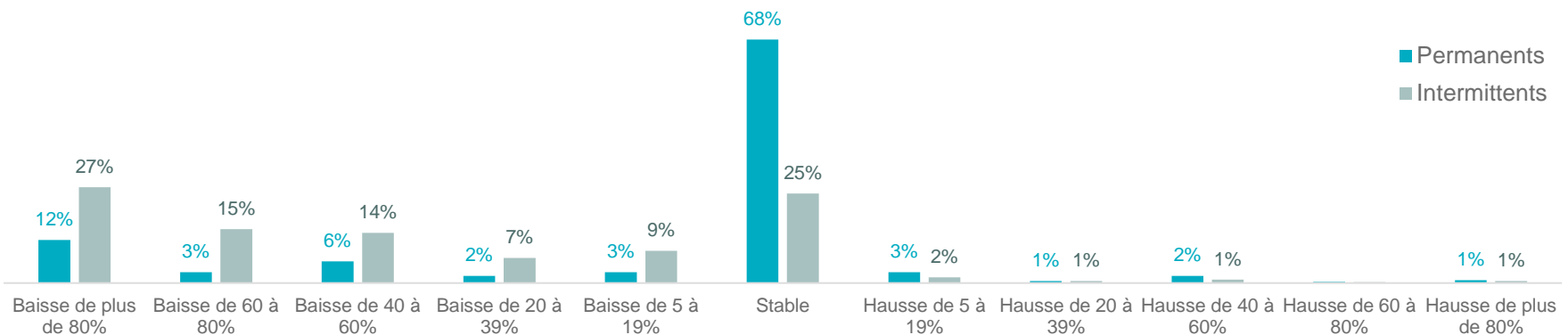
Evolution des recettes des structures du domaine des arts dramatiques par rapport à 2019

Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 464 répondants



Evolution des effectifs permanents et intermittents des structures du domaine des arts dramatiques par rapport à 2019 – Questionnaire

structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 379 et 435 répondants

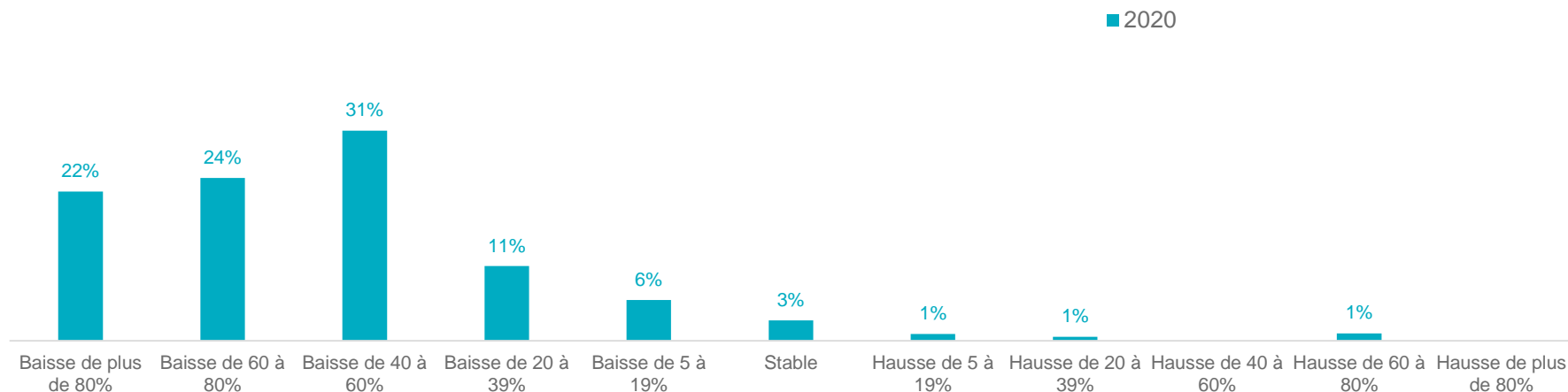


Les impacts sur l'art chorégraphique

Les structures du domaine de l'art chorégraphique sont 46% à avoir subi des baisses de recettes de plus de 60%. Leurs effectifs permanents ont été plutôt bien maintenus en comparaison d'autres domaines artistiques.

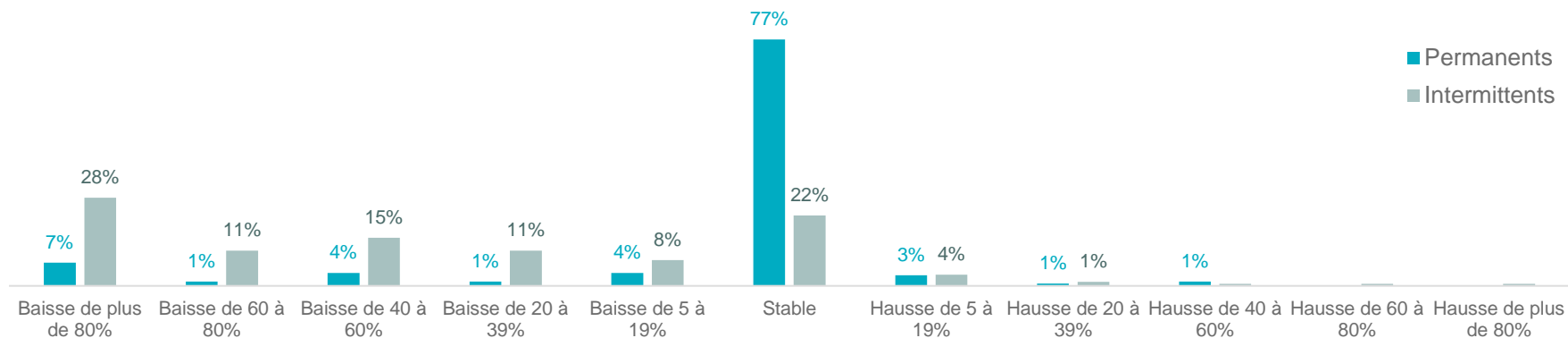
Evolution des recettes des structures du domaine de l'art chorégraphique par rapport à 2019

Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 180 répondants



Evolution des effectifs permanents et intermittents des structures du domaine de l'art chorégraphique par rapport à 2019 – Questionnaire

structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 153 et 170 répondants

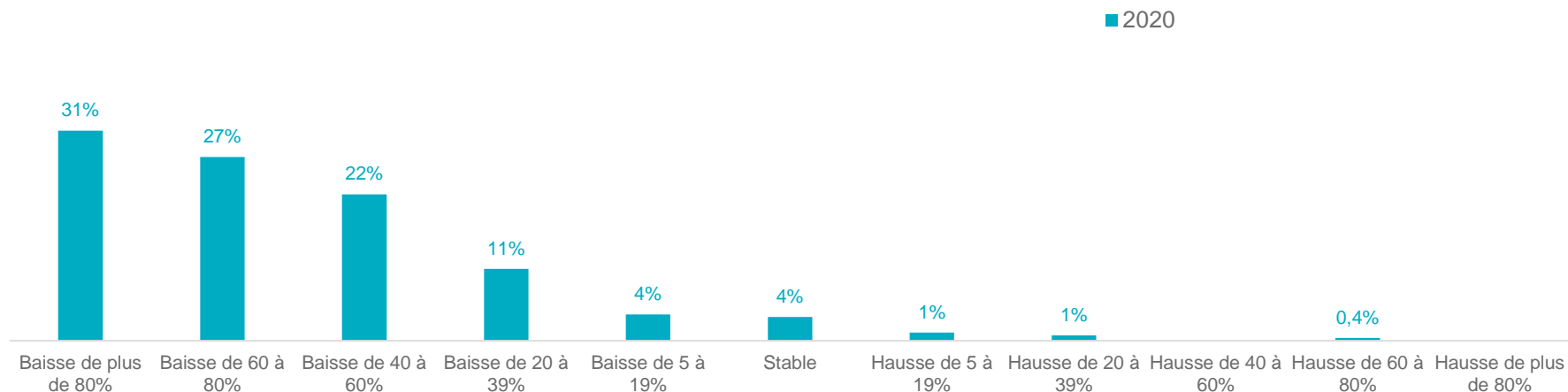


Les impacts sur les arts du cirque

Les structures du domaine des arts du cirque sont 58% à avoir subi des baisses de recettes de plus de 60% et 71% à avoir subi une baisse de leurs effectifs intermittents.

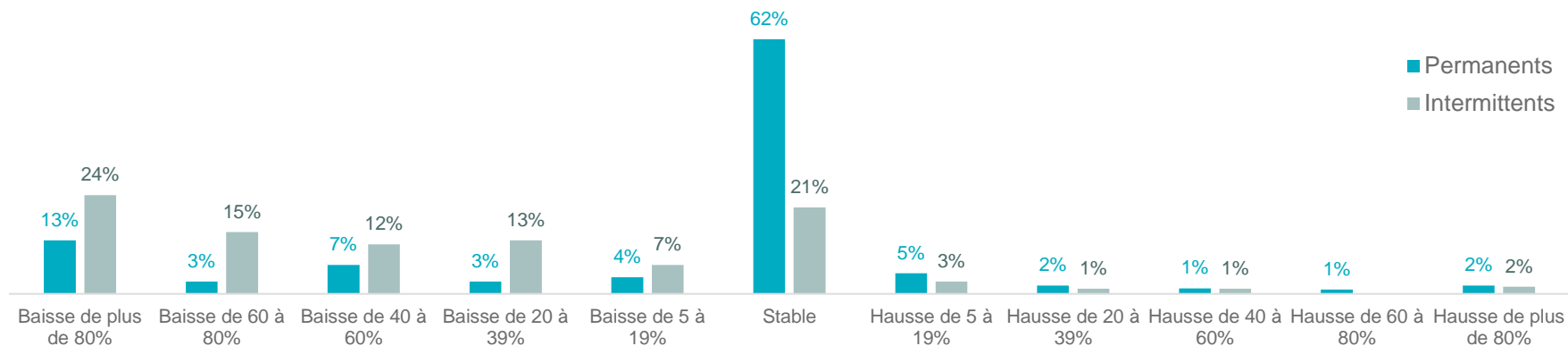
Evolution des recettes des structures du domaine des arts du cirque par rapport à 2019

Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 255 répondants



Evolution des effectifs permanents et intermittents des structures du domaine des arts du cirque par rapport à 2019 – Questionnaire

structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 196 et 242 répondants

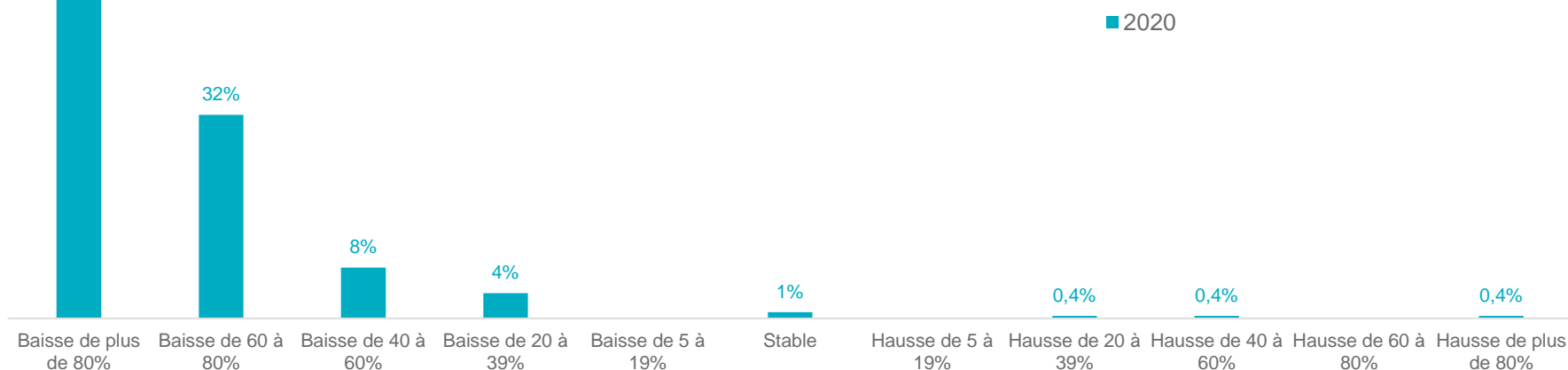


Les impacts sur les cabarets et music-halls

Les cabarets et music-halls ont été fortement impactés: 54% ont subi des baisses de recettes de plus de 80% et 86% des baisses de plus de 60%. Leur baisse d'effectifs intermittents est similaire aux autres domaines artistiques, en revanche ils ont rencontré une baisses de leurs effectifs permanents légèrement plus importante.

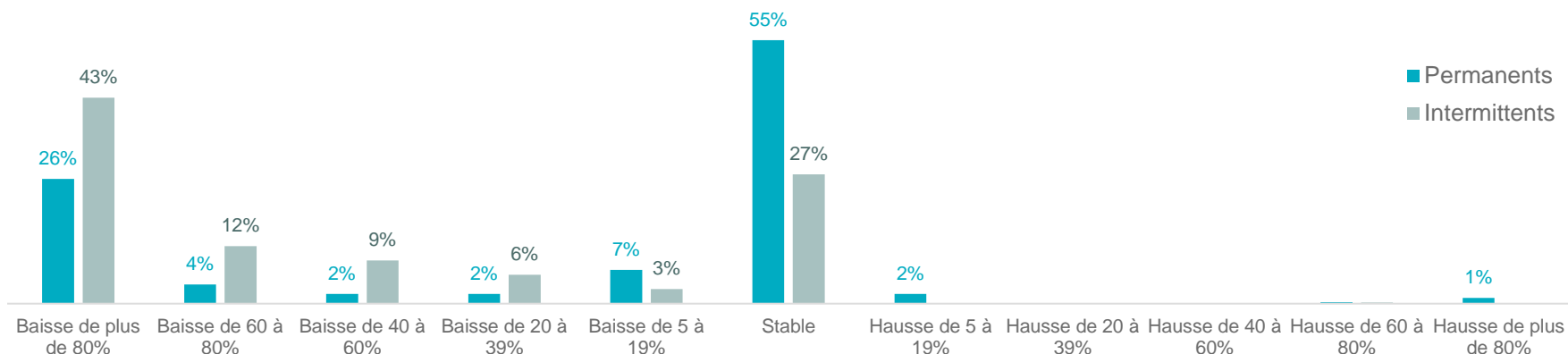
Evolution des recettes des cabarets et music-halls par rapport à 2019

Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 96 répondants



Evolution des effectifs permanents et intermittents des cabarets et music-halls par rapport à 2019 – Questionnaire structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 82 et 90 répondants

entre 82 et 90 répondants

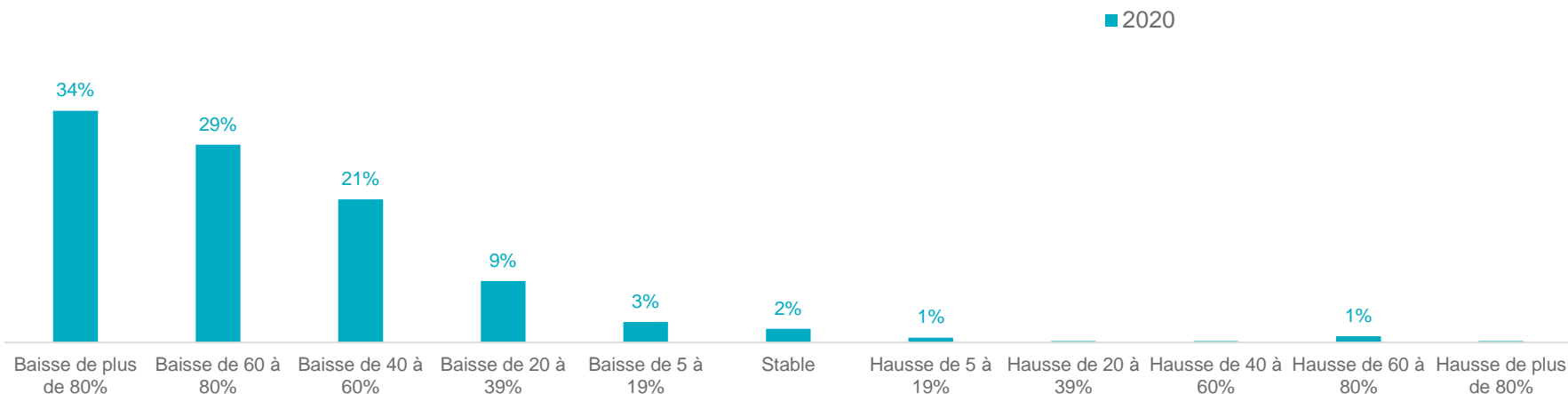


Les impacts sur la musique et le chant

Les structures du domaine de la musique et du chant sont 63% à avoir subi des baisses de recettes de plus de 60% et 76% à avoir subi une baisse de leurs effectifs intermittents.

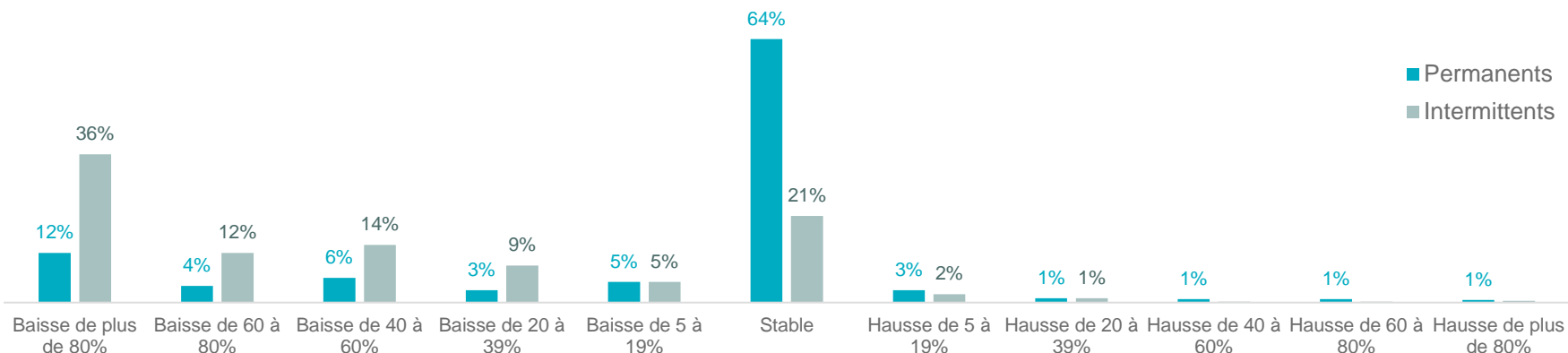
Evolution des recettes des structures du domaine de la musique et du chant par rapport à 2019

Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 577 répondants



Evolution des effectifs permanents et intermittents des structures du domaine de la musique et du chant par rapport à 2019 – Questionnaire

structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – entre 497 et 545 répondants





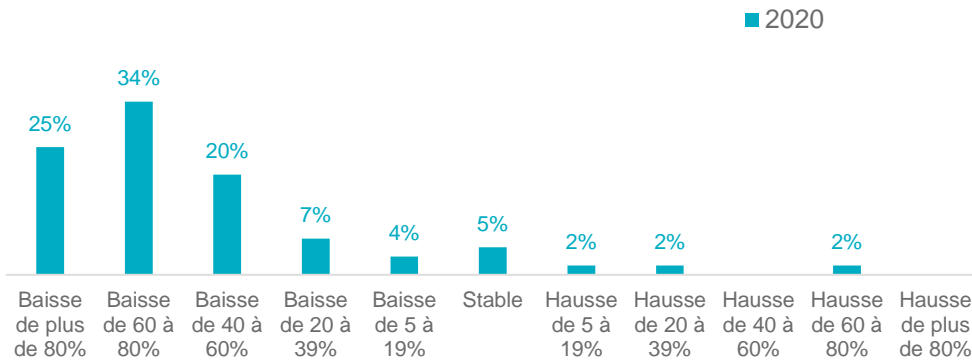
Croisements par type de structures et domaines artistiques



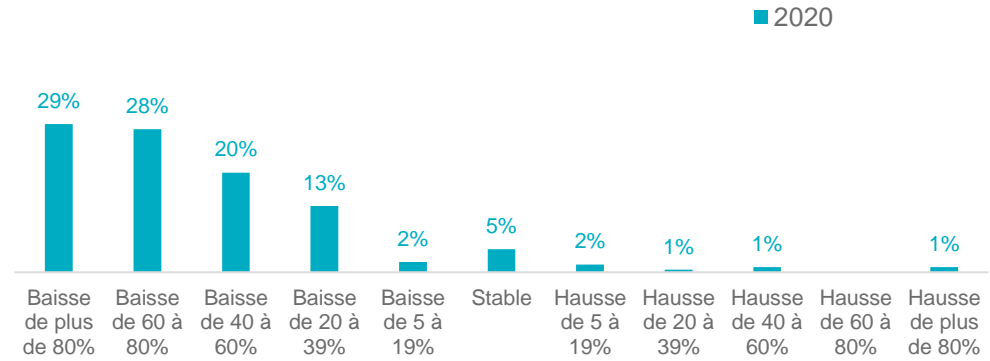
Les impacts sur les compagnies selon le domaine artistique

Les impacts sur les recettes des compagnies ont été drastiques pour l'ensemble des domaines artistiques, avec des pertes de recettes de plus de 40% pour 71% des compagnies d'art du cirque et 79% des compagnies de musique et chant.

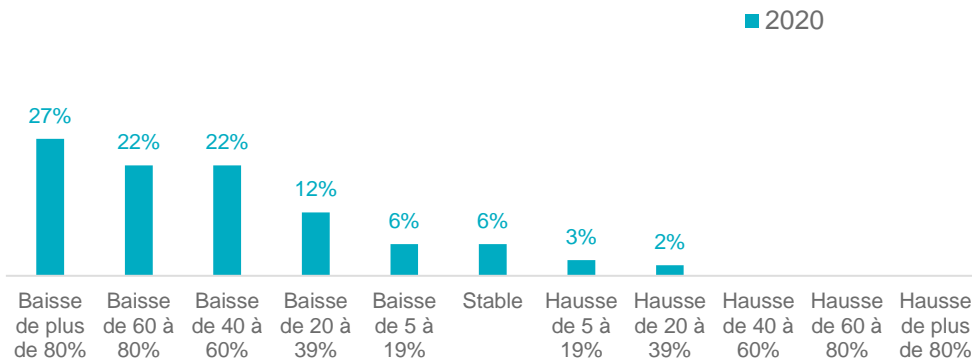
Evolution des recettes des compagnies de musique et de chant par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 56 répondants



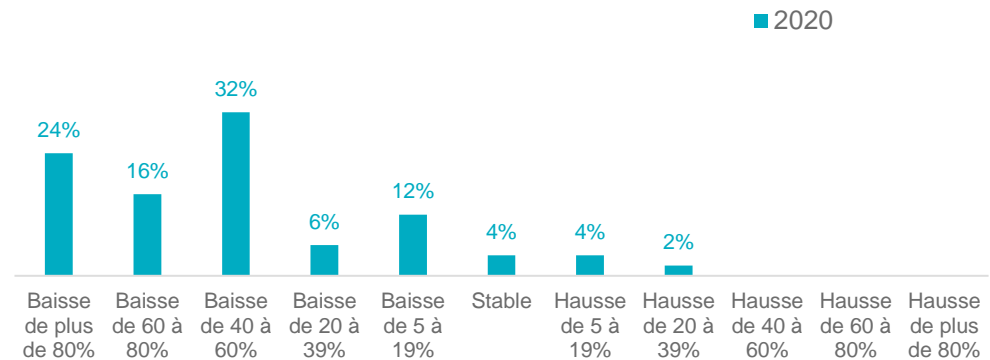
Evolution des recettes des compagnies d'art dramatique par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 200 répondants



Evolution des recettes des compagnies d'arts du cirque par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 97 répondants



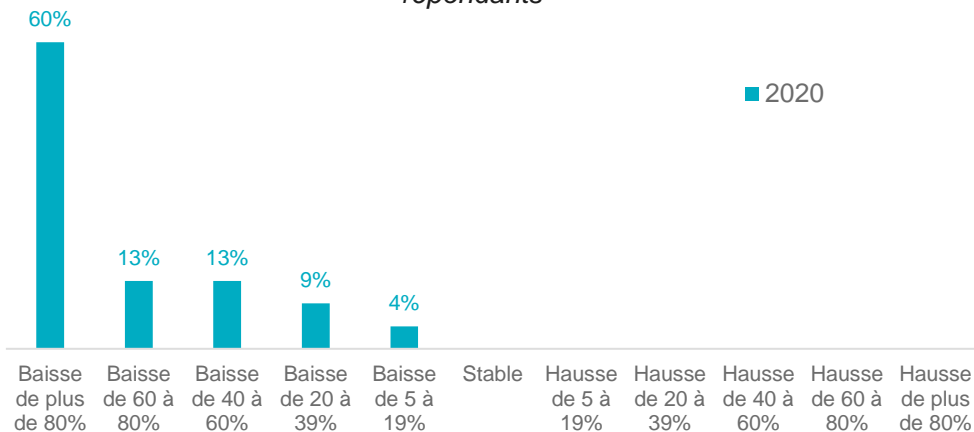
Evolution des recettes des compagnies d'art chorégraphique par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 50 répondants



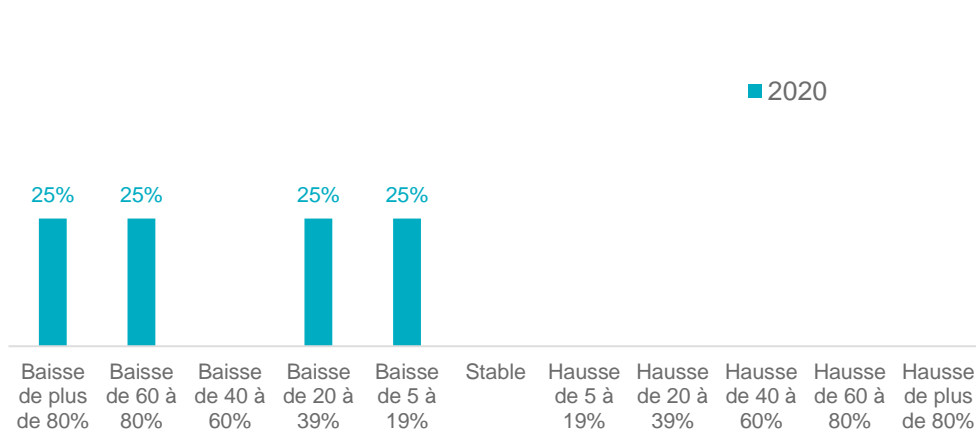
Les impacts sur les festivals selon le domaine artistique

Les festivals de la musique et du chant et des arts du cirque sont plus de 60% à avoir subi des baisses de recettes de plus de 80%.

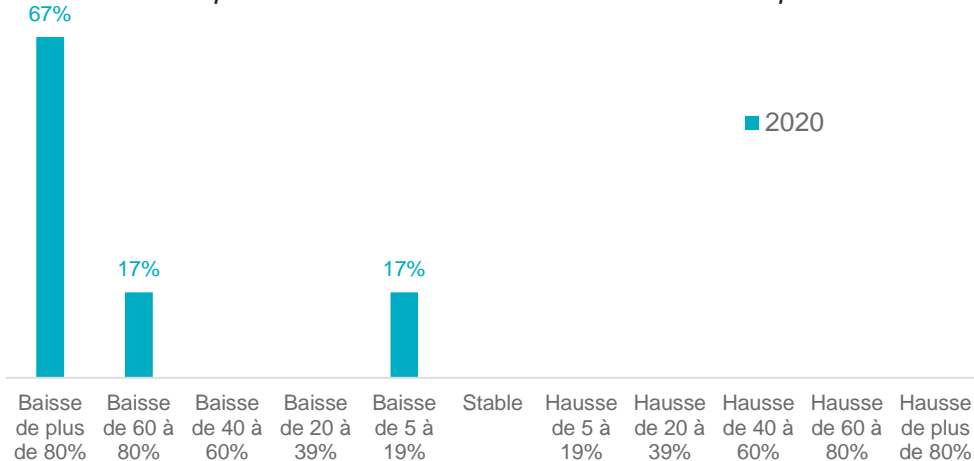
Evolution des recettes des festivals de musique et de chant par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 45 répondants



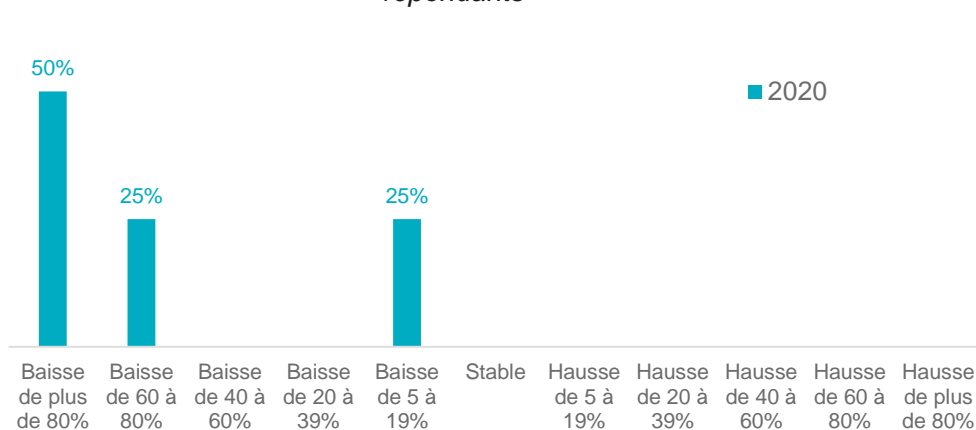
Evolution des recettes des festivals d'arts dramatique par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 4 répondants



Evolution des recettes des festivals d'arts du cirque par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 6 répondants



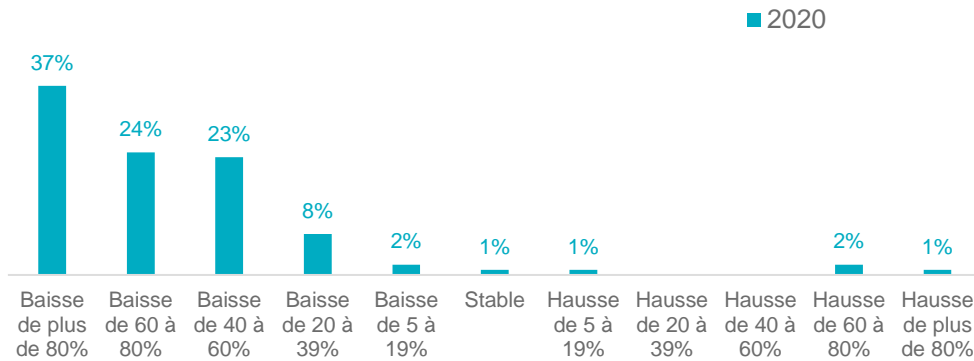
Evolution des recettes des festivals d'art chorégraphique par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 4 répondants



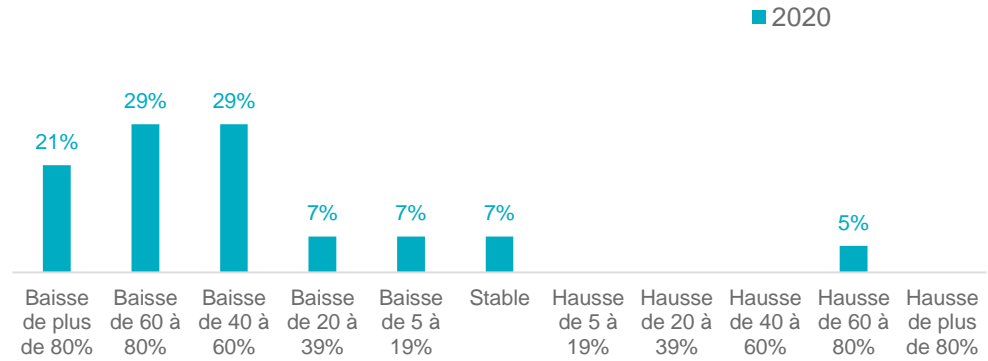
Les impacts sur les diffuseurs/tourneurs et producteurs selon le domaine artistique

La majorité des diffuseurs/tourneurs et producteurs de toutes disciplines artistiques a fait part de baisses de recettes de plus de 60% : 50% des structures des arts chorégraphique et dramatiques, 61% de la musique et du chant et 76% des arts du cirque.

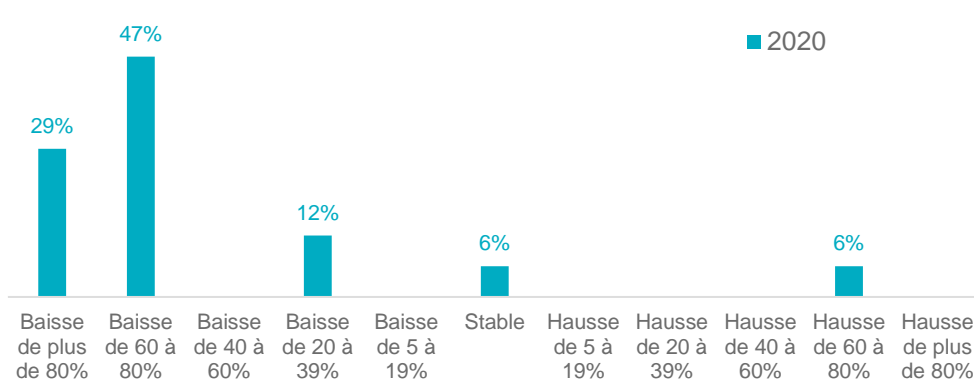
Evolution des recettes des diffuseurs/tourneurs et producteurs de la musique et du chant par rapport à 2019 – Enquête structures
KYU/CPNEF-SV/Afdas – 84 répondants



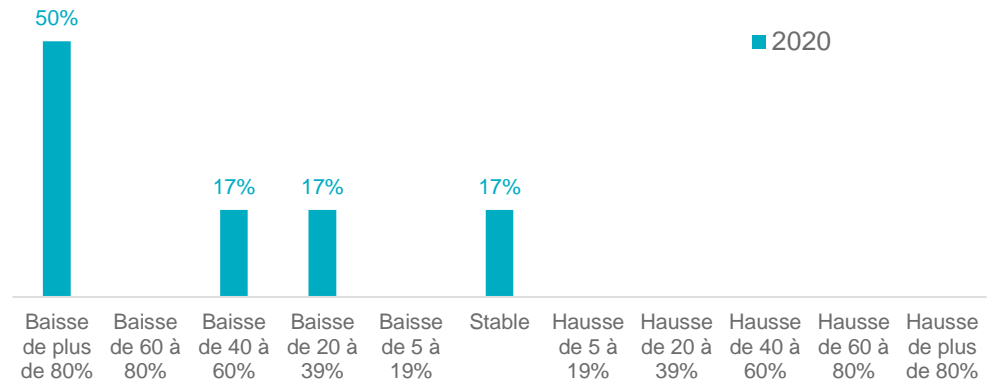
Evolution des recettes des diffuseurs/tourneurs et producteurs des arts dramatiques par rapport à 2019 – Enquête structures
KYU/CPNEF-SV/Afdas – 14 répondants



Evolution des recettes des diffuseurs/tourneurs et producteurs des arts du cirque par rapport à 2019 – Enquête structures
KYU/CPNEF-SV/Afdas – 17 répondants



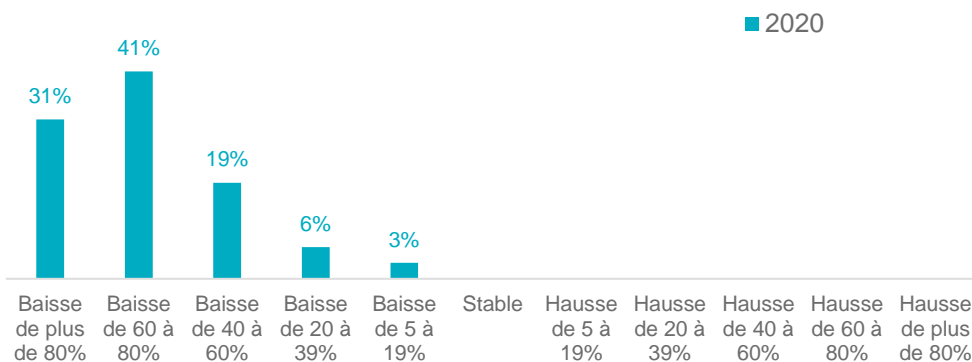
Evolution des recettes des diffuseurs/tourneurs et producteurs des arts chorégraphiques par rapport à 2019 – Enquête structures
KYU/CPNEF-SV/Afdas – 6 répondants



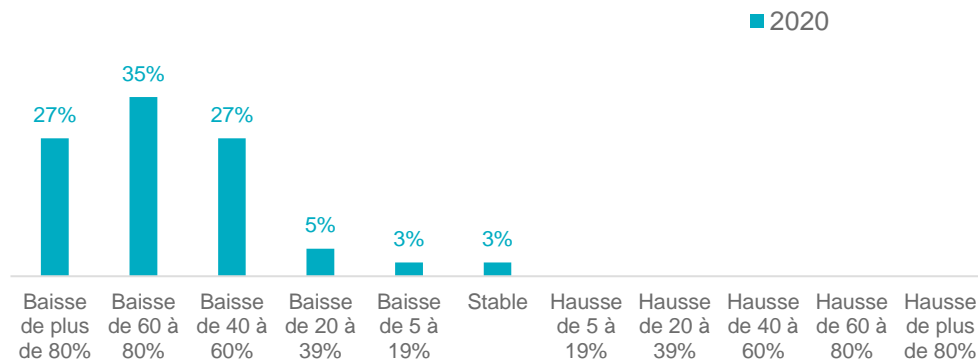
Les impacts sur les salles de spectacle hors label selon le domaine artistique

Les salles de spectacle de la musique et du chant et des arts dramatiques sont respectivement 72 et 62% à avoir subi des pertes de recettes de plus de 60%.

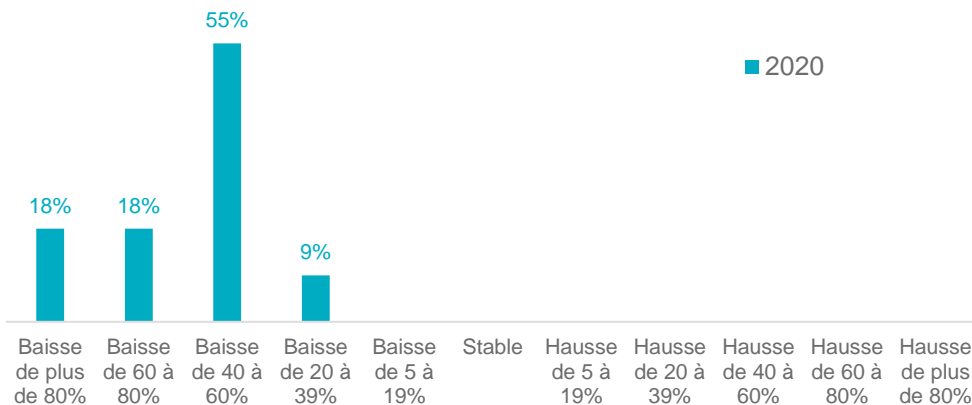
Evolution des recettes des salles de spectacle hors label de la musique et du chant par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 32 répondants



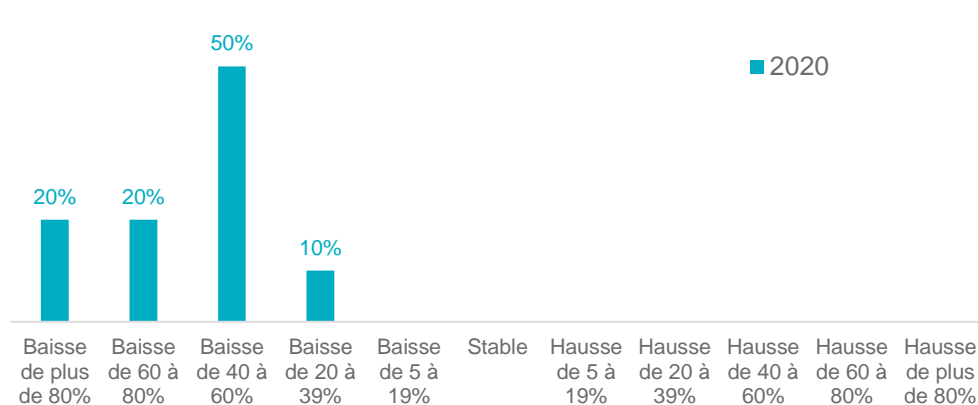
Evolution des recettes des salles de spectacle hors label des arts dramatiques par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 37 répondants



Evolution des recettes des salles de spectacle hors label des arts du cirque par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 11 répondants



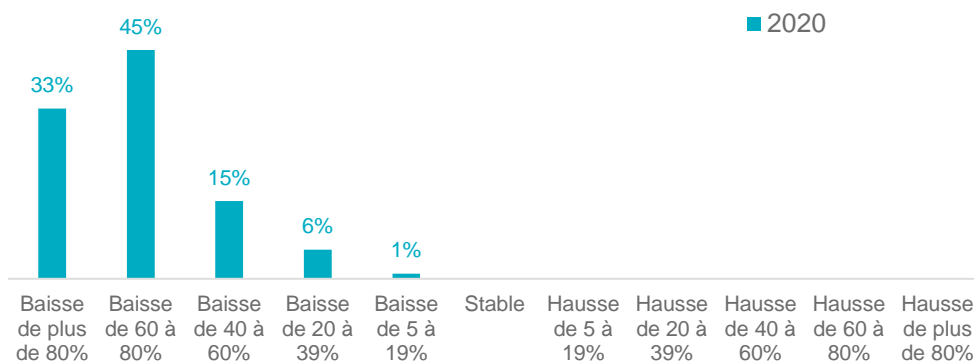
Evolution des recettes des salles de spectacle hors label des arts chorégraphiques par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 10 répondants



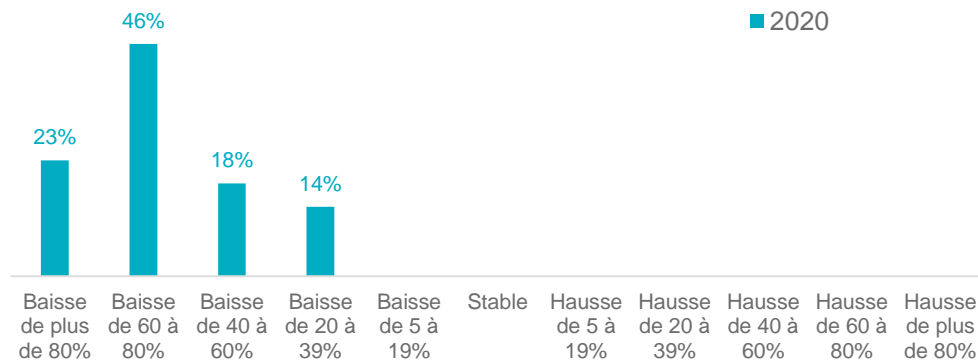
Les impacts sur les entreprises de prestations techniques selon le domaine artistique

Les prestataires techniques des domaines de la musique et du chant et des arts du cirque ont été particulièrement impactés, avec 78% d'entre eux ayant subi des baisses de recettes de plus de 60%

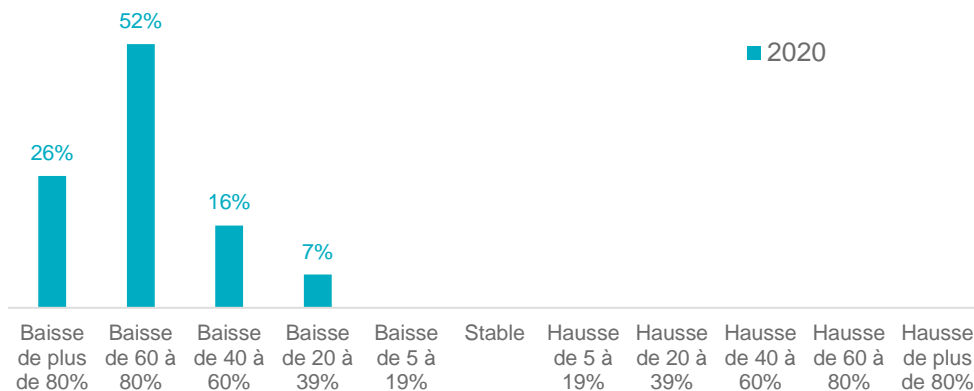
Evolution des recettes des prestataires techniques de la musique et du chant par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 105 répondants



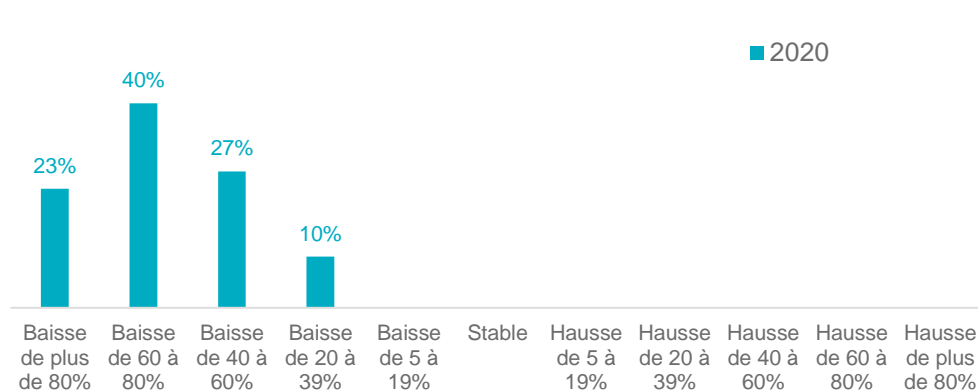
Evolution des recettes des prestataires techniques des arts dramatiques par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 22 répondants



Evolution des recettes des prestataires techniques des arts du cirque par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 31 répondants



Evolution des recettes des prestataires techniques des arts chorégraphiques par rapport à 2019 – Enquête structures KYU/CPNEF-SV/Afdas – 30 répondants





Professionnels

Focus par métier

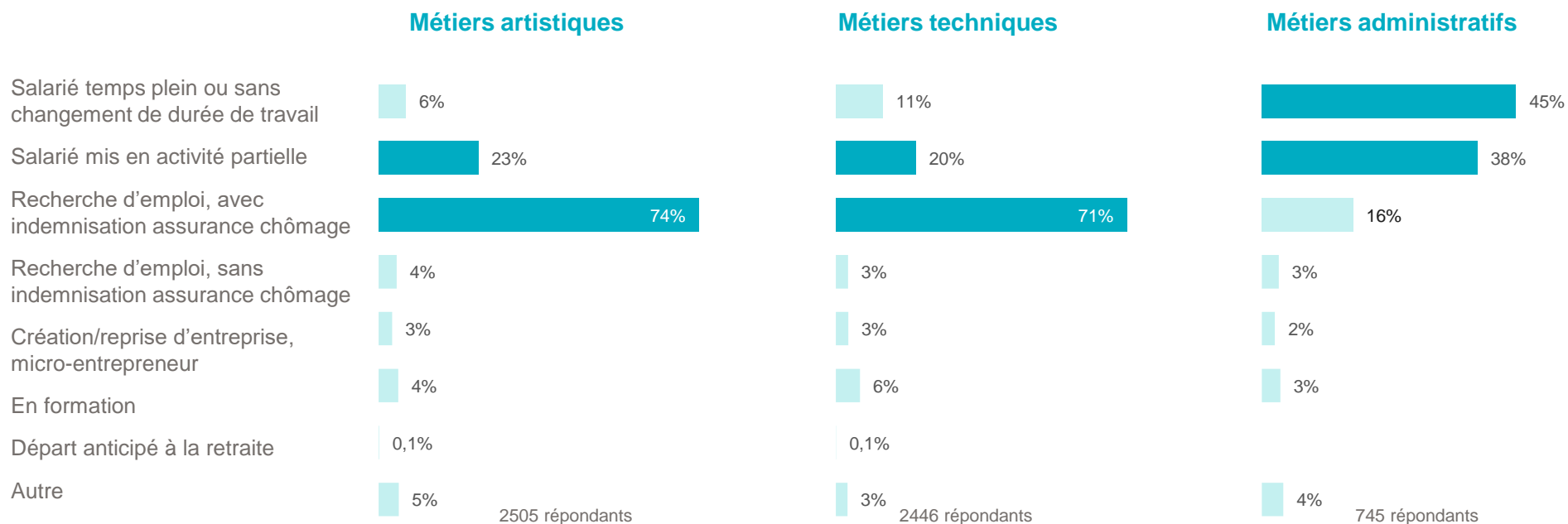


La situation des professionnels selon leur métier

La majorité des professionnels des métiers artistiques et techniques était en recherche d'emploi en 2020. Les métiers administratifs ont majoritairement conservé leur emploi sans changement de durée de travail ou en étant placé en activité partielle.

Principalement, quelle a été votre situation professionnelle en 2020 ? – Plusieurs réponses possibles

Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas

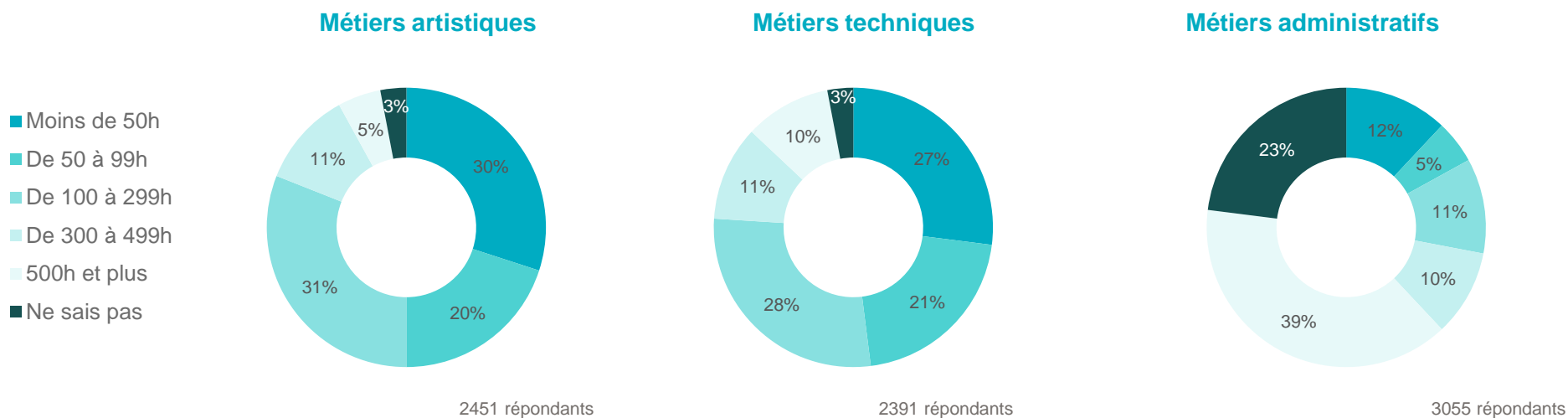


Le nombre d'heures travaillées selon le métier exercé

La moitié des artistes et 48% des techniciens ont travaillé moins de 100 heures depuis le 1^{er} mars 2020, contre 17% du personnel administratif.

Nombre d'heures de travail effectuées depuis le 1^{er} mars 2020

Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas



Nombre de jours en activité partielle selon le métier

Les professionnels exerçant un métier administratif ont été placés en activité partielle 96 jours en moyenne depuis mars 2020, contre 68 jours en moyenne pour les techniciens et 34 jours pour les artistes.

Nombre de jours en activité partielle depuis mars 2020

Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas

Métiers artistiques

Moyenne	34 jours
Médiane	20 jours

548 répondants

Métiers techniques

Moyenne	68 jours
Médiane	30 jours

474 répondants

Métiers administratifs

Moyenne	96 jours
Médiane	63 jours

272 répondants

Les transitions professionnelles selon le métier

Les professionnels exerçant un métier technique sont 61 % à avoir entamé ou envisagé une recherche d'emploi hors secteur, contre 45% des professionnels des métiers artistiques et administratifs. En revanche, seulement ¼ des techniciens et artistes concernés considèrent cette recherche comme une véritable transition professionnelle, contre 57% pour les personnels administratifs concernés.

Pour faire face à la crise envisagez-vous de chercher du travail hors du spectacle vivant ?

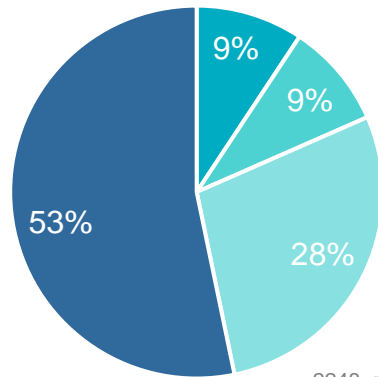
Questionnaire professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas

Métiers artistiques

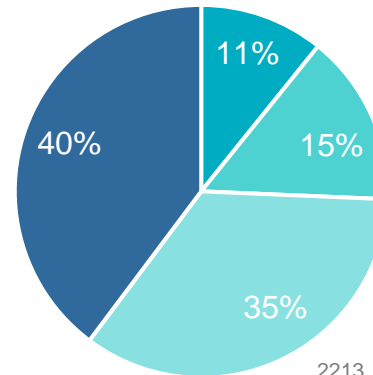
Métiers techniques

Métiers administratifs

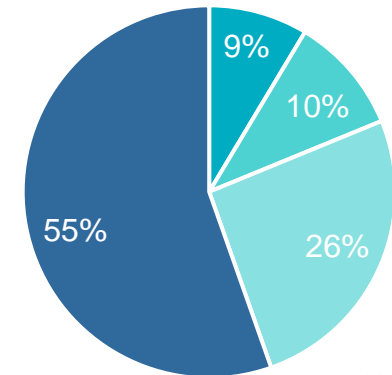
- Oui c'est déjà fait
- Oui probablement dans les mois qui viennent
- Peut-être j'y réfléchis
- Non



2248 répondants



2213 répondants



590 répondants

76% envisagent cette recherche hors secteur comme une solution d'attente

24% la considèrent comme une véritable transition professionnelle

1005 répondants

74% envisagent cette recherche hors secteur comme une solution d'attente

26% la considèrent comme une véritable transition professionnelle

1293 répondants

43% envisagent cette recherche hors secteur comme une solution d'attente

57% la considèrent comme une véritable transition professionnelle

259 répondants



Professionnels

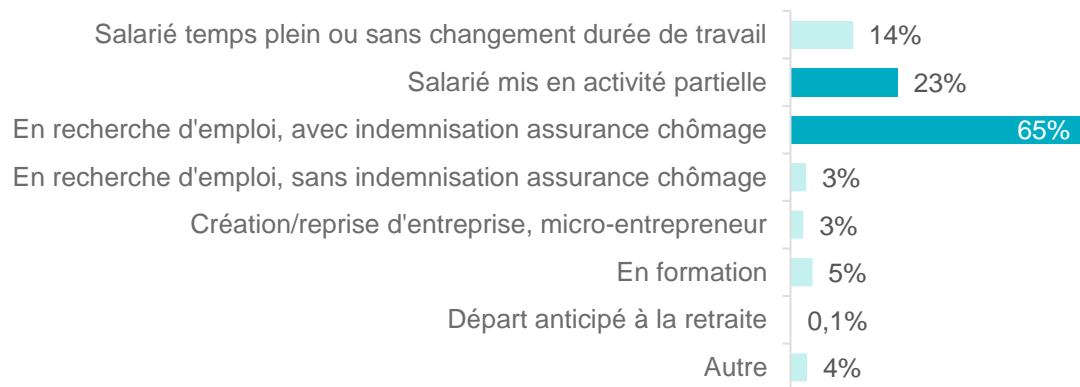
Focus par statut d'emploi



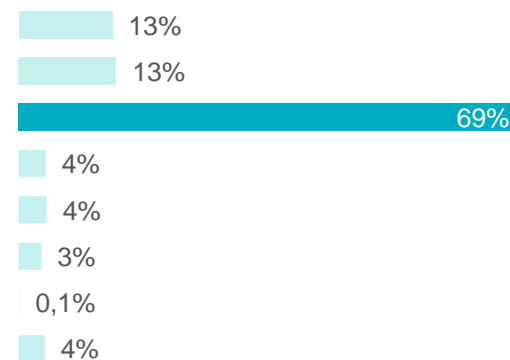
Situation des professionnels

Principalement, quelle a été votre situation professionnelle? - Questionnaire professionnels
KYU/CPNEF-SV/Afdas – 5497 répondants

En 2020



Actuellement



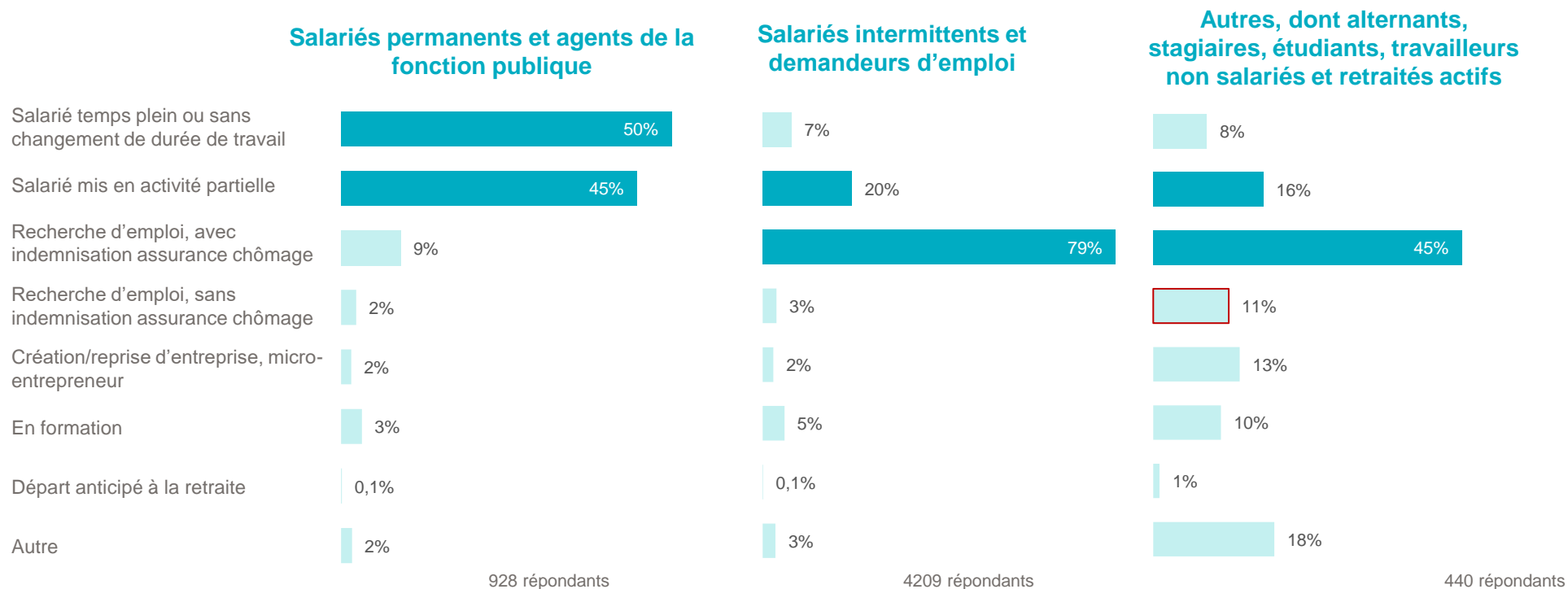
Pouvez-vous nous indiquer le nombre de jours où vous avez été en activité partielle (depuis le début de la crise jusqu'à aujourd'hui) ? - Questionnaire professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas

En moyenne, les professionnels ont été placés **60 jours** en activité partielle depuis le début de la crise jusqu'à aujourd'hui

La situation des professionnels selon leur statut d'emploi

Les salariés permanents sont 45% à avoir été placés en activité partielle, contre 20% des salariés intermittents.

Principalement, quelle a été votre situation professionnelle en 2020 ? - Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas



Le nombre d'heures travaillées selon le statut d'emploi

Les salariés permanents et agents de la fonction publique sont 32% à avoir travaillé moins de 300 heures depuis mars 2020, contre 79% pour les salariés intermittents et demandeurs d'emploi et les autres profils, dont les travailleurs non salariés, les alternants et les retraités actifs.

Nombre d'heures de travail effectuées depuis le 1^{er} mars 2020

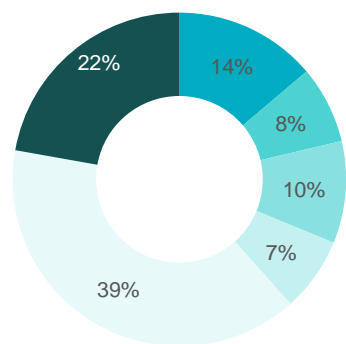
Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas

Salariés permanents et agents de la fonction publique

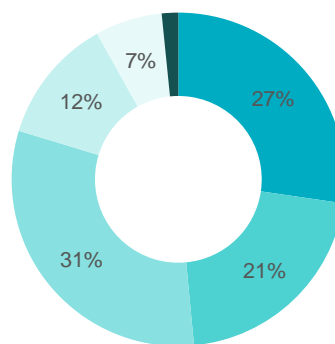
Salariés intermittents et demandeurs d'emploi

Autres, dont alternants, stagiaires, étudiants, travailleurs non salariés et retraités actifs

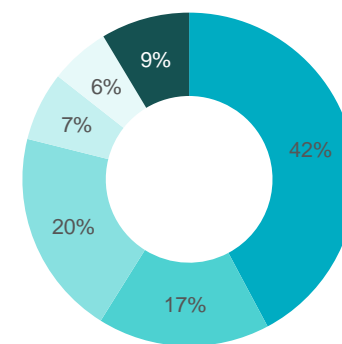
- Moins de 50h
- De 50 à 99h
- De 100 à 299h
- De 300 à 499h
- 500h et plus
- Ne sais pas



856 répondants



4130 répondants



431 répondants

Estimations des pertes de revenus selon le statut d'emploi

Les pertes de revenus estimées varient selon le statut d'emploi des professionnels interrogés. La médiane se situe à 2500€ pour les salariés permanents et agents de la fonction publique, à 4500€ pour les intermittents et demandeurs d'emploi et à 5000€ pour les autres profils, dont les travailleurs non salariés et retraités actifs.

Perte de revenus estimée en euros depuis mars 2020

Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas

Salariés permanents et agents de la fonction publique		Salariés intermittents et demandeurs d'emploi		Autres, dont alternants, stagiaires, étudiants, travailleurs non salariés et retraités actifs	
Fourchette	100 à 25 000 €	Fourchette	100 à 80 000 €	Fourchette	100 à 60 000 €
Moyenne	3 665 €	Moyenne	6 375 €	Moyenne	9 107 €
Médiane	2 500 €	Médiane	4 500 €	Médiane	5 000 €
242 répondants		2796 répondants		250 répondants	

Nombre de jours en activité partielle selon le statut d'emploi

Les salariés permanents et agents de la fonction publique ont été placés en activité partielle 109 jours en moyenne depuis mars 2020, contre 34 jours en moyenne pour les salariés intermittents.

Nombre de jours en activité partielle depuis mars 2020

Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas



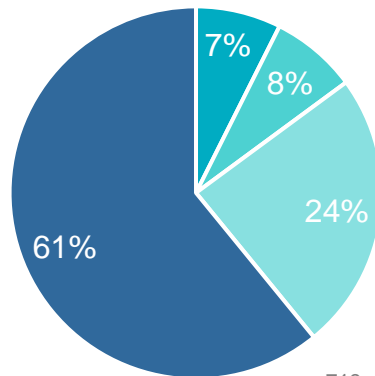
Les transitions professionnelles selon le statut d'emploi

Les salariés intermittents et demandeurs d'emploi sont 55% à avoir entamé ou envisagé une recherche d'emploi hors secteur, contre 39% des salariés permanents et agents de la fonction publique. En revanche, seulement 25% des salariés intermittents et demandeurs d'emploi concernés considèrent cette recherche comme une véritable transition professionnelle, contre 58,3% pour les salariés permanents et agents de la fonction publique concernés.

Pour faire face à la crise envisagez-vous de chercher du travail hors du spectacle vivant ?

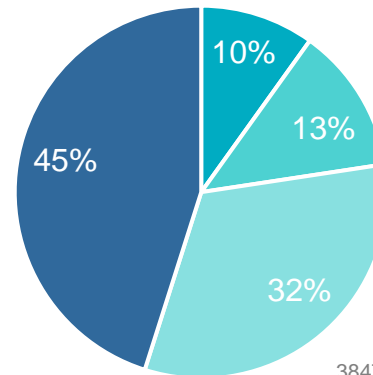
Questionnaire professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas

Salariés permanents et agents de la fonction publique



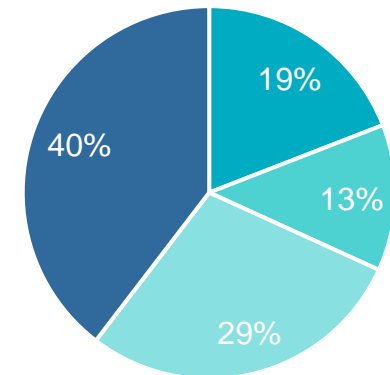
719 répondants

Salariés intermittents et demandeurs d'emploi



3847 répondants

Autres, dont alternants, stagiaires, étudiants, travailleurs non salariés et retraités actifs



371 répondants

41,7% envisagent cette recherche hors secteur comme une solution d'attente

58,3% la considèrent comme une véritable transition professionnelle

271 répondants

75% envisagent cette recherche hors secteur comme une solution d'attente

25% la considèrent comme une véritable transition professionnelle

2038 répondants

82% envisagent cette recherche hors secteur comme une solution d'attente

18% la considèrent comme une véritable transition professionnelle

219 répondants



Professionnels

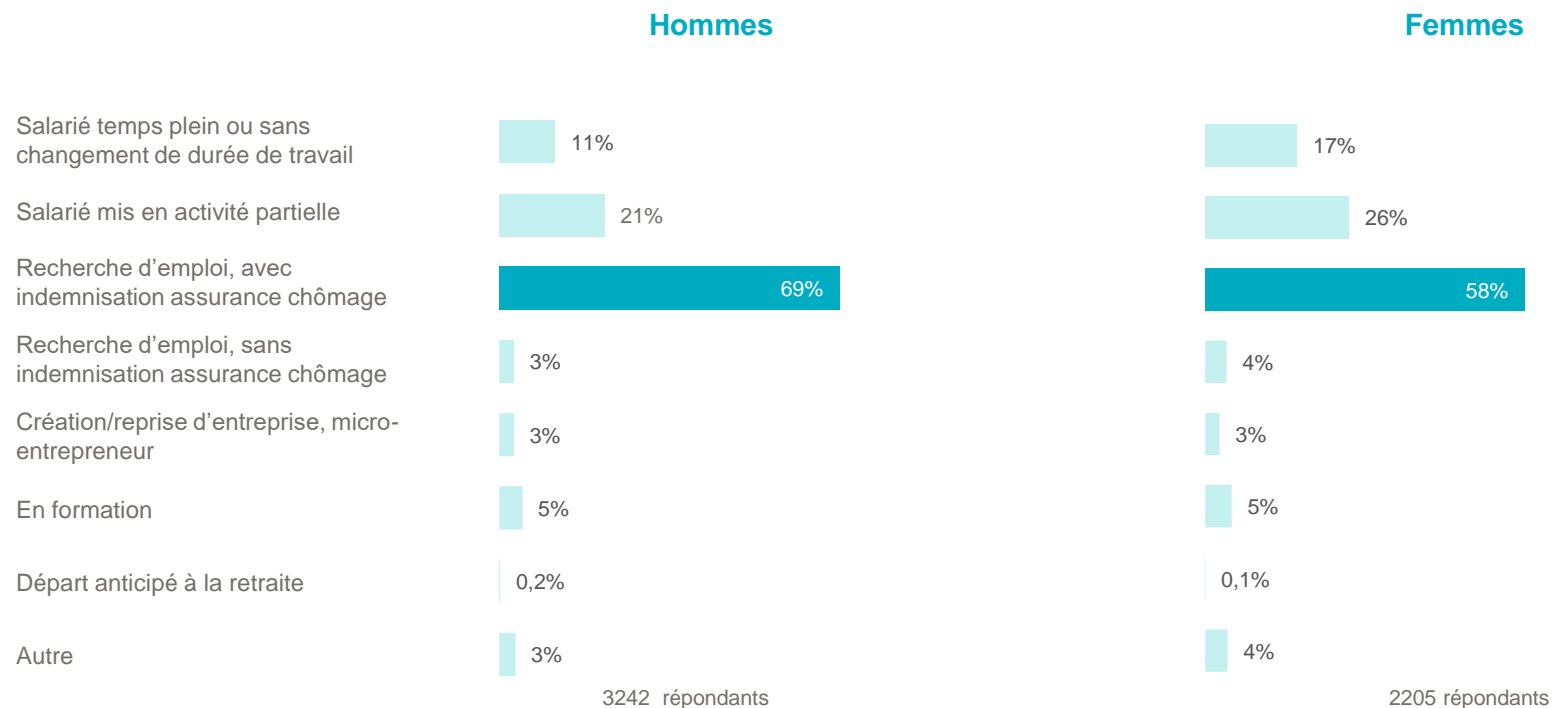
Focus par genre



La situation des professionnels selon leur genre

Parmi les hommes interrogés, 69% étaient en recherche d'emploi en 2020, contre 58% des femmes. Sur l'échantillon de professionnels ayant répondu à l'enquête, la part des femmes salariées à temps plein et ayant été placées en activité partielle en 2020 est un peu élevée que celle des hommes. A noter qu'elles étaient moins nombreuses que les hommes à répondre à l'enquête.

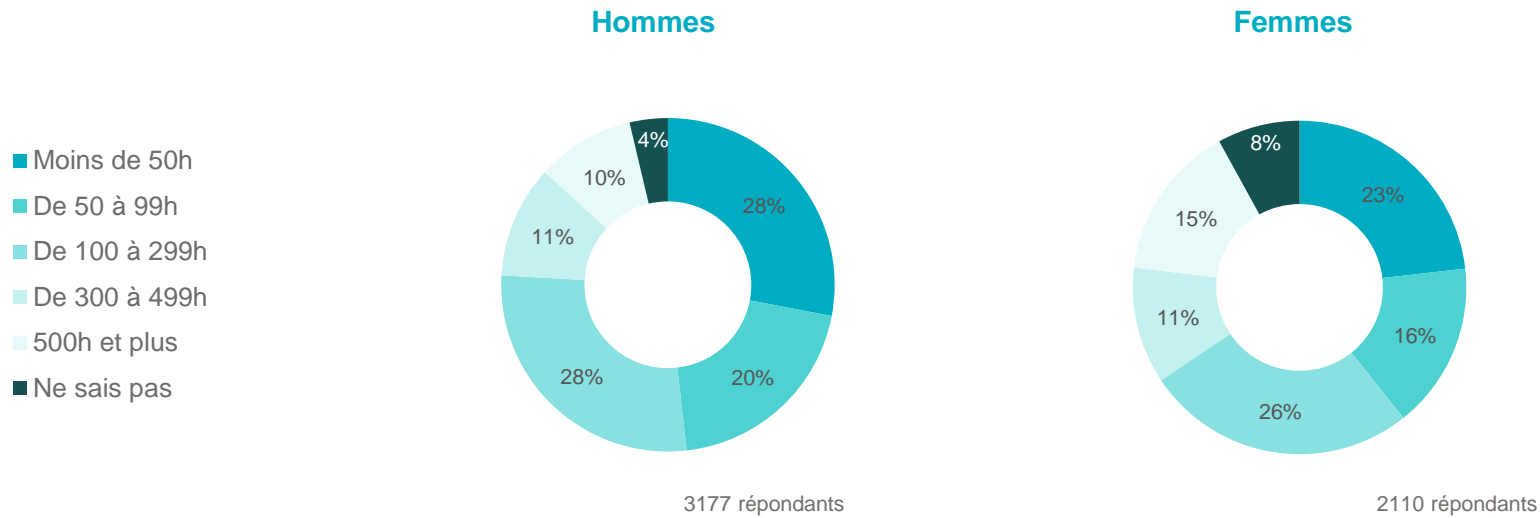
Principalement, quelle a été votre situation professionnelle en 2020 ? - Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas



Le nombre d'heures travaillées selon le genre

Les hommes sont 76% à avoir travaillé moins de 300 heures depuis mars 2020, et les femmes 65%.

Nombre d'heures de travail effectuées depuis le 1^{er} mars 2020 *Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas*





Professionnels

Focus par tranche d'âge

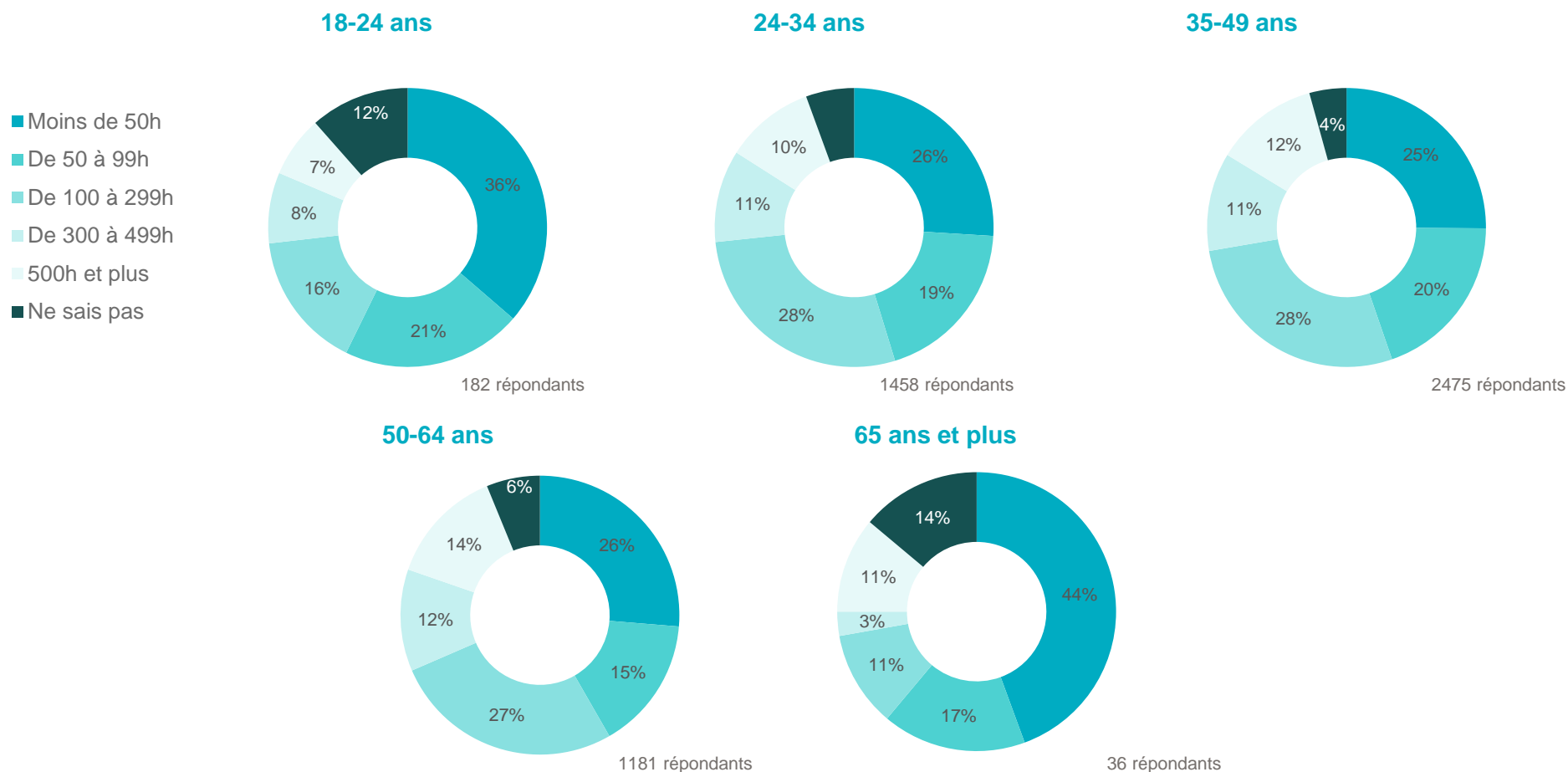


Le nombre d'heures travaillées selon l'âge

Quel que soit leur âge, environ 70% des professionnels du secteur ont effectué moins de 300 heures de travail depuis mars 2020. Les 18-24 ans sont particulièrement touchés: ils sont 36% à avoir effectué moins de 50 heures de travail, contre 25% pour les professionnels âgés de 24 à 65 ans.

Nombre d'heures de travail effectuées depuis le 1^{er} mars 2020

Enquête professionnels KYU/CPNEF-SV/Afdas



afDas
DEMAIN SERA FORMATION

cpnef:sv
COMMISSION PARITAIRE NATIONALE
EMPLOI FORMATION SPECTACLE VIVANT



PLAN
D'INVESTISSEMENT
DANS LES COMPÉTENCES



MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI
ET DE L'INSERTION

*Liberté
Égalité
Fraternité*

